

Mémoire de Licence en Géographie

JUNGFRAU-ALETSCH-BIETSCHHORN



QUAND PROMETHEE RENCONTRE ICARE

Analyse territoriale du site candidat pour une inscription sur la
Liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO.

Par Michael REINHARD

Directeur de mémoire : François BORNICCHIA, assistant
Juré : Ruggero CRIVELLI, M.E.R.

Université de Genève,
Faculté des Sciences Economiques et Sociales, R277860860
Département de Géographie

000

PB
11.298

Médiathèque VS Mediathek



1010414467

DD 11998



01/1082

Dédicace

Ce n'est pas une œuvre littéraire, une thèse de doctorat, un best-seller, ou je ne sais quoi encore. Ce n'est qu'un humble mémoire de licence. Mais tout travail demande un effort et celui que vous tenez entre vos mains n'aurait très certainement pas été l'aboutissement de mes études si je n'avais pas eu le soutien d'une multitude de personnes tout au long de mon cursus. C'est pourquoi je me permets d'inclure une petite dédicace toute particulière qui me tient très à cœur.

A Emanuele, Caroline et Hélène, vous êtes vraiment «PàHum», on se comprend !

A mes parents qui m'ont permis de faire des études et à tous les autres membres de ma grande famille qui m'encouragent sans cesse. Merci surtout à ma petite sœur, Martina, pour les moments de complicité entre le Jura et Genève au cours de ces trois dernières années !

A NeffAIR, Licetta, Flôôô et Raph', Pedro, Gaby, sacrés géographes !

Alessandra, Chiara, Fancesca, Caroline, Simona e Giuseppe, Danuscia, Eva, Valentina, Gianna, Margherita, Alessia e Giorgio, Tosca, alla gentilissima Sciura Gilardi, Simo, Keros e i bimbi. Siete la mia famiglia d'accoglianza Ticinese!

A Céline, Valérie, Susi, Rosmarie, Raphy, Carole, Yves et Valérie !

A tous mes amis plus ou moins proches qui m'ont accompagné tout au long de ces années à Genève...

...MERCI DE TOUT CŒUR !

Mes sincères remerciements vont à...

François Bornicchia,

mon directeur de mémoire.

Pour tes conseils, la patience démontrée lors de nos entretiens (parfois expresses!) et la liberté laissée dans la rédaction de mon travail. Je ne t'ai pas toujours rendu la tâche évidente. En effet, le temps pressait et je n'ai pas toujours tenu mon échéancier... De plus, j'ai dû rédiger la plupart de mon mémoire dans ma contrée natale, ce qui n'a pas forcément rendu facile ma supervision !

Ruggero Crivelli,

juré.

Pour les entretiens «au passage», le prêt de documents que je n'ai pas toujours restitué dans les temps, vos conseils, vos cours passionnants sur la population et les Alpes tout au long de mon cursus au sein du département de Géographie.

A Monsieur **Meinrad Küttel** de l'OFEFP à Ittigen, responsable de rédaction du dossier de candidature pour l'inscription de la région de la Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn sur la Liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO, pour son ouverture, la documentation envoyée et l'éclaircissement des questions-clés de mon travail.

Aux maires des communes qui m'ont reçu pour un entretien. Madame **Edith Nanzer-Hutter** à Naters, Monsieur **Hans Krummer** à Riederalp, Monsieur **Walter Henzen** à Blatten, et Monsieur **Godi Bohren** à Grindelwald. Pour leur compréhension pour mon allemand du dimanche. Mais les entretiens se sont déroulés à merveille. Un grand merci spécialement à Madame Nanzer-Hutter pour le temps pris afin de regrouper et de m'envoyer une palette de procès-verbaux et de lettres très utiles, mais surtout pour son ouverture et ses encouragements

Au directeur de Berner Oberland Tourismus à Interlaken, Monsieur **Hannes Imboden**, pour son enthousiasme pour répondre à mes questions et ses encouragements.

Enfin, au Chef Marketing-Partenaires de Valais Tourisme à Sion, Monsieur **Yvan Aymon**, pour s'être libéré pour m'accorder un entretien et pour son accueil valaisan (chaleureux!).

Table des matières

<i>Table des matières</i>	<i>1</i>
<i>Introduction</i>	<i>3</i>
Choix du sujet d'étude : petit voyage...	3
Site, situation topographique et contextuelle : vers la question de départ	4
Méthodologie et rédaction	6
Cadre théorique	6
La problématique en tant qu'addition de questions problématisantes	6
Hypothèses	6
Sur le terrain	7
<i>Cadre théorique et problématique</i>	<i>8</i>
Objet d'étude : essai de théorisation et définitions	8
Le territoire : vers une idée dynamique du concept	8
La relation	13
Les acteurs et leurs finalités	14
La relation et le pouvoir	15
La relation et le territoire	18
Application spécifique : le cas de Jungfrau-Aletsch-Bietschorn.	20
Introduction contextuelle et historique: la montagne, paradis perdu ?	20
La patrimonialisation par le biais de l'UNESCO : vers le paradis retrouvé ?	24
Problématique émergente et schéma	26
Les hypothèses	28

<i>Partie pratique</i>	29
Idées principales	29
Faits et synthèse générale	30
Les faits	30
Les arguments	32
Synthèse et réponse aux hypothèses	36
Evolution du système territorial	36
Vérification de la première hypothèse de recherche	39
Les acteurs influant dans le processus de candidature finale	40
Vérification de la deuxième hypothèse de recherche	42
Patrimonialisation, vers un retour du temps ?	43
Vérification de la troisième hypothèse de recherche	44
<i>Conclusion</i>	46
Les idées principales : rappel	46
Réponse à la question de départ	47
Des mythes...	47
...à la réalité ?	47
Limites et prolongements	49
Commentaire final	49
<i>Bibliographie</i>	51
<i>Lexique</i>	55
<i>Liste des figures</i>	59
<i>Annexes</i>	60

Introduction

Choix du sujet d'étude : petit voyage...

Ce n'est pas un heureux hasard si je m'attache, dans le cadre du mémoire de licence, à une problématique touchant principalement à la géographie régionale des Alpes. Cet espace montagnard m'étant familier, non seulement pour la fréquence à laquelle je m'y rends, mais aussi puisque, depuis les crêtes de mon Jura natal, le spectacle phénoménal des Alpes s'offre à tout contemplateur comme une véritable carte postale que lui propose la géomorphologie de notre pays. Une vue imprenable qui met en scène cette chaîne solidaire qui lie en une unité chaque pic, chaque dôme, chaque sommet enneigé ; de véritables maillons, s'étalant des Churfirsten à l'est, par-dessus lesquels se lève le soleil, au Mont-Blanc, au sud-ouest, dernier phare du soir qui attire et guide le regard dans la nuit qui couvre déjà ses benjamines. Devant s'étale le Plateau¹.

On voit d'abord les quartiers orientaux de Bienne qu'une cluse, véritable coupure dans un pli calcaire de Chasseral, laisse entrapercevoir ; puis les yeux s'en vont sur les collines molassiques sculptées jadis par les glaciers, virent à droite sur les coupoles de la Capitale, puis encore à gauche pour s'arrimer sur la «Porte de l'Oberland bernois», Thoune, où miroitent quelques reflets du soleil, qui ne sont que la prestation du Foen, libéré des profondes vallées glacières, soufflant sur le Lac. Et à nouveau, l'œil se pose sur ces hauts sommets droit devant : c'est l'Eiger, le Mönch, la Jungfrau ; le Grossfiescherhorn, le Finsteraarhorn, la Blümlisalp, le Breithorn, où encore le Mittaghorn. Le Cervin, toute petite pointe à l'arrière, n'émeut pas depuis ici.

Puis l'envie vient de s'y rendre, de traverser tout ce plateau à caractère tantôt industriel, tantôt rural, où les signes ne trompent pas : c'est une région relativement riche, on y produit beaucoup. Les maisons y sont somptueuses, les paysages des plus entretenus. Et on arrive dans les Préalpes et les Alpes. Avant de parvenir au cœur des grandes vallées où se sont développées les grandes stations touristiques, on traverse un grand nombre de petits villages fleuris de géraniums rouges, roses ou violets. Des villages très ruraux, au-dessus desquels des établis et des granges vermoulus font encore vigoureusement face aux intempéries, juchés fièrement sur de minuscules promontoires qui coupent la raideur des adrets herbeux, comme pour déclarer la guerre aux ubacs d'en face, verdoyant d'épicéas hérissés comme des lances.

Puis on arrive au pied des plus hautes montagnes où se dressent majestueusement les grands hôtels ou palaces, dont le touriste romantique d'avant-guerre, prêt à affronter la nature - roc, neige et glaces - pour braver les sommets, avait suscité la construction. Nous sommes à Gstaad, Zweisimmen, Adelboden, à Mürren, Wengen ou encore à Grindelwald. C'est depuis ce dernier village que s'élance un train à crémaillère qui vous emmène à la Kleine

¹ Plateau, Moyen-Pays ou Mittelland, région de Suisse, entre le Jura et les Alpes, partie vitale du pays, du Lac Léman au Lac de Constance. Source : dictionnaire encyclopédique Larousse 1997.

Scheidegg, puis s'engouffrant dans la roche et les glaces, traversant l'Eiger, termine son parcours à plus de 3450 mètres d'altitude au Jungfraujoch. De là, vers le sud, descend langoureusement le Jungfraufer, un névé satiné, jusqu'au Konkordiaplatz où le rejoignent ses semblables, le Grossaletschfer, l'Ewigschneefäld et le Grüneggfer pour former le glacier d'Aletsch, le plus long de toute la chaîne alpine avec ses imposants 24 kilomètres de glaces striées de crevasses et de moraines centrales laissées par temps et la topographie ; nous sommes désormais en terres valaisannes... Et au cœur de mon sujet d'étude !

Je m'explique : ce n'est pas seulement mon esprit voyageur et évasif de «montagnard jurassien» qui m'a amené jusqu'ici, mais aussi les intérêts que je porte aux sciences de l'environnement et à la gestion environnementale en particulier. Ainsi, après maintes discussions afin de définir mon sujet de mémoire, trouver une opportunité de faire converger mes intérêts de futur géographe avec ceux que j'éprouve en faveur de la gestion environnementale s'avérerait comme une solution optimale.

Justement, la région de la Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn fait actuellement l'objet d'une candidature d'inscription sur la Liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO². Les problématiques qui en découlent ressortent éminemment de la gestion environnementale et peuvent très bien être perçues par le biais de différents domaines et théories de la géographie. Le tout est donc de trouver lesquels disposent d'une qualité de pertinence suffisante pour saisir au mieux ces problématiques émergentes.

Site, situation topographique et contextuelle : vers la question de départ



«ALETSCHE – 24Km Eis am Stück»³, «ALETSCHE – 24Km de glace en bloc», c'est ainsi que nous est présentée cette région du Haut-Valais par ses promoteurs touristiques. Entre neiges éternelles, éboulis verdâtres et moraines, entouré de cimes de trois mille à quatre mille mètres, naissant de la conjonction de plusieurs névés et langues glacières, c'est ainsi que s'offre au spectateur l'imposant spectacle du Glacier d'Aletsch, le plus long de la chaîne des Alpes, au cœur de la Suisse, s'écoulant depuis la Jungfrau à 4158 mètres jusque dans la Vallée du Rhône à 1700 mètres d'altitude⁴. Une simple observation d'une carte topographique⁵ permet de saisir l'ampleur et la particularité géomorphologique de ce site de glaces et neiges éternelles : pentes raides, alternance de neige, de glace, de roches, alpages, lacs et torrents. Bref, un cadre idéal pour le développement d'un tourisme hivernal et estival.

Depuis 1930, une première partie du site s'est vu protégée, avec notamment la forêt d'Aletsch. Ce n'est que plus tard, en 1983, avec l'adjonction des trois

² Voir à ce sujet le chapitre intitulé «La Patrimonialisation par le biais de l'UNESCO», p.24

³ Logo touristique de la région du Glacier d'Aletsch. Source : <http://www.aletsch.ch/>

⁴ CIPRA, http://francais.cipra.org/texte_f/activites/aletschglatscher.htm, in CIPRA, <http://www.cipra.org/>

⁵ Voir à ce sujet l'annexe n°1, Délimitation du site candidat au Patrimoine mondial.

sommets bernois de l'Eiger, du Mönch et de la Jungfrau que le site a été protégé dans son ensemble par sa classification dans l'Inventaire des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale (IFP)⁶. Ainsi, La réputation du paysage qu'offre cette région n'est plus à faire, un paysage qui a «enthousiasmé les premiers touristes et focalisé les énergies de générations d'alpinistes⁷».

Ainsi répartis entre le nord-est du canton du Valais, et le sud-est de celui de Berne, les sites de la région de la Jungfrau et du Glacier d'Aletsch réunis constituent un ensemble paysagé alpin des plus typiques, voire même stéréotypiques, comme la Suisse a voulu (toujours ?) les maintenir autour de ce que l'on appelle souvent le mythe alpin, un récit fondateur d'une civilisation, d'une nation entière, par la mise en relation des communautés montagnardes avec les sociétés des plaines, des villes⁸. Un paysage qui a ému maints auteurs dont, en l'occurrence Albrecht von Haller, un Bernois, citadin, appartenant au courant pré-romantique et qui, avec son poème épique «Les Alpes»⁹ paru en 1729 déjà, s'extasiait devant ce spectacle que lui offrait les inséparables triplés de l'Oberland bernois vus depuis la plaine : l'Eiger (l'ogre), le Mönch (le moine) et la Jungfrau (la pucelle), trois personnages qui s'insèrent dans les contreforts scéniques de la région d'Aletsch. Winston Churchill est même venu s'y ressourcer¹⁰...

Rien d'étonnant à ce qu'une demande d'inscription du site sur la Liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO soit en cours. Le dossier de candidature a, par ailleurs, été remis au Centre du Patrimoine mondial à Paris vers la fin Août 2000¹¹. En effet, l'UNESCO, est à la recherche d'un site alpin répondant aux exigences du Patrimoine mondial, puisqu'elle ne dispose d'aucun site de ce genre. La région de Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn compterait alors parmi les sites d'importance mondiale à côté du Parc National de Yellowstone, du Parc National du Grand Canyon, etc., et attirerait un grand nombre de touristes appréciant le calme et la détente d'un site protégé. Mais rien n'est encore sûr pour l'instant : ce qui se passera par la suite, nul ne saurait le prédire et la classification de ce site en tant que Patrimoine mondial provoque déjà des oppositions notamment de la part de certaines populations locales directement touchées, en l'occurrence pour des motifs de promotion du tourisme hivernal, qui voient dans cette classification des normes environnementales encore plus contraignantes et une impossibilité d'expansion des domaines skiables existant. De plus, dans les communes intéressées – et notamment en Haut-Valais –, on doute qu'en tant que Bien commun de l'humanité, le site classifié soit touristiquement plus attractif. Qu'en est-il effectivement ? Y a-t-il des gagnants, des perdants à cette inscription ? Est-elle l'évolution logique d'un processus de protection environnementale engagé localement ? Ou plutôt le fruit d'une volonté extérieure à cet espace spécifique ? Finalement, la désire-t-on ?

⁶ OFEFP, <http://www.buwal.ch/presse/2000/f0006281.htm>, 28 juin 2000.

⁷ OFEFP, *ibidem*.

⁸ Bernard Crétaz, *Etude de Communautés*, Cours.

⁹ Georges Grosjean, *La Suisse en Cantons: Berne*, p. 87

¹⁰ Laurent Nicolet, <http://www.letemps.ch/archives/>, 10 juillet 1999.

¹¹ Meinrad Küttel, OFEFP, entretien du 28.08.2000.

Au vu du nombre croissant de questions qui nous viennent à l'esprit, nous jugeons nécessaire de les ramener à une question de départ synthétique, susceptible de les regrouper toutes. Celle-ci peut être formulée ainsi :

L'inscription du site naturel de la Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn sur la Liste du Patrimoine naturel mondial de l'UNESCO est-elle souhaitable ?

Méthodologie et rédaction

Cadre théorique

Dans un premier temps, nous avons cherché à définir un cadre théorique. Effectivement, il s'avérerait judicieux de poser les fondements théoriques géographiques et environnementaux pertinents que suscite la problématique de l'inscription de la région d'étude au Patrimoine commun. C'est ainsi que nous avons opté pour une méthodologie intégratrice, c'est-à-dire une façon de procéder qui tire sa pertinence de la complémentarité de plusieurs théories. On trouvera ces théories dans la partie intitulée «Cadre théorique et problématique» à la page 8. Mais voici un premier aperçu sommaire des trois axes majeurs de réflexion :

- | | |
|---|---------------------------|
| - Territorialité* ¹² et système territorial* | -> relatif au territoire* |
| - La relation* et le pouvoir* | -> relatif aux acteurs* |
| - Héritages historiques | -> relatif au temps |

La problématique en tant qu'addition de questions problématisantes

Des trois axes de réflexion mentionnés relatifs au territoire, aux acteurs et au temps, découlent trois questions que nous nommerons problématisantes. C'est-à-dire qu'elles devront permettre de «décortiquer» la question de départ pour former trois volets de la problématique dans son entier. C'est en répondant à ces questions que nous pourrions trouver une réponse à la question de départ.

Hypothèses

Ici encore nous formulerons trois hypothèses, relatives cette fois aux trois questions problématisantes. Ces hypothèses constitueront un angle d'approche pour répondre aux questions problématisantes et devront être confirmées ou infirmées pour élucider l'interrogation. Cela se fera par le biais de références à la fois au cadre théorique et aux conclusions de la partie «sur le terrain».

* Les termes stipulés par un * sont précisés dans le lexique (pages 55 ss), dans l'ordre d'apparition.

Sur le terrain

C'est sur la base de lectures d'actualité, de recherches dans les communes intéressées ou sur Internet, d'interviews et discussions que nous trouverons les réponses aux questions problématisantes et confirmerons, voire infirmerons le cas échéant, nos hypothèses de recherche. Leur analyse et synthèse devra déboucher sur la conclusion en relation directe avec question de départ.

Cadre théorique et problématique

Objet d'étude : essai de théorisation et définitions

Avant de passer à une théorisation spécifique de la problématique de la patrimonialisation* et de ses impacts territoriaux dans la région Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn, nous jugeons judicieux de poser les bases théoriques de la problématique tirées principalement des géographies humaine, régionale, politique, culturelle et humaniste, et de l'aménagement du territoire. Mais faisant sans cesse appel à ses voisines en sciences humaines, la géographie nous fait puiser certaines notions ou concepts dans d'autres disciplines, en l'occurrence dans la sémiologie et la sociologie générale, de même que dans les sciences de l'environnement.

Nous aimerions en outre préciser encore une fois que les théories et concepts sélectionnés relèvent de choix personnels. En outre, rappelons aussi que d'autres voies seraient possibles afin d'expliquer le phénomène ; le cas échéant, nous le signaleront.

Le territoire : vers une idée dynamique du concept

«Etendue de terre dépendant d'un Etat, d'une ville, d'une juridiction»¹³, telle est la définition commune donnée à ce terme. Cette définition du territoire est peu pertinente et l'on pourrait déjà émettre ici une première remarque pour nuancer cette approche. En effet, elle est très statique en ce sens qu'elle ne s'attache finalement qu'à une «étendue» - donc à un espace à caractère physique - délimitée politiquement, administrativement ou juridiquement. Elle n'englobe en rien l'aspect dynamique du territoire, les phénomènes qui s'y produisent, les échanges qui ont lieu en son sein et avec les territoires voisins, etc. Son unité réside donc uniquement dans l'idée pragmatique d'une limite plus ou moins précise - une invention humaine en quelque sorte -, une idée de frontière qui sépare deux territoires. Ceux-ci pourront être analysés comparativement par par une «catégorisation» reposant sur la dissemblance ou la ressemblance¹⁴. Cependant, quand on parle de territoire, outre des éléments de nature physique (topographie : orographie, hydrographie, etc.), les aspects humains doivent être également pris en considération. Par «aspects humains», il faut comprendre les manières de penser l'espace propres à une société et dont découle le jeu de relations que ce même groupe social tisse avec son environnement physique, biologique et culturel.

C'est ainsi que l'on peut saisir le concept de territorialité sous-jacent au terme de territoire et qui va, lui, intégrer ces «aspects humains»: "In human beings,(...), it is more an organization of space in order to make sense of it. The individual

¹³ Dictionnaire encyclopédique Larousse 1997, p. 1002

¹⁴ Collectif, *Développement territorial et valeur environnementale en haute montagne : le cas du Massif du Mont-Blanc*, CEMAGREF, Université Joseph Fourier, p.35

needs security and identity, and this is shown most clearly in the relation to the home, which provides security of mind and body and a relatively threat-free environment."¹⁵ En effet, le territoire doit être conçu comme le fruit de la territorialisation de l'espace par les individus et il s'agit donc, selon Claude Raffestin¹⁶, de constater que le territoire se distingue de l'espace par ce processus ; l'espace précède ainsi le territoire qui naît de la territorialisation. Il faut alors comprendre qu'il y a émergence du territoire dès qu'un acteur, individuel ou groupal, décide de s'approprier ne serait-ce qu'une partie ou portion de l'espace. Qu'est-ce que l'espace alors ? Jean Rüegg le définit comme le «support physique tridimensionnel, sur lequel une société inscrit un projet¹⁷». L'espace est donc à considérer comme une base, comme l'essence dont découle l'existence, c'est-à-dire le territoire par le processus de territorialisation. Susan Mayhew¹⁸ nous propose, quant à elle, de distinguer encore entre l'espace absolu qui se réfère à un espace clairement distinct, réel et objectif et l'espace relatif qui renvoie à l'espace comme il est perçu par une personne ou société et leur relation avec les événements qui s'y produisent, soit la façon dont les acteurs territorialisent l'espace. Ainsi, la manière dont les hommes aménagent l'espace est le fruit de leurs représentations. Ils y projettent leur vision à travers l'aménagement du territoire. Dans une approche plus humaniste du territoire, selon Bertrand Lévy¹⁹, cet attachement identitaire se traduit par quatre opérations en interrelations que les hommes dirigent vers l'espace :

- La conception de l'espace: résultat d'un construit mental très dirigé par la culture de l'observateur, fait social, fruit de la socialisation des individus; change selon les expériences sensibles de la vie.
- La perception de l'espace: interprétation de ce dernier guidée par les cinq sens, la vue, l'ouïe, l'odorat, le touché et le goût.
- La représentation de l'espace: image que se fait un individu ou un groupe de l'espace en question. Elle se traduit par un langage iconique, naturel, mathématique, musical, etc. , soit un système d'intercompréhension.
- La projection (de l'esprit) vers l'espace: projet qu'inspire l'espace et qu'un individu ou un groupe désirerait voir se réaliser. C'est un phénomène qui va de l'intérieur vers l'extérieur et qui relève du sens psychologique d'un individu, de ses rêves, fantasmes, obsessions.

¹⁵ Susan Mayhew, *Oxford Dictionary of Geography*, p.414-415

¹⁶ Claude Raffestin, *Pour une géographie du pouvoir*, p.129

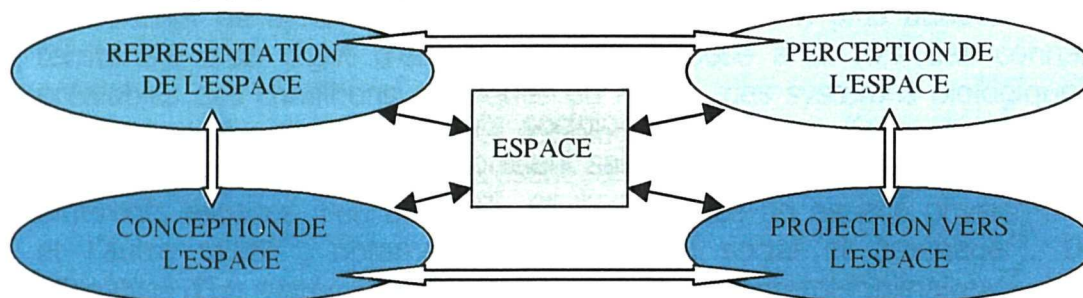
¹⁷ Jean Rüegg, *Aménagement du territoire*, Support de cours, p.6

¹⁸ Susan Mayhew, *op.cit.*, p.391

¹⁹ Bertrand Lévy, *Géographie humaniste*, Cours.

Lévy propose ici un modèle visuel afin de mieux cerner les opérations mentales que l'être humain dirige vers l'espace dans une approche des relations qu'entretient l'homme avec son environnement:

Figure n°1: quatre opérations dirigées vers l'espace selon B.Lévy
Source: cours de géographie humaniste, semestre d'hiver1999, Université de Genève



Le processus de territorialisation ayant été suggéré à la page précédente, force est de constater, à notre avis, qu'il ne satisfait pas encore à la saisie complète de la notion de territoire. Nous pensons que la territorialisation permet de comprendre les phénomènes d'appropriation de l'espace par un individu ou un groupe - en d'autres termes par des acteurs - et qu'elle renvoie de fait à un attachement identitaire des acteurs à leur territoire propre que l'on peut considérer comme "terre de référence". Cependant, la territorialité n'explique pas encore suffisamment, à notre avis, les relations qu'entretiennent les individus dans l'espace et donc entre les différents territoires. Cette approche relationnelle suppose alors une analyse à caractère systémique ou cybernétique* qui réclame l'adjonction de la variable temporelle. Nous y reviendrons de manière plus spécifique ultérieurement, dans les chapitres intitulés «La relation et le territoire» et «Evolution du système territorial», respectivement aux pages 18 et 38.

Un autre concept permet de saisir l'aspect dynamique du territoire : c'est le système territorial²⁰. Effectivement, avec ce dernier, on prend en compte les caractéristiques naturelles d'un territoire donné que l'on lie avec les paramètres politiques, économiques et sociaux – par les représentations et les pratiques que les sociétés locales ont du milieu naturel et social - et on tient compte des flux incidents et sortant de ce territoire. Il y a donc interpénétration des «systèmes naturels et des systèmes sociologiques²¹». On peut distinguer trois propriétés ou caractéristiques principales quand on parle de système territorial²² :

- tout système territorial est unique ; il est le résultat d'une société unique et de son environnement unique à un moment donné, généralement celui de son observation. Ceci suppose des changements spatio-temporels.
- tout système territorial est ouvert sur l'extérieur ; cette ouverture procède par confrontation avec d'autres systèmes, c'est-à-dire le phénomène d'altérité, soit de ressemblance ou de dissemblance.

²⁰ CEMAGREF, Université Joseph Fourier, Grenoble, *op.cit.*, p.15

²¹ Collectif, *Schlussberichte zum MAB-Forschungsprojekt des Schweizerischer National Fond*, p.124-125

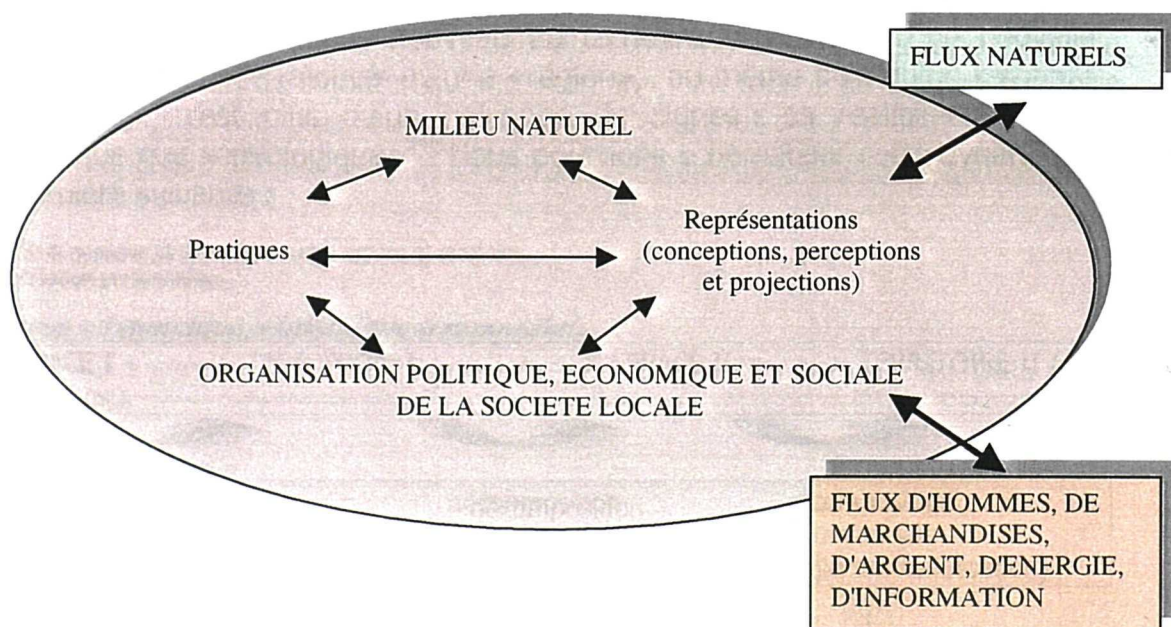
²² CEMAGREF, Université Joseph Fourier, *op. cit.*, p.19-20, p.36-37

- tout système territorial est dynamique ; «les relations acteurs/milieux, loin d'être immuables, évoluent»²³. Il y a donc des variations spatiotemporelles à l'intérieur, mais aussi à l'extérieur du système, qui vont modifier l'environnement ainsi que la société, les logiques régulatrices changeant.

Ce concept de système territorial paraît, semble-t-il, plus adapté à l'approche territoriale d'un objet d'étude puisqu'il suppose à la fois des connaissances préalables des conditions physiques du milieu, des systèmes biologiques qui s'y trouvent et des comportements sociologiques qui s'y réalisent, tant au niveau idéal que matériel. On peut à présent saisir le territoire en tant que résultante de différents espaces, l'un absolu²⁴, en l'occurrence un espace physico-biologique, et l'autre relatif²⁵, notamment économique, social et aménagé²⁶. Dès lors, «l'analyse d'un système territorial ne peut être qu'interdisciplinaire»²⁷.

Le système territorial peut ainsi être appréhendé de manière bifaciale avec deux composantes principales, le milieu naturel et les organisations politiques, économiques et sociales de la population locale. Celle-ci «se réalise» par les pratiques qu'elle a de ce territoire et qui sont, elles, guidées par des représentations, perceptions, conceptions et projections. Le schéma suivant illustre les interrelations entre ces différents espaces qui vont constituer et faire évoluer le système territorial ²⁸:

Figure n°2: représentation du système territorial
Source: dossier n°14 de la Revue de la Géographie Alpine²⁹.



²³ CEMAGREF, Université Joseph Fourier, *op. cit.*, p.37

²⁴ Voir à ce sujet la définition de Susan Mayhew, p. 9

²⁵ Voir à ce sujet la définition de Susan Mayhew, p. 9

²⁶ CEMAGREF, Université Joseph Fourier, *op. cit.*, p. 19

²⁷ CEMAGREF, Université Joseph Fourier, *op. cit.*, p. 35

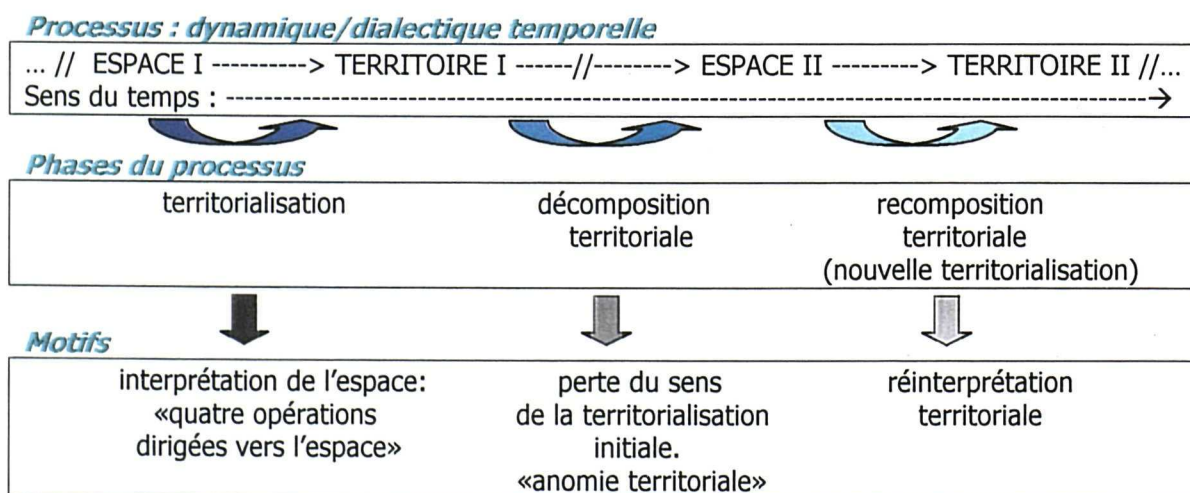
²⁸ Par souci de reproduction fidèle du modèle initial de la CEMAGREF et de l'Université Joseph Fourier, nous avons mis entre parenthèse trois des quatre opérations dirigées vers l'espace (explicitées aux pages 9 et 10) qui ne figurent pas dans ce modèle.

²⁹ CEMAGREF, Université Joseph Fourier, *op. cit.*, p.36

Par ailleurs, si nous nous attachons maintenant plus particulièrement à la variable «temps», on peut constater une dialectique très dynamique entre espace et territoire, un processus continu. Cette conjonction – espace/temps/territoire - forme en soi une résultante flexible et adaptable; le territoire est "produit" par des acteurs qui éprouvent le besoin d'organiser leur territoire de référence³⁰ et ce suivant les préoccupations qui leur sont propres à une époque donnée. C'est justement ce que Claude Raffestin³¹ nomme le processus «TDR» (Territorialisation, Déterritorialisation et Reterritorialisation), un processus qui repose sur un changement de la façon d'appréhender l'espace et/ou le territoire de la part des acteurs locaux. En effet, selon cet auteur, la territorialité est un état qui «est plutôt instable puisqu'il suffit d'une variation (...) pour que l'état change ou que ses rapports à l'extérieur du système se modifient»³².

Nous utiliserons, quant à nous, plutôt les termes de «territorialisation», de «décomposition territoriale» et de «recomposition territoriale» à la place de «TDR». Ces termes synonymes sont plus récents et utilisés fréquemment dans la littérature géographique et surtout dans l'aménagement du territoire³³. Ils ne se limitent pas seulement à la description d'une dynamique, mais explicitent une partie de cette dernière en suggérant des phases du processus et les motifs leur correspondant, en l'occurrence ceux de valeur territoriale (interprétation territoriale pour la territorialisation/donner un sens au territoire), de perte de la valeur territoriale (ce que nous appelons ci-dessous l'«anomie territoriale»/perte du sens initial lors de la décomposition territoriale), ainsi que de réinterprétation territoriale (redonner un sens nouveau au territoire/lui attribuer une nouvelle valeur). Et Raffestin de rajouter qu'une «région», au même titre qu'un territoire d'après nous, «n'est plus qu'un polygone de signes : sa réalité est moins géographique que sémiologique»³⁴. Nous pourrions schématiser cette dynamique de la manière suivante :

Figure n°3: dynamique et dialectique entre espace et territoire
Source : création personnelle.



³⁰ Claude Raffestin, *op.cit.*, p.138

³¹ Claude Raffestin, *Territorialisation, déterritorialisation, reterritorialisation et information*, p.10-12

³² Claude Raffestin, *op.cit.*, p.10

³³ CEMAGREF, Université Joseph Fourier, *op. cit.*, p.21

³⁴ Claude Raffestin, *op.cit.*, p.10-11

En tenant compte de tous ces postulats, nous arrivons à un premier volet problématisant qui nous sert de première question:

L'évolution territoriale qu'engendrera la patrimonialisation de la région de la Jungfrau-Aletsch-Bietschorn favorisera-t-elle, bloquera-t-elle le système territorial local en place actuellement ?

La relation

Outre ces aspects territoriaux, les phénomènes à caractères spécifiquement relationnels entre les différents individus en jeu doivent être pris en compte afin de saisir les rapports de pouvoirs susceptibles d'influencer la décision de patrimonialisation.

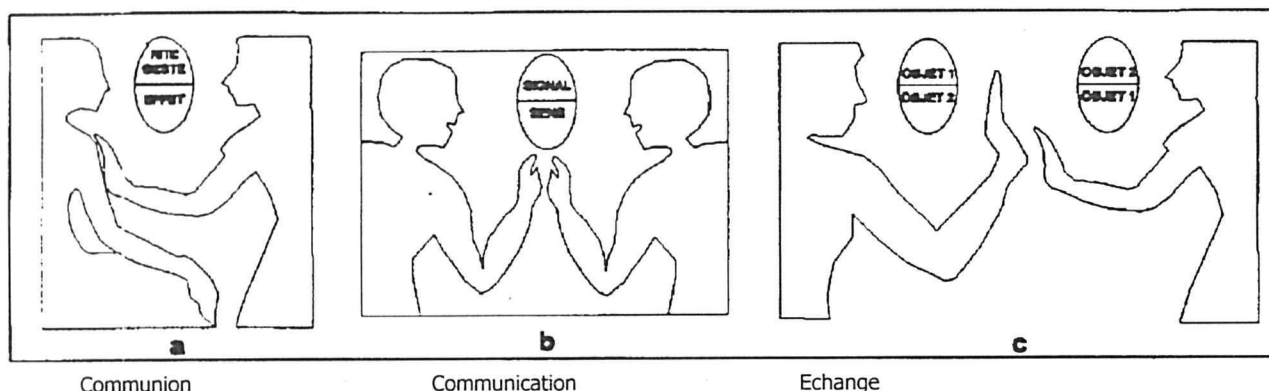
Charles Hussy livre une définition de la relation comme étant «un transfert d'énergie (objets matériels) à laquelle est associée une information (utilité ou sens de ces objets) ; mais ce transfert peut s'opérer d'au moins trois manières appelées au sens large, communion, communication et échange»³⁵. Pour que ce transfert ait lieu entre deux parties, il faut qu'elles utilisent le même système d'intercompréhension défini par un code, une pertinence. Ainsi, on peut distinguer trois types de relations selon les degrés d'ouverture de leur code et des caractéristiques des pertinences :

- la communion : codes religieux ou rituels (clos), permettent une fusion des pertinences ; sémiotiquement, le geste est lié à un effet.
- la communication : codes de communications (ouverts, mais conventionnels) impliquent une symétrie des pertinences ; sémiotiquement, le signal «produit» du sens.
- l'échange : codes d'échange (totalement ouverts), demandent une inversion des pertinences ; sémiotiquement, pour qu'il y ait échange, l'objet I requiert l'objet II pour une partie, alors que l'autre requerra l'objet II pour l'objet I.³⁶

³⁵ Charles Hussy, *La carte, un modèle, un langage*, p.31

³⁶ Charles Hussy, *op.cit.*, p.31, p.32

Figure n°4 : les trois types de relation, analyse sémiologique.
Sources : Charles Hussy, La Carte, un modèle, un langage.



Nous définirons plus tard à quels types de relations nous avons affaire dans le cadre de la candidature du site de la Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn au Patrimoine mondial³⁷.

Claude Raffestin³⁸, utilise le terme d'acteurs pour définir ces parties, un terme qui sera défini au chapitre suivant. Selon lui, la relation a quelque chose de politique en ce sens qu'elle est empreinte de pouvoir que les acteurs utilisent l'un sur l'autre³⁹. Ainsi, ces mêmes acteurs peuvent se trouver en situation de relation symétrique, en cas de concurrence parfaite, lorsque les prestations et contre-prestations sont équivalentes, ou en situation de relation dissymétrique, c'est-à-dire de dominance de l'un sur l'autre, lorsqu'«un des acteurs parvient à retirer un gain de la relation, au détriment de l'autre acteur qui ressortira de la relation avec une perte»⁴⁰.

Au vu de ces deux visions caractérisant la relation, il paraît primordial d'établir quelle est sa nature et quelles sont ses composantes dans le cadre de ce mémoire.

Les acteurs et leurs finalités

Identifier les acteurs de même que déceler leurs objectifs est essentiel dans une problématique relationnelle et territoriale. Mais ces acteurs, qui sont-ils, comment agissent-ils ? Ce ne sont pas forcément des individus, des personnes physiques, mais ils peuvent tout aussi bien être des personnes morales (institution) et s'agir d'acteurs collectifs. Raffestin⁴¹ nous livre ici une réponse pertinente. Il s'agit, pour lui, de distinguer entre acteurs syntagmatiques et paradigmatisques. Les premiers «réalisent un programme»⁴², c'est-à-dire qu'ils

³⁷ Voir à ce sujet le chapitre intitulé "les acteurs influant dans le processus de candidature finale", p. 40

³⁸ Claude Raffestin, *op.cit.*, p.32

³⁹ Claude Raffestin, *op.cit.*, p.26 - 32

⁴⁰ François Bornicchia, *Le jeu de la ruse dans les relations entre espace local et espace global : le cas du parc national de la Vanoise et de la commune de Bonneval-sur-Arc*, p. 6

⁴¹ C.Raffestin, *op.cit.*, p.34

⁴² C.Raffestin, *op.cit.*, p.34

agissent en fonction de ce programme, à l'intérieur d'un processus et sont donc «engagés dans un jeu relationnel complexe»⁴³. Les seconds résultent plutôt d'une catégorisation par caractéristiques que ces individus ont en commun. C'est donc un phénomène qui leur est extérieur. Ils présentent cependant une ambivalence, car outre le fait que dans certains cas, nombre d'entre eux peuvent devenir syntagmatiques, les acteurs paradigmatiques «peuvent devenir un enjeu pour les acteurs syntagmatiques»⁴⁴. Ainsi, «(...)la population (...)est source des organisations et enjeu de ces mêmes organisations(...)»⁴⁵.

Enfin, ces acteurs agissent en fonction d'un but, d'une finalité simple – atteindre un seul objectif - ou complexe – en atteindre plusieurs à la fois. Cette finalité constitue une motivation pour les acteurs qui adoptent alors une stratégie pour parvenir à leur fin. Il s'agira alors pour ces acteurs de s'assurer un maximum d'enjeux par le biais des médiateurs qui sont constitués d'énergie et d'information qui permettront de saisir la «nature» du pouvoir qui sera explicités dans le chapitre suivant. Ainsi émerge la notion de pouvoir dans la relation.

La relation et le pouvoir

Définir ce qu'est le pouvoir n'est pas facile, car chaque auteur se questionne généralement sur son propre domaine d'étude auquel il se limite et parfois certains avis divergent. Cependant, les définitions tendent à se compléter les unes les autres, suivant le positionnement adopté : soit celui de l'historien, du politologue, du sociologue ou encore celui du géographe. Ainsi, l'accent est mis sur bien des aspects divers, mais certaines notions semblent ressortir partout, en l'occurrence celles de force, puissance ou autorité politique⁴⁶.

Traditionnellement, le pouvoir politique se définit comme «puissance à laquelle sont soumis les citoyens et citoyennes»⁴⁷. Cette définition vient compléter celle d'Etat, même si souvent on a tendance à les confondre. En effet, la notion d'Etat n'englobe pas vraiment toute la vie socio-politique en son sein et prend ainsi un caractère plutôt statique ne s'appliquant qu'à un espace géographique donné, généralement limité par des frontières. Le pouvoir est bien plus dynamique quant à sa substance et fait ressortir des interactions, des relations entre individus et, ou avec, des autorités ou des institutions gouvernementales. Ainsi, Max Weber, sociologue, va même laisser de côté l'idée de limite et énoncera simplement le pouvoir en tant que «capacité à imposer sa volonté à autrui»⁴⁸. Il est alors concevable que le pouvoir ne s'appliquera pas seulement et n'étendra pas son champ d'action uniquement à l'intérieur de l'espace géographique de l'Etat ou de la région, mais qu'il aura aussi des incidences au-delà des frontières. C'est justement cet aspect que fait ressortir le concept de système territorial : nous avons donc affaire ici à des rapports, des relations intra et inter entités

⁴³ C.Raffestin, *op.cit.*, p.35

⁴⁴ François Bornicchia, *op.cit.*, p.6

⁴⁵ C.Raffestin, *op.cit.*, p.35

⁴⁶ C. Mironesco, *Introduction à la Science Politique 1997-98*, Cours.

⁴⁷ C. Mironesco, *op. cit.*

⁴⁸ Max Weber, in: C.Mironesco, *op. cit.*

territoriales. Ce sont ces rapports, respectivement ces relations, qui vont nous intéresser plus tard, dans le cadre de notre problématique.

Pour en revenir à la définition du pouvoir, il convient de mentionner Claude Raffestin pour en percevoir une dimension plus géographique. Pour lui, il s'agit de distinguer entre «Pouvoir», nom propre, et «pouvoir» nom commun. Le premier s'attache à «l'ensemble d'institutions et d'appareils qui garantissent la sujétion des citoyens à un Etat.»⁴⁹ Soit, tout ce qui constitue son autorité, voire sa souveraineté, son droit de gouverner. Cette définition se rapproche donc de celle de l'Etat susmentionnée. Ainsi, Raffestin va nuancer son propos en rappelant l'existence du terme de «pouvoir» écrit avec une minuscule qui se «cachera» derrière la notion de «Pouvoir», nom propre⁵⁰. Le nom commun désigne toute la partie moins palpable de la notion, c'est-à-dire le rapport de «force» qui s'installe dès qu'il y a une relation entre deux parties (individu(s), institution(s), etc.). C'est l'aspect perpétuel du pouvoir qu'il s'agit de considérer ici, la permanence de ce dernier dans toute relation ; le pouvoir existe donc partout, aussi bien dans le temps que dans l'espace.

Ainsi, dès que deux acteurs entrent en relation, il y a pouvoir. La relation est donc empreinte d'information, de savoir, et d'énergie, la force, qui vont déterminer les rapports entre les entités impliquées dans une relation ainsi que la «nature» du pouvoir qui en découle, cette dernière oscillant entre ces deux pôles (force et savoir). Pour expliciter cette oscillation, on comprendra dans cette logique que peu de force et beaucoup de savoir constitueront le pouvoir que se confère une religion face à ses adeptes, par exemple. A l'inverse, beaucoup de force et peu de savoir serviront un pouvoir qui prône l'esclavagisme. Le pouvoir sera alors perçu comme «coercitif»⁵¹ quand une dérogation à sa volonté se voit sanctionnée physiquement – cas de l'esclavagisme ou de la torture au Moyen-Age -, «rémunérateur»⁵² quand il gère l'allocation de salaire ou d'une ressource matérielle – pouvoir d'un patron, par exemple-, ou «normatif»⁵³ quand il y a «manipulation de ressources symboliques»⁵⁴ et que l'auteur en use en jouant sur les normes et les valeurs sociales notamment - dans le cas de la religion, ou d'une secte -. Ce sont sur ces trois faces du pouvoir que pourra se fonder le jeu des tergiversations de la classification de la région Jungfrau-Aletsch-Bietschorn au patrimoine mondial de l'UNESCO.

On l'a vu auparavant, le pouvoir est intrinsèque à toute relation ; il existe donc dès que cette dernière voit le jour et il va de soi qu'un rapport ne peut exister que si deux parties sont impliquées et liées. Mais qui sont-elles, qui exerce le pouvoir ? Il s'agit généralement de personnes physiques, des individus ou des groupes entre eux, de même qu'il peut s'agir d'une personne morale, tel un parti ou une institution étatique quelconque. Ces rapports varient dans le temps,

⁴⁹ C.Raffestin, *Pour une géographie du pouvoir*, p.44.

⁵⁰ C.Raffestin, *op.cit.*, p.45

⁵¹ C.Raffestin, *op.cit.*, p.47

⁵² C.Raffestin, *ibidem*

⁵³ C.Raffestin, *ibidem*

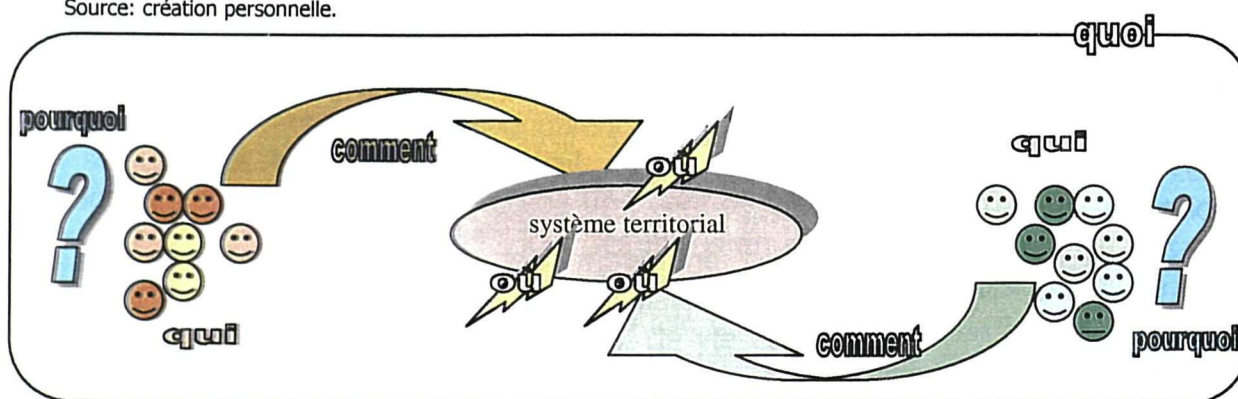
⁵⁴ C.Raffestin, *ibidem*

médiats* ou immédiats*, et sont souvent latents, c'est-à-dire que leur(s) effet(s) s'inscrit(vent) dans la durée.

Cette différence d'échelle où se produisent les relations est aussi relativement importante pour définir le lieu dans lequel s'établit le pouvoir. En effet, on trouvera le pouvoir là où il y a des rapports de force, soit des relations à l'échelle individuelle ou des relations de nature «interétatique», intercontinentale, voire mondiale.

Nous avons abordé le pouvoir sous un angle qui nous permet d'en donner une représentation théâtrale où nous aurions des acteurs (qui ?) qui joueraient une pièce (quoi?) sur une scène (où ?). Cependant, nous ne nous sommes pas attardés à la façon de jouer des acteurs (comment ?) ni au sens, au but de la pièce (pourquoi?).

Figure n°5: similarité relation/théâtre.
Source: création personnelle.



Qui?	acteurs	individus, groupes, communes ou institutions
Quoi?	pièce	relations, rapports de force, tergiversation de classification
Où?	scène	sur le territoire de la Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn
Comment?	façon de jouer	Stratégie
Pourquoi?	But	Finalité

Quels sont alors les buts d'une domination, quelles sont ses finalités ? Dans le cadre d'une domination, on cherche généralement à «s'assurer le maximum d'enjeu pour la renforcer»⁵⁵, selon Raffestin. Mais là n'est pas le but universel poursuivi lors de la quête du pouvoir. Sa finalité majeure consiste en effet à assurer la vie et le bien-être socio-économique d'une société et de sa culture au travers des enjeux que représentent la population – mettre un maximum de personnes de son côté, d'acteurs paradigmatiques⁵⁶ -, le territoire – support et résultat de l'action - et les ressources - limites de l'action.

⁵⁵ C.Raffestin, *op.cit.*, p.120.

⁵⁶ C.Raffestin, *op.cit.*, p.35

En appliquant désormais le concept de relation à celui de territoire, ou plus précisément de système territorial, on peut faire ressortir les actions spatiales des acteurs dans une perspective temporelle. Comme il a été dit plus haut, il convient de concevoir le territoire comme un système ouvert où transitent des flux d'information, d'énergie et de matière⁵⁷ qui y sont modifiés avant d'en ressortir. C'est ici qu'il s'agit, à notre avis, de distinguer entre quantité et qualité de flux reçus et transmis. En cybernétique*, ou analyse systémique, on parlerait plutôt de nature d'outputs et d'inputs⁵⁸. Les modifications énergétiques et informationnelles qualitatives et quantitatives incidentes et/ou résultantes dépendent de ce que les acteurs occupant une entité territoriale en font ; c'est en quelque sorte un mécanisme par lequel ils structurent leur territoire et leur rapport à ce dernier au gré de préoccupations mobilisantes.

Les acteurs modèlent ainsi leur territoire en le transformant d'une certaine manière, en sous-entités de nature homogènes et/ou hétérogènes⁵⁹. Expliquons-nous. Le cas de l'évolution de la montagne illustre bien ce phénomène ; les territoires homogènes correspondaient à un genre de vie agro-sylvico-pastoral où se superposaient espace de travail, de vie et de loisir sur un territoire. A cette logique de vie intérieure a succédé un genre de vie empreint d'une acculturation, voire d'une réinterprétation*⁶⁰ lors des mises en rapports avec les habitants des plaines et leur appréhension de la montagne. Les territoires homogènes se sont éclatés en éradiquant la continuité spatiale d'entant, c'est-à-dire qu'un territoire ne remplissait plus l'espace de travail, de vie et de loisir, mais qu'il ne remplit plus que l'une ou l'autre de ces fonctionnalités. C'est cette transition de système territorial, qui a débouché sur un véritable éclatement territorial, qui pousse désormais à agir en vue d'une recomposition territoriale⁶¹ en milieu montagnard. dont un moyen correspond à l'aménagement du territoire.

Synthétisons maintenant les liens relationnels et territoriaux dans un système territorial:

- premièrement, un territoire est composé d'éléments physiques, biologiques et culturels, dont font partie les êtres humains - ou acteurs. Ces éléments cohabitent dans un système ouvert sur l'extérieur qui reçoit des flux divers – eux aussi physiques, biologiques et culturels.
- deuxièmement, ces acteurs s'identifient à ce territoire par la territorialisation de l'espace qu'ils interprètent. Par ailleurs, ils entrent en relations, voire en concurrence avec d'autres acteurs, ce qui les pousse à adopter une stratégie pour sauvegarder leurs intérêts - c'est leur finalité.

⁵⁷ CEMAGREF, Université Joseph Fourier, *op. cit.*, p.36

⁵⁸ J.-E. Lovelock, *La Terre est un être vivant*, p. 68-70

⁵⁹ CEMAGREF, Université Joseph Fourier, *op. cit.*, p.16

⁶⁰ Anne-Françoise Genoud, *Les faiseurs de patrimoine : vers une meilleure compréhension du phénomène de patrimonialisation : le cas des bisses en Valais*, p. 21-22

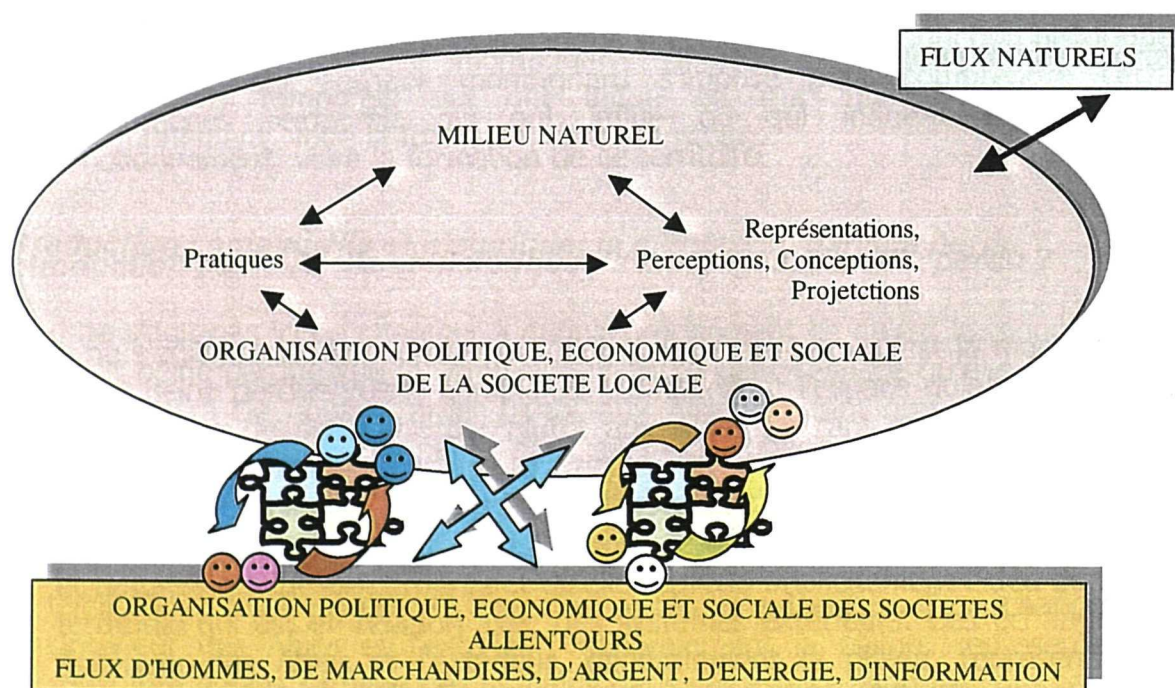
⁶¹ CEMAGREF, Université Joseph Fourier, *op. cit.*, p.16

- Troisièmement, l'adoption d'une stratégie, destinée à atteindre leur finalité, s'inscrit aussi dans le territoire par le biais d'aménagements spécifiques qui sont le fruit des pratiques.

Nous allons représenter graphiquement ce que nous venons de synthétiser. Dans un premier reprenons la base du système territorial comme nous l'avons vu précédemment au chapitre «Le territoire : vers une idée dynamique du concept». Dans notre raisonnement concernant «La relation», nous avons constaté qu'il n'existe pas qu'une seule relation entre deux catégories d'acteurs seulement façonnant le système territorial, mais bien différents objets du système qui donnent lieu à différents types de relations, à différents moments et entre plusieurs types d'acteurs, d'où le besoin de représenter plusieurs acteurs ou groupes d'acteurs dans l'illustration qui suit. De chaque relation émerge ensuite une portion du système territorial et donc, du processus «TDR» ; c'est ce que traduisent les pièces de puzzle auxquelles nous avons eu recours. Ainsi, nous pouvons désormais représenter visuellement le lien relation/territoire:

Figure n°6: le lien relation/territoire.

Source: modification du schéma que nous propose le dossier n°14 de la Revue Alpine⁶².



Nous voici arrivés au deuxième volet problématisant de ce mémoire:

Le système territorial résultant de la patrimonialisation du site naturel de Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn⁶³ sera-t-il le résultat des finalités et des intérêts externes ou internes au système territorial de la région en question ?

⁶² CEMAGREF, Université Joseph Fourier, *op. cit.*, p.36

⁶³ Voir à ce sujet la première question problématisante à la page 13 et l'hypothèse qui s'y réfère à la page 28

Application spécifique : le cas de Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn.

Attardons-nous maintenant plus particulièrement à la Région de la Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn. Nous allons chercher à appliquer les éléments de la théorie précédemment explicitée à ce cas bien particulier afin d'aboutir à une problématique spécifique qui sera ensuite traitée dans une partie plus pratique quand nous répondrons aux hypothèses posées.

Dans cette partie, nous allons essayer de définir de manière générale quels sont les acteurs, leurs stratégies, leurs finalités, etc., afin de pouvoir appréhender le système territorial de la région. Par "définir de manière générale", il faut comprendre la construction d'idéal-type⁶⁴ d'acteurs, de finalités et de stratégies qui serviront de fil conducteur pour analyser les phénomènes sociaux qui créent le système territorial régional. Dans la partie pratique qui suivra la problématique, nous procéderont de manière comparative entre ces idéals-types et les types réels afin de saisir les interactions effectives dans ce système.

Mais avant de définir une problématique spécifique une introduction historique et contextuelle sur l'espace montagnard s'impose pour comprendre certains phénomènes temporels qui ont influé ou qui influent encore sur le fonctionnement, voire la formation de ce territoire.

Introduction contextuelle et historique: la montagne, paradis perdu ?

Il ne s'agit pas ici de chercher à définir précisément ce qu'est la montagne, cela serait peine perdue vue la complexité caractérisant l'espace qu'elle forme. Notre propos sera de nous attarder plutôt aux Alpes en tant que région, soit «une construction politique capable d'articuler sa cohésion interne à travers ses relations avec le reste du monde⁶⁵». Dans cette acceptation, il va de soi que les Alpes constituent une entité dans laquelle se déroulent des phénomènes sociaux et naturels qui lui sont propres et qu'elle reprend implicitement l'idée de système territorial qui est en relation avec des systèmes extérieurs. Ces échanges entre l'intérieur des Alpes et l'extérieur, généralement la plaine, représentent une constante depuis l'arrivée des humains dans cet espace. Afin de comprendre ces échanges, plongeons-nous rapidement dans les plus grandes périodes où ces échanges ont eu lieu.

Vivre dans les Alpes ne va pas de soi et même si au Paléolithique, qui dure du quaternaire à l'holocène⁶⁶, quelques populations nomades osent pénétrer cet espace, ce n'est qu'au Néolithique⁶⁷ que son occupation devient permanente avec l'acquisition d'un certain savoir-faire technologique permettant une

⁶⁴ Max Weber, in : *Concise Dictionary of Sociology*, p.231-232

⁶⁵ Ruggero Crivelli, *Géographie régionale II*, Cours.

⁶⁶ Pour mémoire, cette période s'étend d'il y a 3.000.000 d'années à environ 10.000 ans. Source : *dictionnaire encyclopédique Larousse 1997*, p.737

⁶⁷ Pour mémoire, cette période s'étend d'il y a environ 10.000 ans à 6.000 ans. Source : *op.cit*, p.695

adaptation au milieu et grâce à un changement climatique au Mésolithique⁶⁸. On se trouvait déjà devant un problème de «verticalité» des Alpes qui étaient perçues comme obstacle – barrière - ou alors comme ouverture - ressource, possibilité ; «ce sont les hommes, avec leurs valeurs et objectifs qui posent les limites⁶⁹». C'est donc dans la préhistoire que les habitants de l'extérieur se sont peu à peu sédentarisés sur l'espace montagnard, lui procurant un nouveau contenu. Bien plus tard, les Romains, motivés par leur esprit pragmatique et expansionniste, se retrouvent confrontés aux Alpes au nord. Même s'ils les contournent dans un premier temps, les Romains cherchent à trouver des lieux de passage pour le commerce et feront appel à des peuplades autochtones avec lesquelles ils troquent, favorisant les échanges, la cohabitation et l'acculturation. On ne dénote qu'un petit nombre de peuplades décimées par les Romains⁷⁰. Avec la perte du pouvoir central de Rome et les grandes invasions barbares, les Alpes s'acculturent une nouvelle fois ; le latin n'est plus alors la langue vulgaire du peuple. Dans les Alpes centrales ce sont surtout les peuplades alémanes qui vont s'installer et monter pour coloniser la haute montagne⁷¹. C'est alors, avec la longue période du Moyen-Age, que l'espace montagnard subit des mouvements successifs de replis sur soi et d'ouvertures sur l'extérieur, sur la plaine. Ces mouvements se caractérisent par le contexte politique européen – Eglise et Etat - alors instable. C'est ainsi que l'Age d'or pour les Alpes se situe vers les 14^{ème} et 15^{ème} siècles, où elles produisent pour la plaine qui ne jouit pas d'une qualité de vie aussi saine qu'en montagne. Mais l'espace alpin se fait rattraper rapidement, puis marginaliser déjà au 16^{ème} siècle par la plaine dont les intérêts se tournent désormais vers l'Atlantique avec le réveil de l'Europe. Les Alpes se ferment alors et il s'en suit une émigration massive⁷².

Culturellement, la montagne est perçue comme étant horrible depuis le Moyen-Age, remplie de démons et de populations barbares. Les légendes dont les protagonistes sont des monstres à trois têtes, six pattes ou deux queues se font entendre de toute part au sein de la population⁷³ : «(...) l'homme instruit de la plaine et de la ville écrivait et parlait d'elle comme d'un lieu d'épouvante⁷⁴». Puis le classicisme du 17^{ème} siècle connotera la montagne d'inesthétique, constituant un véritable chaos, hideux, qui s'oppose aux plaines harmonieuses, à une cohérence d'ensemble⁷⁵ ; certains peintres s'y rendent toutefois. Pourtant, dans le monde scientifique, un autre mouvement semble se mettre en place depuis le 16^{ème} siècle avec le phénomène de sécularisation, de désacralisation qu'amène un humanisme naissant: des théologiens et de savants s'aventurent dans les Préalpes notamment pour répertorier les plantes. Un nouvel âge d'or pour les Alpes semble alors se dessiner à l'arrivée du 18^{ème} siècle, où leur «exploration systématique commence avec les grands naturalistes Johann Jakob Scheuchzer,

⁶⁸ Pour mémoire, cette période correspond à la phase de transition progressive entre le paléo- et le néolithique, le passage entre une économie de prédation vers une orientation en direction de l'économie de production. Source *op.cit.*, p.650

⁶⁹ Ruggero Crivelli, *ibidem*.

⁷⁰ Ruggero Crivelli, *ibidem*.

⁷¹ Ruggero Crivelli, *ibidem*.

⁷² Ruggero Crivelli, *ibidem*.

⁷³ Jean-Claude Vernex, *Géographie culturelle*, Cours.

⁷⁴ Georges Grosjean, *op.cit.*, p. 87

⁷⁵ Jean-Claude Vernex, *ibidem*.

de Zurich, Albrecht von Haller, de Berne, ou Horace Bénédict de Saussure, de Genève⁷⁶».

Influençant la culture anglaise, allemande et française, von Haller peignait ainsi au travers de ses vers une image épique, mais citadine de la montagne et écrivait une hymne à la beauté du paysage alpin perçu par les habitants de la plaine qui assistaient passivement à ce spectacle que la Terre leur avait offert en héritage. Une image que «propagera ensuite Rousseau et qui séduira également Goethe⁷⁷». Mais voilà, ces montagnes leur appartenaient-elles, ou n'en étaient-ils que les usufruitiers ? Les maîtres n'en étaient-ils pas plutôt les montagnards, ces «originaux, ces crétins ou rustres» ? Nous voici confrontés à deux logiques qui s'opposent alors : d'un côté, il y a la montagne comme la perçoivent les gens de la plaine – un véritable paradis où le montagnard, cet être «rustique», vit encore harmonieusement avec la nature, dans un charmant folklore - et de l'autre, la montagne comme la vivent ses habitants – un paradis peut-être, où hommes, bêtes et nature semblent être «à leur place» certes, mais où la vie est tout de même très rude, un paradis perdu face à la plaine civilisée, qui se meurt au dépend de la modernité⁷⁸. Quel devient alors le statut de la montagne dans ces conditions-là ? Cela a été dit, la montagne devient synonyme de paradis pour les deux groupes sociaux – montagnards et citadins -, mais pour les premiers, son salut réside dans la modernité, par l'acculturation aux mœurs de la plaine, par l'acceptation d'un nouveau style de vie, un style qui s'imposera par la pression qu'exercera la demande touristique sur ce paradis alpin, issu du romantisme*.

C'est l'avènement du paysage alpin et du tourisme qu'il suscitera dès le début du 19^{ème} siècle. Si les premiers hôtels voient le jour autour de 1840 dans l'Oberland bernois, c'est un tourisme doux qui est à la mode : contemplation des paysages, balades à cheval ou portées à mains d'hommes. Le tourisme lié à l'effort physique et notamment l'«alpinisme touristique» ne se développe que vers 1850 sous l'impulsion d'alpinistes anglais, même si certains scientifiques et passionnés suisses avaient déjà gravi quelques sommets⁷⁹. Paradoxalement, on constate que le tourisme qui se développe alors répond à une demande de la part de l'extérieur, et n'est pas le résultat d'une offre que l'espace montagnard fait aux populations externes⁸⁰. Ainsi, voient le jour les prémices du passage d'une économie basée principalement sur des activités agro-sylvico-pastorales à une économie de services. Il est donc possible de saisir à quel point les échanges entre la plaine (l'espace externe à la montagne) et la montagne (espace interne) ont été denses et à quel point ils continuent de l'être aujourd'hui, modelant sans cesse l'espace montagnard.

L'arrivée des tourisms plus intenses (ski, remontées mécaniques, routes asphaltées, etc.) en montagne ne date que de ce dernier siècle. En effet le ski, originaire des pays nordiques, en l'occurrence de la Norvège et de la Suède, est introduit en Suisse entre 1880 et 1890, mais il se développe sous une forme

⁷⁶ Georges Grosjean, *ibidem*.

⁷⁷ Georges Grosjean, *ibidem*.

⁷⁸ Bernard Crétaz, *Etude de Communautés*, Cours.

⁷⁹ Georges Grosjean, *op.cit.*, p.111

⁸⁰ Georges Grosjean, *op.cit.*, p.112

touristique surtout à partir 1930 environ, et pour l'Oberland bernois, sous l'initiative d'un Anglais, Arnold Lunn⁸¹. Seulement, actuellement, la différence fondamentale avec cette époque du tourisme «romantique» où l'on partait à la montagne pour en admirer la splendeur et en respirer l'air pur, réside dans les aléas d'une économie de marché qui semblent désormais acquis par les communautés alpines, des communautés locales qui se promeuvent désormais seules⁸² face à la plaine. Notons encore ce que relève à ce sujet une étude de terrain sur la région d'Aletsch de l'Institut de Géographie de l'Université de Berne (GIUB) : «für die Ortsansässige Bevölkerung ist der Fremdenverkehr zu einem wichtigen Wirtschaftsfaktor geworden. Er schafft Arbeitsplätze und bringt neue Einkommen. (...) Im Rahmen der regionalen Wirtschaftsförderung spielt er eine wichtige, wenn nicht oft sogar die zentrale Rolle⁸³». En effet, le tourisme de masse se développe de manière fulgurante dès les années 1950⁸⁴. Ceci est dû, selon Krippendorf, à la conjonction de divers facteurs, dont notamment l'augmentation du temps de loisirs, l'augmentation du revenu en termes réels, les progrès techniques en matière de transports et communications, la croissance du niveau général d'instruction et la concentration urbaine⁸⁵. Ce phénomène de masse s'emplifia encore d'avantage jusque dans les années 1970 : «die Zahl der Bergbahnen und Skilifte nahm sprunghaft zu. Verfügte die Schweiz 1950 über 39 Seilbahn-Sektionen und 72 Skilifte, waren es 1977 bereits 492 Seilbahnen-Sektionen und 1600 Skilifte⁸⁶».

Mais ces logiques externes assimilées par les montagnards chamboulent les systèmes territoriaux – chamboulent parce que les systèmes sont ouverts - séculaires qui équilibraient les relations qu'entretenait l'homme avec son milieu. La trilogie de la montagne – paysage, agriculture et population de montagne -, comme la nomme Krippendorf⁸⁷, se voit désormais modifiée. Ce va et vient incessant entre logiques extérieures et intérieures s'est alors répercuté sur les équilibres naturels et culturels des territoires touchés et les paysages d'autant se sont donc souvent modifiés et de manière brutale parfois, comme cela a été le cas en dans les Alpes françaises avec la construction des stations hivernales dites «intégrées» où la volonté de construire émane de l'Etat⁸⁸. Selon Julie Barbet⁸⁹, «la beauté des paysages, atout de la région touristique, est paradoxalement mise en péril» si l'on considère que l'on construit de manière non-intégrée aux systèmes territoriaux initiaux, débouchant sur une recomposition du territoire sous l'impulsion d'une réinterprétation territoriale⁹⁰. Cette nouvelle manière de penser et de vivre la montagne de la part des populations locales perturbe donc les équilibres qui représentaient l'attrait pour la montagne chez les romantiques, et risque par là de nuire à plus long terme à l'attractivité du lieu.

⁸¹ Georges Grosjean, *ibidem*.

⁸² Yvan Aymon, Valais Tourisme, entretien du 07.09.2000.

⁸³ Geographica Bernensia/GIUB, *Feldstudienlager Aletsch*, p.138

⁸⁴ Julie Barbet, *Le tourisme à l'heure du développement durable*, p.8

⁸⁵ Jost Krippendorf, in : Julie Brabet, *op.cit.*, p.8

⁸⁶ Geographica Bernensia/GIUB, *op.cit.*, p.137

⁸⁷ Jost Krippendorf, *Les dévoreurs de paysage*, p. 80

⁸⁸ Rémy Knafou, *Les stations intégrées des sports d'hivers des Alpes françaises*, p.34

⁸⁹ Julie Barbet, *op.cit.*, p.11

⁹⁰ Voir à ce sujet, «dynamique et dialectique entre l'espace et le territoire», figure 3, p.14

C'est ainsi, par une simple prise de conscience des dégradations qu'encourraient certains biens culturels ou sites naturels, que sont nés les mouvements associatifs pour la protection, l'entretien et la sauvegarde de biens culturels et/ou naturels héritiers séduits du romantisme, dès la fin du siècle dernier déjà et surtout dans la première moitié du 20^{ème} siècle. C'est notamment par la protection de constructions d'origine humaine ou des sites naturels, c'est-à-dire par le processus de patrimonialisation proprement dit, que l'on cherche désormais à maintenir intact ces ouvrages dans le plus long terme afin de permettre aux générations futures d'en profiter aussi. Cherche-t-on ainsi à retrouver le paradis perdu ? C'est une question sous-jacente à ce travail qui sera mise en lumière ultérieurement

La patrimonialisation par le biais de l'UNESCO : vers le paradis retrouvé ?

Actuellement, il existe au niveau mondial une possibilité pour chaque Etat de signer et de ratifier la Convention du patrimoine mondial de l'UNESCO. Son but est de préserver les «sites naturels et culturels identifiés comme étant de valeur universelle exceptionnelle⁹¹» et elle propose aux pays signataires un canevas de directives concernant la mise en application de mesures pour la sauvegarde de biens culturels et naturels digne d'intérêts et répondant à certains critères d'authenticité. Cette convention adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO en 1972⁹², a été ratifiée par la Suisse en 1975. L'UNESCO aide ensuite financièrement les pays afin de préserver les biens en question pour autant que le Comité du Patrimoine Mondial décide d'inscrire un de leurs sites sur la Liste du Patrimoine Mondial. Cependant, une fois inscrit sur la liste, un site naturel ou un bien culturel peut en être effacé s'il n'est plus conforme aux critères de sélection et de classification⁹³. C'est pour cela qu'un contrôle permanent, des restaurations et des travaux d'entretiens sont nécessaires par la suite.

Pour qu'un site soit considéré comme «patrimoine naturel», il doit répondre à plusieurs critères concernant sa «nature physique», dont notamment, jouir d'une «valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science – intérêts pour les scientifiques-, de la conservation - de la diversité biologique - ou de la beauté naturelle»⁹⁴- critère d'esthétisme. Ensuite, pour l'inscription du site sur la Liste du Patrimoine mondial, cinq étapes peuvent être définies chronologiquement :

- chaque Etat sélectionne les biens dignes de figurer sur la liste et fournit à l'organe compétant les informations détaillées sur les mesures de protection et le plan de gestion (en ce qui concerne le dossier de candidature pour une inscription du site de la Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn sur la Liste, il est présentement en phase de rédaction).
- le Centre du Patrimoine mondial vérifie que la proposition est complète.

⁹¹ World Heritage Information Network, www.wcmc.org.uk/whin/fr/index.htm , 26 avril 1999.

⁹² UNESCO, <http://www.unesco.org/whc/fr/intro-fr.htm> , 25 mars 1999

⁹³ World Heritage Information Network, *ibidem*.

⁹⁴ OFEFP, <http://www.buwal.ch/presse/2000/f0006281.htm> , 28.06.2000.

- l'Union mondiale de la nature (UICN) examine les sites naturels par le biais d'évaluations et d'expertises. Il en découle un rapport technique et une évaluation dont le but est de confirmer ou d'infirmer la valeur universelle exceptionnelle du site.
- le Bureau du Patrimoine mondial consulte à son tour les évaluations et émet des critiques ou demande des informations supplémentaires.
- enfin, le Comité du Patrimoine mondial décide et procède à l'inscription du site sur la Liste, le cas échéant.

Il y a donc une idée de maintien à l'état originel et à long terme de ce patrimoine qui devient ainsi un véritable héritage, un lègue. En effet, dès qu'une société cherche à patrimonialiser un élément, c'est qu'elle lui attache une certaine importance, qu'elle lui confère une certaine valeur qui découle d'un sentiment d'identification à son passé propre. La patrimonialisation c'est la «mise en valeur concrète de notre rapport au passé»⁹⁵. En d'autres termes, c'est une mesure qui permet de préserver les choses, de les figer dans le temps ; une mesure motivée par la «prise de conscience du fait qu'on risque de perdre quelque chose»⁹⁶. Ainsi, on parle également dans cette Convention du Patrimoine Commun de l'humanité de garder les choses intactes, comme par nostalgie du «bon vieux passé», de faire s'arrêter le temps. Mais c'est justement là le problème de la patrimonialisation, car même si le site se trouve être protégé ou le bien culturel restauré et préservé, il n'en est pas pour autant plus fonctionnel ; bien au contraire, il est comme figé dans le temps. C'est là le paradoxe du phénomène de patrimonialisation, on tue l'objet - sa raison d'être, sa fonction - pour le préserver à terme⁹⁷ et le laisser en héritage aux générations futures. Ainsi, dans le cas de la montagne, on retrouve d'une certaine manière ce paradis d'antan, mais ce n'est plus un paradis vivant ; c'est un paradis figé. Qu'est-ce qu'alors que cet esprit nostalgique de préservation, que ce fait de se laisser guider par les sentiments ? Est-ce repenser la montagne comme au 19^{ème} siècle ou du moins, une possibilité d'y revenir ?

Ce volet historique constitue ainsi la troisième question problématisante :

Vouloir ainsi patrimonialiser la région de la Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn, serait-ce uniquement la résurgence d'un romantisme ?

⁹⁵ Anne-Françoise Genoud, *op.cit.*, p. 16-20

⁹⁶ Fabrice Petignat, *La patrimonialisation, agent et produit de transformation du territoire : exemple du village de Vercorin*, p. 9

⁹⁷ Fabrice Petignat, *op.cit.*, p. 9, p.20

Problématique émergente et schéma

Faisant référence au cadre théorique, nous osons désormais affirmer que le système territorial de la Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn est issu de la territorialisation de l'espace montagnard par différents acteurs que nous allons maintenant tenter de définir. Nous référant ensuite à l'historique – «introduction contextuelle et historique», et au processus de patrimonialisation – «La patrimonialisation par le biais de l'UNESCO», nous constatons qu'il est possible de mettre en lumière deux manières de s'identifier à l'espace montagnard. Ces deux modes peuvent s'expliquer en faisant référence aux mythes de Prométhée* et d'Icare*.

D'un côté, nous trouvons une identification à ce mythe prométhéen⁹⁸, qui tend à concevoir cet espace de manière très pragmatique, utilitaire, et à l'appréhender de manière active, voire violente et agressive de la part de ceux qui la mettent en pratique sur le milieu naturel et social. De l'autre, nous avons une identification de type icarien⁹⁹ à cet espace qui procède passivement, par contemplation, en harmonie avec les systèmes culturels et naturels qui interagissent ainsi de manière spontanée, sans que ceux qui la mettent en pratique n'empiètent suffisamment sur le développement du milieu naturel pour le dérégler. Par conséquent, ces deux logiques se retrouvent dans notre problématique spécifique et débouchent sur une mise en rapport de deux groupes d'acteurs a priori opposés, soit :

- d'une part, les adhérents à la stratégie d'un développement touristique intensif ou dur, dont la finalité est le bien-être social local par l'apport économique du tourisme hivernal notamment et donc par l'investissement dans la construction d'installations et d'attractions touristiques. Une logique reposant donc sur le court terme. Et Bozonnet de dire «(...)les ambitions des promoteurs se rangent sous cette bannière de Prométhée»¹⁰⁰.
- de l'autre, les adhérents à une stratégie reposant sur un développement touristique doux, dont la finalité est le bien-être social par une augmentation de la qualité environnementale et d'un tourisme plus respectueux de l'environnement. Une logique reposant quant à elle sur le long terme. Pour citer Bozonnet encore : «(...)la communion rousseauiste avec la nature alpestre, et la protection des sites aujourd'hui appartiennent au mythe fusionnel icarien»¹⁰¹.

Nous jugeons ici judicieux de citer encore une fois Bozonnet¹⁰² avec un paragraphe-clef pour notre travail : «Chacune des motivations se distingue par de nombreux traits particuliers, mais l'un des plus significatifs est le rapport à la technique. D'un côté le héros prométhéen investit dans une débauche de matériels lourds, de l'autre le tenant de la pratique icarienne réduira au minimum la médiation technique avec la nature, privilégiant le rapport direct du corps à la

⁹⁸ Jean-Paul Bozonnet, *Des Monts et des Mythes*, p.40-43

⁹⁹ Jean-Paul Bozonnet, *ibidem*.

¹⁰⁰ Jean-Paul Bozonnet, *op.cit.*, p.43

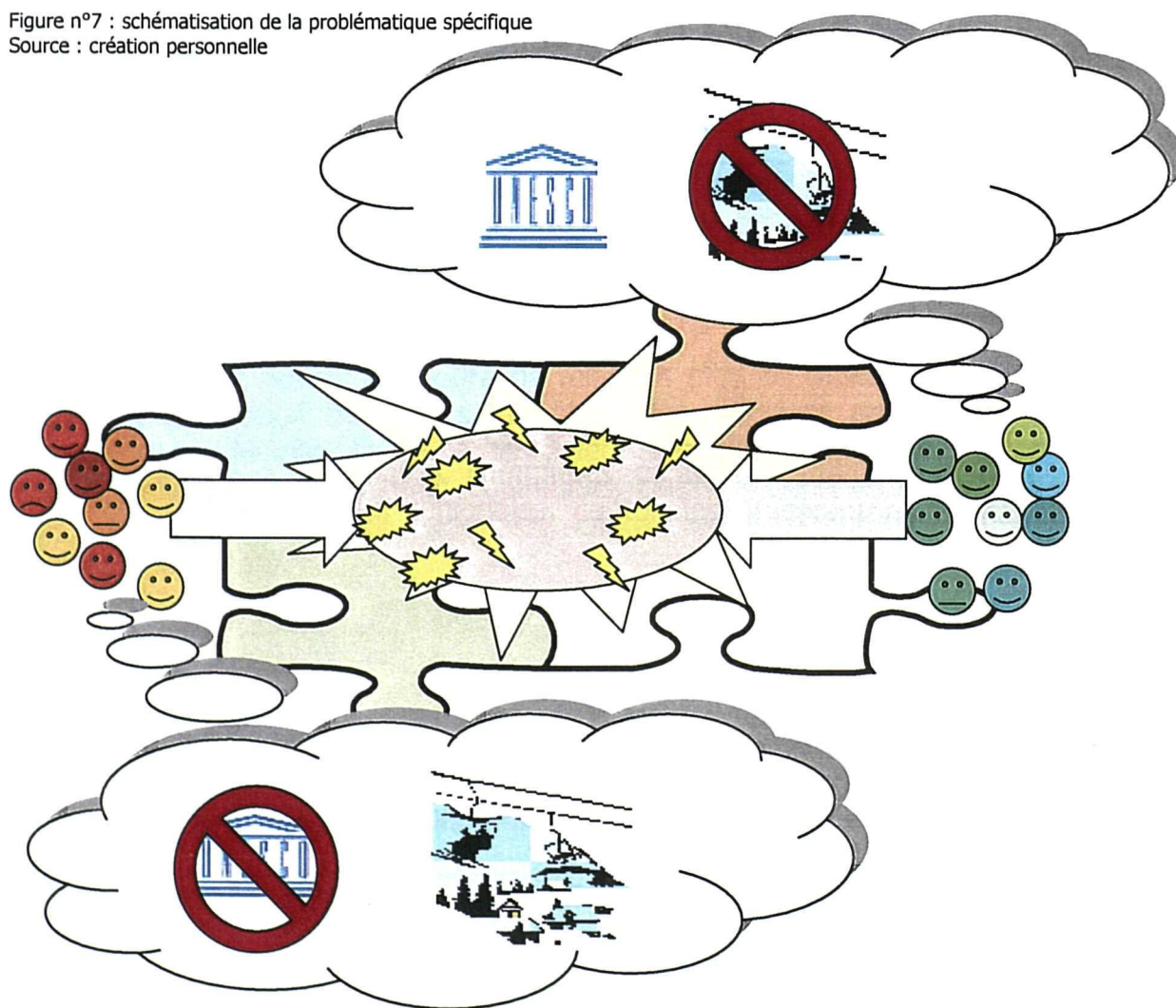
¹⁰¹ Jean-Paul Bozonnet, *ibidem*.

¹⁰² Jean-Paul Bozonnet, *ibidem*.

montagne. Ce critère sera pertinent aussi bien pour les acteurs historiques, les sportifs de haut niveau, les différents types d'aménageurs, que le touriste de base».

Nous allons maintenant procéder à une illustration de cette problématique émergente. Pour ce faire, nous allons recourir aux icônes utilisées précédemment dans la représentation du système territorial – au chapitre intitulé «Le territoire : vers une idée dynamique du concept» - et de la relation – au chapitre «la relation». Nous avons ici une situation mettant deux catégories d'acteurs en scène. D'un côté, il y a les acteurs «icariens» prônant le développement d'un tourisme doux et la protection environnementale, par soucis de conserver à long terme un site de qualité : ce sont les adhérents au projet d'inscription du site au patrimoine mondial de l'UNESCO. De l'autre, poussés par d'autres finalités, les acteurs «prométhéens» adoptent une attitude diamétralement opposée : ce sont les partisans de l'expansion des domaines skiables et des infrastructures touristiques. Ainsi, ces deux groupes se retrouvent en confrontation directe sur plusieurs points touchant au territoire et à son développement. Ils participent ainsi au processus TDR¹⁰³ explicité plus haut et symbolisé par les pièces de puzzle :

Figure n°7 : schématisation de la problématique spécifique
Source : création personnelle



¹⁰³ Voir à ce sujet Claude Raffestin, cité en fin de p.11

Les hypothèses

Au vu du cadre théorique et de la problématique spécifique, nous pouvons désormais formuler trois hypothèses de recherche, celles-ci se rattachant directement aux questions problématisantes :

1. Le système territorial de la région d'étude évolue dans le temps et l'espace, qu'il y ait une patrimonialisation en jeu ou pas.

L'évolution du système territorial de la région de la Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn est actuellement accélérée par le projet de patrimonialisation et donc, par une réinterprétation territoriale de la région de la part de la population locale.

2. En rapport avec cette première hypothèse, les relations opposant deux catégories d'acteurs principalement - tenants du pour et ceux du contre - dans ce processus de patrimonialisation vont certainement déboucher sur l'émergence d'un nouveau système territorial.

Le nouveau système territorial de la région de la Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn découlera du type de relations qu'aura suscité le projet d'inscription au Patrimoine mondial et du genre de pouvoir qui en aura émané.

Ainsi, le résultat devrait dépendre de relations plus ou moins «symétriques» - pesée et intégration des divers intérêts - des différents partenaires dans le processus de décision finale et ce, à leur «échelle» respective – population locale, promoteurs touristiques, communes, cantons, Confédération, UNESCO -, soit aux échelles locales, régionales, cantonales, intercantionales, nationales, internationales, etc.

3. Cette troisième hypothèse s'attache plus particulièrement aux changements de pratiques territoriales dans la région protégée depuis 1983, et plus particulièrement du site de la Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn en son sein.

L'évolution du système territoriale en cours est fondée sur une représentation ancienne réactualisée.

Ainsi, le développement territorial local est poussé par un vent du renouveau nostalgique et romantique, de la contemplation d'un paysage naturel impressionnant et encore vierge, de la recherche de «l'authentique».

Partie pratique

Rappelons rapidement la façon dont nous avons procédé pour cette partie «sur le terrain», en l'occurrence par entretiens avec divers acteurs locaux et régionaux, par la lecture d'articles et de brochures spécifiques, de même que par la recherche sur Internet. Cette partie «sur le terrain» a été guidée par le canevas que constituent le cadre théorique et la problématique spécifique.

Idées principales

Les interviews ont toutes eu lieu après que le dossier de candidature ait été déposé auprès de l'UNESCO à Paris. Les divers pourparlers entre les différentes parties intéressées avaient déjà abouti. Les objectifs étaient donc clairs lors des interviews : les trois axes initiaux - Territoire, Relations et Temps - devaient être définis lors des discussions. Puis, d'une manière plus conséquente il s'agissait de définir toutes les parties qui entraient en ligne de compte, leurs motivations pour ou contre le projet, et identifier les rapports qu'entretiennent les populations locales avec le site de la Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn. Pour les articles et l'Internet, les informations varient entre archives et actualité. La substance qu'il est possible d'en retirer varie ainsi de l'avis subjectif des auteurs à l'énumération ou la simple description des faits.

Il a donc fallu rester le plus attentif possible face à certaines informations, le débat ayant souvent été virulent, les parties concordataires étant «écartelées» entre émotivité et devoir ! C'est ainsi que nous nous sommes parfois retrouvés devant des portes hermétiquement fermées à tout échange d'information. Heureusement, dans la majorité des cas, les parties visées répondaient de manière spontanée et ouverte.

Les Communes auxquelles nous avons fait appel pour répondre à une série de questions (voir les annexes n°2 et n°3 pour plus de détails sur les entretiens et discussions) sont, pour le canton du Valais, Naters, Ried-Mörel, Blatten et Fieschertal (mais cette dernière n'a pas souhaité nous parler). Pour le canton de Berne, la commune de Grindelwald a bien voulu nous recevoir, mais nous sommes restés sans réponse de la part de Lauterbrunnen (voir annexe n°1 pour la localisation des communes sur le site). Le choix des communes découle du souci de vouloir mettre en lumière les phénomènes qui se sont produits aussi bien du côté valaisan que bernois du site. Par ailleurs, les communes de Naters et de Ried-Mörel présentaient la «qualité» de ne pas être à priori favorables à la réalisation du projet. C'est du moins ce que nous ont livré des lectures préalables¹⁰⁴, de même que l'entretien avec Monsieur Meinrad Küttel¹⁰⁵ de l'Office Fédéral de l'Environnement, des Forêts et des Paysages, ci-après OFEFP, en ce qui concerne la commune de Fieschertal. Le choix de la commune de Blatten, dans le Lötschental, relève simplement du simple fait que nous désirions

¹⁰⁴ D'après Le Temps, <http://www.letemps.ch/>

¹⁰⁵ Entretien du 28.08.2000 à Ittigen/Berne.

avoir également un avis contrasté de la part d'une commune valaisanne qui ne s'opposait pas, a priori, au projet et qui, de surcroît, ne fait pas partie de la région d'Aletsch. Pour l'Oberland bernois, nous souhaitions initialement parler avec les deux communes concernées par le projet, mais avons dû nous contenter des réponses de la part de la commune de Grindelwald.

Pour ce qui est des milieux touristiques, nous avons obtenus d'intéressantes informations auprès de la direction de Berner Oberland Tourismus à Interlaken, de même qu'à la section marketing de Valais Tourisme à Sion. Nous avons choisi de nous reporter à ces organes régionaux car ils permettent de mettre en lumière de manière plus globale ce qui se fait «touristiquement» parlant dans la région concernée, en toute connaissance des particularités locales.

Pour l'instance chargée d'élaborer le projet et de rédiger le dossier de candidature, c'est du côté de l'OFEFP que nous nous sommes tournés.

Après ces discussions, nous avons pu constater que les intérêts étaient souvent nuancés, mais finalement convergents et nous nous sommes rendus compte qu'une nouvelle série d'entretiens afin d'obtenir des résultats plus exhaustifs, ne nous aurait rien apporté de nouveau. Au vu de ceci, nous avons décidé de nous en tenir aux résultats obtenus pour fonder notre argumentation.

Faits et synthèse générale

Voyons maintenant de façon globale, ce que nous pouvons retenir des interviews et des lectures.

Les faits

Après le rapport MAB (Men and Biosphere) de l'UNESCO en 1979, auquel la Suisse a participé avec une étude menée principalement par l'Université de Berne concernant les impacts anthropiques sur les systèmes environnementaux montagnards dans la région de Grindelwald et d'Aletsch, l'idée d'inscrire les trois sommets de l'Eiger, du Mönch et de la Jungfrau sur la liste du Patrimoine Commun de l'UNESCO avait été une première fois exprimée. Mais elle ne trouve pas tout de suite un écho favorable. Cependant la «graine était semée» : il fallait alors qu'elle attende la bonne terre pour germer. Et c'est en la personne d'un habitant de Wengen, sur la commune de Lauterbrunnen, qu'elle la trouve dans la première moitié des années 1990. En effet, véritable «générateur» d'idées pour le développement régional, Monsieur Cowa propose un parc naturel régional de la Jungfrau susceptible de figurer sur la Liste du Patrimoine Mondial à la condition d'y ajouter le Glacier d'Aletsch, qui s'étale en direction du sud-ouest sur le côté valaisan des trois sommets cités. Les communes de Lauterbrunnen et Grindelwald sont alors séduites par cette idée et entament des pourparlers entre leurs conseils communaux réciproques, avec les Jungfraubahnen (Chemins de Fer de la Jungfrau) et les milieux touristiques des deux communes. On se rend

compte à ce moment - c'est en 1995 que le projet «démontre» à proprement parler - que l'on aura besoin de l'appui des instances cantonales bernoises et de l'OFEFP pour valider le projet qui mûrit alors et surtout pour travailler avec le Valais.

C'est alors que le Canton du Valais propose aux communes concernées de procéder à une candidature intercantonale et de vouloir prendre les dispositions nécessaires pour mener à bien cette dernière. Par tradition, les communes valaisannes ont beaucoup de poids dans les décisions relatives à l'aménagement du territoire, des décisions qui se prennent en assemblée communale le cas échéant. C'est une «liberté» communale que permet le Plan Directeur Cantonal (PDC), qui représente le fil conducteur cantonal pour l'application de la Loi Fédérale sur l'Aménagement du Territoire (LAT). Ainsi, les réalités socio-culturelles, politiques, géographiques et économiques spécifiques au canton du Valais ont fait de son PDC un instrument qui ne donne que les lignes majeures de l'aménagement cantonal que les communes doivent suivre afin de coordonner leur Plan d'Affectation Local (PAL). C'est ce que nous apprend Rüegg¹⁰⁶ quand il procède à une comparaison entre les différents PDC cantonaux : « le Valais compose avec une autonomie communale extrêmement forte et avec des contingences liées au tourisme, à l'habitat dispersé (cf. Mayens) et à une agriculture de montagne dont le statut est précaire ». Ainsi, pour un petit nombre des communes concernées par le projet d'inscription sur la Liste du Patrimoine mondial, ce que leur demande le canton est perçu finalement comme une perte de souveraineté sur leur propre territoire communal, empêchant la réalisation de certains projets dans la zone concernée sur leur territoire.

Les discussions s'enchaînent ensuite entre les cantons, l'OFEFP et les communes favorables au projet, appuyées par leurs consœurs bernoises, et celles s'y opposant. Les débats sont très animés et prennent souvent une tournure émotionnelle. De plus, tout un mécanisme décisionnel, découlant d'intérêts politiques externes, vient se greffer sur la question. Désire-t-on le projet comme le suggère l'OFEFP et le canton, ou souhaite-t-on le restreindre et ne céder qu'une partie de la surface prévue ?

Le temps presse. Du côté bernois, on continue d'encourager le projet. L'OFEFP et les instances cantonales entament des discussions avec les instances communales qui tergiversent sur la question et c'est finalement lors d'assemblées municipales, où toute la population est conviée, que l'on va trancher dans certaines communes. Les derniers scrutins ne datent que du mois de mars dernier pour les communes de Ried-Mörel et de Naters, par exemple. Parfois, les résultats sont très justes en faveur d'un oui. Au contraire, il arrive également que l'on accepte de manière «écrasante», mais avec des restrictions et des conditions. Finalement, le Valais accepte en mai 2000 de poser une candidature après des négociations qui auront duré plusieurs années (rappelons que 1995 est l'«année-phare» où le projet démarre).

¹⁰⁶ Jean Rüegg, op.cit., p. 63-67, p.71-72, p.74-75

Dans la partie bernoise du site, tout semble moins compliqué. Les décisions d'ordre de l'aménagement territorial relèvent des instances communales qui ont la compétence pour trancher dans de tels cas. Mais, il n'y a pas de problèmes notoires à signaler dans l'Oberland, à part peut-être des questions de limites de la zone sur le territoire de Lauterbrunnen et l'expression du regret de certains groupements écologiques qui auraient souhaité inclure d'autres sommets encore dans le site, et qui craignent l'avènement d'un afflux de touristes trop grand pour la région¹⁰⁷. Cependant, l'engouement en faveur du projet semble «à son faite monté» : oui au projet de toute part !

Après l'annonce officielle de la part du Conseil Fédéral de la candidature de la région de la Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn au Patrimoine Mondial de l'UNESCO en juin 2000, le dossier de candidature a pu être scellé par l'OFEFP, puis envoyé à Paris, où il a été déposé au siège de l'UNESCO vers la fin août 2000. La procédure d'inscription est désormais amorcée.

Les arguments

En connaissance des faits, nous pouvons maintenant chercher à comprendre plus en détail quels ont été les fondements pour plaider en faveur du projet au sein des populations locales et pour quels motifs les habitants ont parfois hésité. Comme nous l'avons déjà suggéré précédemment, les situations diffèrent quelque peu selon que l'on jette un regard sur les faits dans le Canton de Berne ou dans le Canton du Valais. Nous tiendrons ici un discours à caractère global que nous nuancerons en prenant, ça et là, des exemples locaux.

Si, d'une façon générale, le projet d'inscription du site de la Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn au Patrimoine Mondial remporte un grand succès, les cas des communes de Naters, Ried-Mörel et de Fieschertal montrent, à notre avis, les principales entraves qu'un tel projet est susceptible de constituer, à l'échelle communale, bien entendu. Ainsi, force est de constater qu'effectivement, le fait de léguer une partie de la surface communale au projet est susceptible d'être interprété comme une perte de contrôle, c'est-à-dire de souveraineté sur cette portion du territoire communal. Cette interprétation est tout à fait compréhensible quand on accorde une attention plus particulière à la commune de Fieschertal dont la surface communale constitue le 30% du projet, soit 159,66 km²¹⁰⁸.

En outre, un argument amené dans la discussion était celui des projets de construction d'installations touristiques ou de remontés mécaniques que l'on souhaitait réaliser dans certaines communes. On n'en dénombre en tout cas quatre principaux qui auraient eu des impacts paysagers majeurs (ceci sans compter l'éventuelle construction d'une installation hydroélectrique par une compagnie lausannoise):

¹⁰⁷ D'après la Berner Zeitung, <http://www.bernerzeitung.ch/>

¹⁰⁸ OFEFP, *Proposition d'inscription du bien "Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn" sur la liste du Patrimoine mondial*, p.34

- domaine skiable du Strahlhorn sur la commune de Fieschertal,
- tunnel d'accès entre Bettmeralp et la langue glacière sur la commune de Betten,
- liaison entre le Riederhorn, sur la commune de Ried-Mörel, et Belalp, sur la commune de Naters,
- un domaine touristique avec remontées mécaniques dans la région du Rosenhorn du côté bernois.

D'autres projets, dont les impacts paysagers auraient été moins importants, comme dans la commune de Blatten par exemple, avec le «Kulturlandschaftsprojekt Blatten/Kühmatt», auraient peut-être vu le jour.

Des accords ont cependant été trouvés concernant une modification des limites du site dans les communes de Ried-Mörel, Fieschertal et Lauterbrunnen. Mais il faut peut-être rappeler encore que tous ces projets auraient été planifiés à l'intérieur de la zone inscrite dans l'IFP¹⁰⁹ en 1983. Les chances d'aboutissement de l'un ou l'autre de ces projets auraient donc été relativement maigres, vu que l'IFP, stipulé aux articles 5 et 6 de la LPN et dans l'OIFP¹¹⁰, ne peut subir que des modifications dont la portée serait «d'intérêt national». De plus, on peut douter de la solvabilité des communes désireuses de procéder à la réalisation de ces projets, les charges financières étant relativement lourdes à supporter et à amortir à terme.

Mais au-delà des difficultés législatives ou financières, le problème de fond réside dans la valeur que les communes veulent attacher à leur territoire. En effet, beaucoup ont décidé d'abandonner leurs projets après avoir «repensé» leur territoire, c'est-à-dire après avoir fait le point sur la situation telle qu'elle est et défini la direction que devra prendre le développement territorial. Toutes les communes touchées vivent du tourisme, certes à des degrés différents, mais il constitue une variable non négligeable dans le revenu communal. Quel genre de tourisme désire-t-on alors développer ? Que veut-on offrir au touriste ? Et c'est là que nous touchons au cœur de tous les problèmes que peut engendrer cette inscription sur la Liste du Patrimoine, la question cruciale des priorités à poser dans la «politique touristique» : le développement régional en général, et du tourisme en particulier, doit-il se faire par une offre qualitative ou plutôt quantitative ?

Offrir la quantité, signifierait alors construire plus de remontées mécaniques, d'installations pour les sports d'hivers. Rappelons que le ski est la «pierre angulaire» du tourisme valaisan notamment – sans ski, pas de tourisme en Valais¹¹¹. Il en est de même pour l'Oberland bernois, mais dans des proportions moins importantes. Cela correspond donc à vouloir développer un tourisme du

¹⁰⁹ Pour mémoire, IFP signifie Inventaire Fédéral des Paysages, sites et monuments naturels d'importance national. Source : *OFEFP*, www.buwal.ch/presse/2000/f0006281.htm, 28 juin 2000.

¹¹⁰ Loi Fédérale sur la Protection de la Nature du 01.07.1966 (LPN) et Ordonnance Fédérale concernant l'Inventaire des Paysages, sites et monuments naturels (OIFP) qui lui est relative et que l'on trouve à l'adresse <http://www.admin.ch/>

¹¹¹ Yvan Aymon, Valais Tourisme., entretien du 07.09.2000

nombre, de masse, dans une logique d'un rapport linéaire croissant entre le nombre de touristes et le revenu. A l'opposé, favoriser la qualité, c'est offrir aux touristes une possibilité de se ressourcer, d'utiliser au maximum les infrastructures existantes et d'innover sur l'offre existante. Les impacts de ces deux logiques, que nous avons défini comme prométhéenne et icarienne précédemment, sur l'aménagement du territoire sont plus qu'évidents. Nous y reviendrons tout à l'heure, dans la conclusion notamment.

Un avantage que présente le site, en outre, c'est qu'il ne comporte pratiquement aucune habitation humaine occupée en permanence toute l'année, si ce n'est la gare de la station Jungfraujoch et son centre pour la recherche scientifique. Par ailleurs, les touristes ne peuvent s'y rendre qu'à un rythme quotidien et diurne, à moins de passer une nuit dans une cabane du Club Alpin Suisse, après une randonnée à ski ou de la marche. Mais ceci suppose l'accompagnement par un guide de montagne, ou des connaissances préalables et des pratiques suffisantes de la haute montagne. La marche, l'alpinisme et la randonnée à ski ne sont d'ailleurs pas considérées comme des activités mettant en péril le projet. Mais elles ne doivent pas devenir des activités «de masse» pour autant ! C'est ce à quoi veilleront les instances politiques locales et les promoteurs touristiques régionaux – Valais Tourisme et Berner Oberland Tourismus : un tourisme de masse et intensif n'est plus souhaité. D'ailleurs, une preuve en sont les mesures limitatives en ce qui concerne l'afflux journalier des touristes dans certaines stations.

Pour ce qui est des autres activités à citer, on dénombre la sylviculture, en quantité négligeable, l'économie alpestre qui est un peu plus présente, mais toutes les deux ne se rencontrent qu'aux limites périphériques du site. De même, on y trouve encore des activités de chasse relativement régulées par des dispositions fédérales et cantonales. Pour le reste, les activités qui s'y déroulent sont de l'ordre de la recherche scientifique - notamment en physique de l'environnement, de l'atmosphère terrestre et solaire, et de l'astronomie - et de la recherche de cristaux qui relève de traditions régionales, mais qui ne se fait pas de manière industrielle ou par extraction minière¹¹².

On constate par ailleurs, que les caractéristiques du site sont souvent mises en avant : on y trouve la nature presque à l'état pur avec plusieurs sommets dépassant les quatre mille mètres et une multitude de névés et glaciers, soit une morphologie des plus variées et intéressantes. De plus, la région présente des caractéristiques dignes d'intérêt scientifique au point de vue de ses caractéristiques biologiques, notamment par la présence de successions écologiques allant des stades primaires jusqu'aux stades climaciques dans ses pourtours, regroupant des espèces très diverses, au niveau végétal surtout, selon les types de roche. A titre comparatif, la biomasse – surtout végétale - du site est peut-être moins importante que celle des Vallées de Saas et de St-Nicolas qui s'étendent en direction de sud, en-deça du Rhône, mais la géologie et la morphologie du site de la Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn sont uniques en

¹¹² OFEFP, *Op.cit.*, p.27-31

Suisse¹¹³. C'est d'ailleurs un des arguments qui parle en faveur du site : son caractère authentique. Une qualité que relèvent presque tous les articles lus et que lui reconnaissent toutes les personnes interviewées.

Les populations locales perçoivent l'endroit comme un lieu où ressortent très nettement les traditions alpestres régionales. Mais qui dit traditions montagnardes ne dit pas forcément fermeture et esprit conservateur. Bien au contraire, et c'est un phénomène bien plus marqué encore dans l'Oberland bernois, où on a l'impression de faire partie intégrante d'un lieu à caractère montagnard, certes touristique, mais très international. On cherche donc à rester ouvert sur le reste du pays et sur le Monde, tout en gardant une identité montagnarde, ce qui s'inscrit dans le territoire notamment par l'entretien des paysages par le biais de l'agriculture.

Du point de vu des stratégies touristiques à adopter en matière de développement régional, Valais Tourisme prône d'ores et déjà un tourisme à la recherche de «l'authentique», une stratégie à laquelle désire adhérer Berner Oberland Tourismus de manière plus conséquente à l'avenir. Et le site peut tout à fait s'intégrer dans ce concept : «vivre la nature à l'état pur». Attention toutefois : on ne cherche pas pour autant à amener un «écotourisme» de masse dans le site. Valais tourisme rappelle qu'il s'agira de faire en sorte que les acteurs et promoteurs touristiques locaux veillent à bien collaborer et coordonner leurs politiques, ce qui n'est pas toujours évident.

L'idée serait de rendre le touriste attentif aux dangers qui pèsent sur l'environnement et plus spécifiquement ceux auxquels un tel site doit faire face. C'est en quelque sorte, le responsabiliser face à cet espace montagnard, par une invitation à se sensibiliser et à s'instruire sur la formation des Alpes, des névés et des glaciers, la vie de la faune, la flore, etc. La commune de Ried-Mörel possède déjà le «Centre Pro Natura» à la Riederfurka, un genre d'écomusée, qui va dans ce sens et la commune de Naters projette de devenir éventuellement la «porte par le sud» sur cette région avec la création d'un «écomusée de la région», ou d'une «maison de l'environnement». Aussi, après la visite de cette dernière, les touristes seraient envoyés et répartis dans les différentes communes pour visiter le site. Cette appréhension du site de la Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn deviendrait en quelque sorte similaire à celle du Parc National Suisse des Grisons¹¹⁴ qui prône une politique de sensibilisation touristique.

Quant à la propriété juridique du site, elle ressort principalement des pouvoirs publics et est répartie entre les cantons de Berne et du Valais par le biais des communes concernées. La propriété privée est constituée de terrains cultivables périphériques au site, dont le principal propriétaire est l'organisation non-gouvernementale et environnementale «Pro Natura». À rappeler ici que le site est déjà protégé à quatre échelons : lois fédérales, cantonales, communales et

¹¹³ OFEFP, *Op.cit.*, p.6-8, p.10-25

¹¹⁴ Lire à ce sujet le *Guide de l'exposition de la Maison du Parc National Suisse* à Zermatt et le livret du Parc National Suisse du mois de mai 1994 (4/94), rétrospective du parc. Source : *Protezione della natura speciale, Il Parco Nazionale Svizzero*, p.2-3, p.7-9, p.10-11, p.14-15

contrats de protection. Ainsi la gestion du site devra se faire de manière coordonnée à plusieurs niveaux : OFEFP, offices cantonaux et ONG, mais un plan de gestion doit encore être élaboré. Les outils de mise en œuvre de l'aménagement du territoire seront les plans directeurs cantonaux (PDC) respectifs, avec les instruments législatifs qui s'y rattachent¹¹⁵.

Synthèse et réponse aux hypothèses

Nous avons exposé au début de cette partie pratique, les faits et la synthèse de notre travail sur le terrain. Dans la partie qui va suivre, nous allons appliquer les éléments du cadre théorique – TERRITOIRE, RELATION, TEMPS – aux résultats obtenus «sur le terrain». Ainsi, nous chercherons à définir plus précisément les composantes du système territorial du site de la Jungfrau-Aletsch-Biestchhorn, à nommer les différents acteurs et définir les stratégies qui ont influé sur le système territorial jusqu'à présent et voir ce que cela implique pour la région, ce que le label de l'UNESCO pourrait apporter au site.

Evolution du système territorial

Pour une bonne compréhension du système territorial en question, il convient de parler d'abord de la délimitation effective du territoire faisant l'objet de la candidature¹¹⁶. Dans un deuxième temps, nous aborderons les opérations que l'homme dirige vers l'espace, définirons cet espace, avant de nous attarder aux dynamiques temporelles du processus TDR¹¹⁷.

D'une manière générale, le pourtour du site¹¹⁸ suit pour une large part les limites de la zone Aletsch-Biestchhorn, stipulées dans l'IFP en 1983 pour sa partie sud, en terres valaisannes. Il en va de même pour la partie bernoise au nord. Les limites ainsi fixées suivent la plupart du temps des frontières à priori naturelles, arrêtes, crêtes, sommets, pourtours de forêts, cours d'eau, cols, et ne traversent que ponctuellement des alpages ou des forêts. Les composantes naturelles de cette maille lui confèrent ainsi, outre une unité, une certaine homogénéité paysagère, mais nous en avons déjà parlé au chapitre précédent. Mais même si la topographie est «arrangeante» dans ce sens, rappelons que la façon dont sont posées ces limites résulte de choix humains : elle relève donc de la subjectivité humaine. La maille de ce territoire a ainsi été créée de toute pièce par la volonté humaine, fruit d'une réflexion de la part des initiateurs de l'IFP de 1983 d'un côté, et de l'autre par les différents partenaires fédéraux (OFEFP), cantonaux et communaux soutenant le projet. Ainsi, ce territoire prend un sens, une valeur pour tous ces partenaires. Il a donc fallu passer par un processus de

¹¹⁵ OFEFP, *op. cit.*, p.34-35, p.38-39, p.42 et Loi fédérale sur l'Aménagement du Territoire (LAT) que l'on trouve sous <http://www.admin.ch/>

¹¹⁶ A ce sujet, voir la carte de l'OFEFP au 1 : 12000 avec limites de l'IFP (en allemand : BLN) et du site de l'UNESCO en annexe (Annexe n°1).

¹¹⁷ Tous ces concepts sont développés dans le chapitre intitulé «Le territoire: vers une idée dynamique du concept», p.14

¹¹⁸ Voir à ce sujet la carte en annexe (Annexe n°1).

réinterprétation territoriale en permettant un passage du statut d'IFP de la zone à celui de Patrimoine mondial naturel. Si nous reprenons les quatre opérations¹¹⁹ que l'homme dirige vers l'espace, nous pouvons constater les faits suivants :

- la conception de ce territoire se fait au travers des rapports que les habitants de la région ont toujours entretenus avec ce territoire, c'est-à-dire de la tradition héritée des ancêtres : soit un territoire de vie, un territoire de pratiques agricoles qui permettent l'entretien de la qualité du paysage, un territoire unique qui, par sa beauté, permet de vivre encore par le tourisme.
- la représentation que se font les habitants locaux de ce territoire converge ici en outre avec celle que s'en font les personnes extérieures : à savoir, une façon «d'iconographier» la région, d'en produire des images chargées de sens commun. Les principales images en sont les villages traditionnels de montagne, le Grand Glacier d'Aletsch, l'Eiger, le Mönch et la Jungfrau. Ce sont les principales images qui ressortent de la documentation touristique et que les personnes interviewées aiment à peindre.
- la perception de ce territoire est ressortie aussi bien au travers des interviews que des discussions et des lectures, notamment par l'émotivité et l'engouement qu'a suscité le projet auprès des populations locales : grandeur, beauté, attachement, trésors, nature pure, saine, revigorante, ravigotante, etc., ne sont que quelques expressions utilisées quand il s'agit de décrire le bien.
- rattachée à ses trois consœurs précédentes, la projection vers le territoire se caractérise ici par l'attachement individuel à ce dernier. C'est une impression de faire partie de l'espace en question, le sentiment de le posséder en même temps. Ce sentiment d'appartenance au territoire est presque un sentiment de responsabilité envers celui-ci qui ressort nettement des discussions et des lectures : certaines personnes vont jusqu'à dire que c'est un devoir envers les générations futures que de préserver ce territoire.

Pour reprendre les termes de Susan Meyhew¹²⁰, on retrouve ici la conjoncture de deux genres d'espaces qui sont les deux interfaces du site et qui sont les deux interfaces du système territorial. D'une part, nous avons l'espace absolu, que nous pourrions caractériser de signifiant : la réalité physique, morphologique et biologique qui caractérisent le site de la Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn tel qu'il est. De l'autre, nous avons l'espace relatif ou signifié, qui représente l'interprétation que font les populations locales du signifiant. Il se traduit par la réalisation des projets et les pratiques qui en découlent : espace de vie, de travail ou de loisir, etc.

Mais ce territoire n'a pas lieu d'être sous cette forme si on en exclut les alentours, son environnement en quelque sorte : c'est ce que réclame une approche systémique de ce territoire, de la maille définie pour la candidature d'inscription du site sur la Liste du Patrimoine mondial. A notre avis, le site n'a pas de raison d'être s'il n'est pas en connexion ou en interaction avec les communes limitrophes qui l'ont désiré et dont il émane en fin de compte ; c'est-à-dire si son

¹¹⁹ Voir à ce sujet le cadre théorique, chapitre intitulé «Le territoire, vers une idée dynamique du concept», p.10

¹²⁰ Voir à ce sujet le cadre théorique, chapitre intitulé «Le territoire, vers une idée dynamique du concept», p.9

«poutour humain», «sédentarisé», n'interagit pas avec lui. Ce poutour est vital pour le site en ce sens qu'il va décider de son sort, de sa gestion. Ainsi, nous pouvons parler d'une «ouverture forcée» de la maille que constitue le site vers les territoires limitrophes qui lui sont vitaux. Cette ouverture sur la région permet la transition d'une quantité variable de flux humains, énergétiques, naturels, matériels et même idéels, selon leur source d'émission (communes, milieux touristiques, compagnies de chemins de fer et de remontées mécaniques, etc.). Ainsi, force est de constater que le «bilan» de ces flux incidents et sortants vont faire évoluer le territoire : hautes et basses saisons touristiques, tourisme journalier, constructions d'habitations de même que cycles naturels de la faune et de la flore selon les changements intervenus dans leur habitat, etc., ne sont que des exemples illustrant le phénomène. Au vu de ce qui vient d'être dit et par l'addition des poutours du site, nous pouvons affirmer désormais que nous avons bel et bien affaire ici à un système territorial qui répond aux trois caractéristiques énumérées plus haut : unicité (un site dans une région unique), ouverture (forcée) et dynamique (évolution du territoire) ¹²¹.

Nous venons, en effet, de parler d'évolution du système territorial. Celle-ci implique des changements territoriaux au travers du temps. Attardons-nous maintenant à ces changements. Nos recherches ont mis en lumière trois phases macro-spatio-temporelles¹²² pour la région, c'est-à-dire un model général à «grande» échelle:

- la première phase se traduit par un genre de vie traditionnel pour l'espace montagnard : c'est la période qui précède, entre autre, l'arrivée du tourisme et des chemins de fer, et la construction des grandes installations hydroélectriques depuis la moitié du 19^{ème} siècle et où l'on retrouve trois espaces relatifs se superposant, soit les espaces de vie, de travail et celui de loisir. Cette superposition constitue en soi une continuité issue de la composition territoriale¹²³.
- la deuxième phase, celle de la décomposition territoriale, lui succède. Depuis la moitié du 19^{ème} siècle, les espaces montagnards s'ouvrent aux influences externes et subissent une hémorragie de population en direction des plaines en sus d'une acculturation à de nouveaux genres de vie. Le territoire perd de son sens traditionnel, se décompose peu à peu et s'en suit une longue phase où le territoire est éclaté en parties hétérogènes, soit un territoire discontinu¹²⁴.
- La troisième phase s'établit lentement depuis les années 1970 environs. Les préoccupations écologiques et sociales se font alors vives et débouchent sur des façons d'aborder le territoire que l'on pourrait qualifier d'holiste, visant l'intégration des variables économiques, sociales et écologiques notamment. Dernièrement, c'est avec l'avènement de la notion de développement viable, c'est-à-dire durable ou soutenable, que l'on cherche finalement à recomposer

¹²¹ Voir à ce sujet le cadre théorique, chapitre intitulé «Le territoire, vers une idée dynamique du concept», p.10-11

¹²² Nous nous permettons d'utiliser le préfixe «macro», car il serait possible de mettre en évidence des cycles TDR temporellement plus courts aux échelles communales, par exemple.

¹²³ CEMAGREF, Université Joseph Fourier, *op. cit.*, p.16

¹²⁴ CEMAGREF, *op.cit.*, p.16

le territoire par son aménagement. On recherche une nouvelle continuité, mais pas forcément similaire à la précédente.

Nous osons maintenant affirmer que la région de la Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn est donc en plein processus TDR, pour reprendre l'abréviation de Raffestin¹²⁵ et notamment dans la phase de reterritorialisation : un processus de recomposition territoriale, motivé par une réinterprétation (nouvel attachement identitaire au territoire) qui va en direction de la conservation à long terme du site. En d'autres termes, nous avons affaire à une nouvelle appropriation du territoire par un groupe et éviction de celle-ci par un autre. A noter encore que, comme le dit Raffestin¹²⁶, dans le processus TDR, si le contenant (l'espace) reste superficiellement identique, son contenu évolue. On se détache du cadre réel matériel et traditionnel par la décomposition territoriale, mais on attribue de nouvelles valeurs non réelles, mais arbitraires, lors de la recomposition territoriale. Dans notre cas, c'est justement là qu'arrive une possibilité pour la région de se recomposer - ou de se composer - par une inscription du site sur la Liste du Patrimoine commun ; une nouvelle valeur, non-absolue (ternes de Mayhew, p.9) puisque les composantes initiales de la région restent les mêmes, mais on les interprète désormais différemment.

Vérification de la première hypothèse de recherche

L'évolution du système territorial de la région de la Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn est actuellement accélérée par le projet de patrimonialisation et donc, par une réinterprétation territoriale de la région de la part de la population locale.

Au vu de ce que nous venons de dire, nous ne pouvons, ni confirmer, ni infirmer à proprement parler, notre première hypothèse. On ne peut en aucun cas affirmer que la candidature de la région de la Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn au Patrimoine mondial ait effectivement accéléré l'évolution du système territorial de la région, puisqu'aucun indice ne nous permet de le démontrer. On peut tout au plus affirmer qu'elle présente une opportunité pour les acteurs du territoire d'entrer dans une phase de recomposition territoriale. La candidature a donc des effets positifs dans le processus «TDR» qui est favorisé par une réinterprétation du territoire en direction de la préservation ou du maintien à long terme du site. A la première question problématisante - à savoir : si la patrimonialisation du site bloquera ou favorisera le système territorial en place - il est désormais possible de répondre que la patrimonialisation de la région n'aura pas des effets bloquants, mais favorisant l'évolution du système territorial régional en direction d'une recomposition territoriale.

¹²⁵ Voir à ce sujet le chapitre intitulé «Le territoire, vers une idée dynamique du concept», p.14

¹²⁶ Claude Raffestin, *Territorialisation, Déterritorialisation, Reterritorialisation et Information*, p.10-11

Les acteurs influant dans le processus de candidature finale

Au chapitre intitulé «La relation», nous avons montré de façon théorique quels genres d'acteurs, paradigmatiques ou syntagmatiques, nous pouvions rencontrer et quels types de relations ils pouvaient entretenir les uns avec les autres – communion, communication, échange ; symétrie et dissymétrie. Nous chercherons donc à appliquer spécifiquement ces concepts et à déterminer lesquels de ces acteurs «détiennent le pouvoir», occupent une position-clef dans ces relations.

Puis nous avons proposé de manière stéréotypique, deux catégories d'acteurs dont les finalités et les stratégies étaient fondamentalement opposées. Il s'agissait en l'occurrence, de l'appréhension icarienne et de l'appréhension prométhéenne du territoire. Nous allons maintenant découvrir à laquelle des deux les acteurs concernés se rattachent réellement dans notre cas spécifique¹²⁷.

Dans les relations qu'ont suscité le projet, on retrouve les deux catégories d'acteurs au sens de Raffestin. D'une part, nous avons les acteurs syntagmatiques, motivés par la réalisation du projet ou par sa modification. Il s'agit en l'occurrence :

- des instances fédérales représentées notamment par l'OFEFP,
- des Cantons de Berne et du Valais par leurs offices, respectivement ceux des affaires communales et de l'organisation du territoire, de la nature pour Berne et le service des forêts et du paysage pour le Valais,
- des treize communes affectées, dont onze en Valais et deux dans l'Oberland bernois,
- des milieux touristiques locaux directement concernés (i.e. Grindelwald Tourismus) et indirectement régionaux (Valais Tourisme et Berner Oberland Tourismus)
- et des compagnies ferroviaires et de remontées mécaniques (i.e. Jungfraubahnen).

D'autre part, des acteurs paradigmatiques se démarquent présentant l'ambivalence de devenir syntagmatiques et de devenir enjeu. Nous nous expliquons. Les communes constituent initialement des acteurs paradigmatiques en ce sens que, prises séparément, elles sont catégorisées en entités faisant partie d'un tout, la région de la Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn. Mais ces entités se mettent à réaliser un nouveau programme avec l'idée de la patrimonialisation de la région et deviennent des acteurs syntagmatiques. En même temps, elles deviennent enjeu, dès lors qu'elles ont le pouvoir d'entraver toute chance d'inscription au Patrimoine mondial en refusant de renoncer aux projets susceptibles de porter préjudice à l'inscription du site. C'est ainsi que, de la part de divers autres acteurs, un mécanisme complexe de pressions, d'invitations ou d'encouragements à adhérer au projet s'est mis en place autour des communes qui ne semblaient, a priori, pas convaincues du projet. En l'occurrence, il s'agit

¹²⁷ Tous ces concepts sont tirés du cadre théorique, notamment des chapitres intitulés «La relation» et «Problématique émergente et schéma».

des communes de Ried-Mörel et de Naters où il aura fallu procéder à un scrutin populaire pour accepter la candidature du site, même si les conseils communaux ont légalement les compétences décisionnelles à ce niveau.

Parlons maintenant des finalités. En effet, pour comprendre quelles stratégies les acteurs ont adopté dans cette relation qu'a engendré la candidature d'inscription, il implique d'explicitier les motivations des différentes parties en jeu. Nous pouvons avancer, avec l'état actuel de nos connaissances, que d'une façon globale, personne ne s'opposait fondamentalement au projet de classification à proprement parler, puisqu'il recouvre pour sa majeure partie des zones de l'IFP. Les «pertes» territoriales ne peuvent donc pas être trop grandes, car la législation fédérale sur ces zones est d'ors et déjà relativement stricte et les dispositions de l'UNESCO ne sont pas plus sévères à l'encontre du site en question. Ainsi, les pratiques traditionnelles – pratiques pastorales, marche, alpinisme ou la recherche de cristaux - dans ce domaine montagnard ne seront pas dérangées ou interdites. Par contre, tout projet de construction à l'intérieur de la zone définie n'est plus possible et c'est paradoxalement sur cet argument que les communes sceptiques se sont basées dans leur résistance, et ce, surtout pour les communes de Fieschertal, de Ried-Mörel et de Naters dont nous avons parlé précédemment. Le problème des finalités relève donc avant tout de questions touristiques, en rappelant encore que les activités touristiques constituent la principale source de revenu pour la région.

C'est ici que nous retrouvons les deux façons d'aborder le territoire et de développer le tourisme dans ces relations¹²⁸: la manière prométhéenne et icarienne. La première, favorise la quantité pour augmenter les revenus : «plus, c'est mieux». Ceci implique l'adoption d'une stratégie reposant sur une offre variée d'attractions touristiques qui se traduit à terme par la construction de nouvelles installations. C'est apparemment ce que l'on peut déceler à Ried-Mörel, avec la volonté de construire une liaison vers Belalp sur la commune de Naters, une liaison qui traverserait la zone planifiée pour l'UNESCO et qui n'est finalement pas désirée par la commune de Naters pour ce motif. En effet, cette dernière a désormais opté pour le développement d'un tourisme de qualité, «icarien», la masse n'étant pas compatible avec la qualité dans ce domaine spécifique. Dans cette optique, une stratégie visant un tourisme de masse n'est aucunement souhaitée et on désire offrir au visiteur la qualité d'un espace montagnard naturel, un lieu de détente paisible qui lui permettra de se ressourcer. L'offre implique ici une utilisation maximale des infrastructures existantes et sa diversification doit se faire par des solutions alternatives, comme des écomusées dont nous avons parlé tout à l'heure. Ainsi, pour les partisans du développement «icarien», le projet de patrimonialisation devient en quelque sorte «du véritable pain béni»

Le débat qui s'en suit et les solutions qui se sont dessinées relèvent finalement de rapports «symétriques». Le cas du Valais où il y a eu des résurgences, l'illustre bien à notre avis. Le canton a laissé aux communes le droit de décider d'adhérer au projet ou alors de procéder à des modifications touchant aux limites

¹²⁸ Voir à ce sujet, le chapitre intitulé «Problématique émergente et schéma», p.26

de la zone. C'est ce qui s'est passé dans les communes de Fieschertal et de Ried-Mörel où l'on a décidé de ne pas céder toute la surface prévue initialement dans le projet d'inscription : on désire, dans ces communes, se réserver le droit de réaliser éventuellement les projets¹²⁹ cités plus haut - rappelons encore que ces projets devraient se réaliser dans la zone de l'IFP ! -. Au vu de ce cas valaisan, nous pouvons ainsi typer le genre de relations à ce stade. Toutes les relations – symétriques, comme nous venons de le dire - qui ont eu lieu peuvent être qualifiées de «communication», voire éventuellement «d'échange»¹³⁰ quand il y a eu des pourparlers territoriaux. La commune de Naters, qui était touchée par le projet de Ried-Mörel, a finalement accepté de céder l'entière des surfaces prévues à cet effet, pour empêcher la réalisation du projet de son «opposée touristique»(Ried-Mörel). Tout s'est donc passé de manière démocratique. Cependant, les encouragements en faveur du projet provenant de toutes parts - cantons, OFEFP, communes, milieux touristiques - ont parfois été ressentis comme une pression extérieure pour certaines communes. Ainsi, il y a éventuellement eu «dissymétrie du nombre», c'est-à-dire que, toutes catégories confondues (communes, offices cantonaux, etc.), le nombre d'acteurs en faveur du projet était nettement supérieur. Cependant, le poids accordé aux parties était identique. Notons encore peut-être que les milieux touristiques, en tant que partenaire social, ne peuvent qu'apporter leur soutien ou leurs conseils à ces décisions à caractère politique, le souverain – c'est-à-dire le peuple en Suisse - ayant le dernier mot. Nous pouvons ainsi avancer clairement que le pouvoir qui a découlé des relations n'a été en fait que normatif¹³¹ : les flux qui sont apparus dans la région lors des «négociations» ne relevaient pratiquement que de l'information.

Vérification de la deuxième hypothèse de recherche

Le nouveau système territorial de la région de la Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn découlera du type de relations qu'aura suscité le projet d'inscription au Patrimoine mondial et du genre de pouvoir qui en aura émané.

Avec les acquis de la première hypothèse, nous avons bien compris que le système territorial est en train d'évoluer et que ce processus de patrimonialisation est une opportunité de recomposition territoriale pour cet espace régional. Ce nouveau territoire est la résultante de pourparlers, de discussions, de relations de communication, ou d'échange, que nous avons qualifiées de symétriques puisqu'elles ont tenu compte de tous les avis. C'est ce qui se transcrit sur le territoire par la forme qu'a acquis la maille du site candidat à l'inscription sur la Liste du Patrimoine mondial. Pour ce qui est de la question problématisante qui s'y rattache (à savoir si le souhait de l'inscription du site sur la Liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO relevait d'une volonté interne, ou externe à la région), nous ne pouvons que constater que l'expression d'inscrire le

¹²⁹ Voir à ce sujet, la partie intitulée "Les arguments" au chapitre "Faits et synthèse générale", p.32

¹³⁰ Voir à ce sujet, le cadre théorique, la figure n°4 "Les trois types de relations", au chapitre "La relation", p.14

¹³¹ voir à ce sujet, la partie «La relation et le pouvoir » au chapitre «La relation », p.15

site au Patrimoine mondial provient de plusieurs volontés : elle émane, certes, de l'espace interne, de l'intérêt «local», mais qui a eu, et qui a encore besoin de l'appui et de la collaboration «régionale», «cantonale» et «fédérale» pour se réaliser. Ainsi, entre temps, on en est venu à porter également de l'intérêt pour le projet dans sa globalité aux autres échelles. Nous pouvons maintenant confirmer la deuxième hypothèse de recherche : la forme de maille qui s'est dessinée au fur et à mesure des pourparlers, est l'expression de relations symétriques, d'un pouvoir normatif qui émane de la communication, voire de l'échange. Mais attention : il faut tout de même mettre un bémol à cette «harmonie». En effet, les cas des communes de Fieschertal et de Ried-Mörel démontrent que le processus en faveur de l'inscription du site au Patrimoine mondial n'était pas forcément vécu comme une évidence, la logique des politiques touristiques – prométhéennes – de ces deux communes le permettant pas.

Patrimonialisation, vers un retour du temps ?

C'est au troisième volet problématisant que nous aimerions maintenant répondre. Nous parlons dans le cadre théorique d'un renouveau du romantisme face à la montagne, c'est-à-dire d'un retour de la perception romantique – grandeur, force, beauté, originalité, etc. - de cet espace de la part d'acteurs extérieurs. Dans cette acceptation, l'allocation d'un label de patrimoine mondial naturel de l'UNESCO au site de la Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn peut être considérée comme la conséquence du phénomène – retour à l'idéal romantique – ou comme un moyen pour y parvenir. Si une image romantique de la montagne a effectivement été réactualisée, c'est très certainement dans le domaine du tourisme – véritable moteur du développement régional – que nous trouverons des informations. Voyons ce que nous ont montré nos recherches.

Dans les milieux touristiques, c'est sur la carte de l'authenticité que l'on mise déjà actuellement en Valais et que l'on misera de manière plus prononcée à l'avenir, surtout si le label est attribué¹³². C'est du moins l'attitude qu'adopte Valais Tourisme. Dans l'Oberland bernois, on ne se focalise pas encore essentiellement là-dessus, mais on ira d'avantage dans cette direction, conjointement avec les partenaires touristiques valaisans¹³³. Il est clair en outre, comme le font également entendre la majorité des communes, que l'on désire (re-)jouer la carte du paysage montagnard, notamment façonné par les activités agricoles. On perçoit le paysage comme un moteur touristique, avant les activités récréatives. Et c'est sur la propagation d'images fortes de la montagne et spécifiquement du site, que toute la stratégie de marketing se fera, en réponse finalement à une demande latente d'authenticité. En effet, les habitants des plaines se rendent en montagne pour échapper au stress citadin et revenir à l'originel, loin du superflu, du fantastique : «les gens en auront assez des choses comme Disneyland, ils auront besoin de ce qui est vrai, authentique, pur et

¹³² Yvan Aymon, Valais Tourisme, entretien du 07.09.2000

¹³³ Hannes Imboden, Berner Oberland Tourismus, entretien du 11.09.2000

naturel¹³⁴». Les positions des milieux touristiques ainsi que de la majorité des communes sont ainsi relativement claires en ce qui concerne le tourisme : il doit être de qualité et aller de pair avec l'environnement naturel. Et c'est l'image de l'«authenticité» qu'il s'agira de véhiculer – et que l'on véhicule déjà en Valais au niveau touristique, comme nous l'avons dit auparavant –, une image de la nature «à l'état pur» que pourrait garantir l'attribution du label de l'UNESCO au site de la Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn (à creuser encore si l'on ne crée pas là un autre Disneyland... ?).

Mais la question que nous nous sommes posée précédemment concernait la temporalité du processus de patrimonialisation et notamment le fait de savoir si la volonté de patrimonialiser le site sous le label de l'UNESCO découle de la réactualisation du romantisme ou si cette volonté est un moyen pour atteindre cette finalité. D'une part, comme nous l'avons dit précédemment, le contenu du site candidat pour l'inscription au Patrimoine mondial se trouve principalement dans des zones faisant partie intégrante de l'IFP. Le degré de protection est appliqué en conséquence et les mesures que prescrit l'UNESCO ne le dépassent pas. Ce sont les droits fédéraux et cantonaux qui deviennent garants de la protection du site. La volonté de protection par le biais de l'IFP dès 1983 pour la région de la Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn fournit donc un élément de réponse : la nostalgie et l'engouement pour la préservation de milieux naturels à l'état originel sont à l'origine de l'IFP en 1977¹³⁵, en complément des motifs de protection de l'environnement. Ceci nous fournit une preuve que le romantisme était bel et bien présent dans les esprits avant l'arrivée du projet d'inscription du site sur la Liste du Patrimoine mondial. D'autre part, ce que nous avons dit auparavant, au sujet de la promotion touristique régionale – véhiculation d'une image «authentique» de la région –, confirme notre supposition d'une éventuelle réactualisation du romantisme. De plus, la position des communes est très claire en ce qui concerne ce point : la nature et la qualité du paysage passent avant tout, pour les générations actuelles, et pour permettre aux générations futures d'en jouir à leur guise. Le projet d'inscription du site au Patrimoine mondial de l'UNESCO constitue alors une suite logique de la réactualisation d'une vision romantique de la montagne et plus qu'un moyen pour parvenir à ce romantisme, cette patrimonialisation permettrait de le sceller dans les statuts juridiques (label UNESCO).

Vérification de la troisième hypothèse de recherche

L'évolution du système territorial en cours est fondée sur une représentation ancienne réactualisée.

Avec ce qui vient d'être dit, force est de constater que l'image romantique est effectivement, à nouveau, tout à fait d'actualité. Par ailleurs, ce renouveau de la conception romantique de l'espace montagnard ne relève pas uniquement de

¹³⁴ Yvan Aymon, *ibidem*.

¹³⁵ Voir à ce sujet, l'Annexe n°4 intitulée "Beilage zu den Protokollen betr. Überprüfung des Grenzverlaufes BLN-Objekt Aletsch-Bietschhorn.

volontés extérieures – demande touristique -, puisqu’il fait également l’objet d’une expression locale, interne – promotion touristique régionale -. La preuve en est qu’à deux exceptions près - Ried-Mörel et Fieschertal -, on ne désire aucunement une expansion des domaines skiables et des installations de remontées mécaniques ! Ainsi, nous pouvons confirmer cette troisième hypothèse : le romantisme, en tant que représentation ancienne, a été réactualisé, non seulement dans le domaine du tourisme, mais également dans la loi – IFP -. Les acteurs locaux ont repensé - et repensent encore - leur territoire en tant que bien commun, un territoire qui doit être de qualité et que l’on désire léguer aux générations futures en toute bonne conscience. Le label de l’UNESCO serait une garantie pour cela et donc, le résultat d’une appréhension du territoire guidée par les héritages d’un romantisme réactualisé. En conséquence, et sachant que le tourisme est vital pour la région, il s’agit pour les communes et les acteurs locaux de diriger leur politique touristique vers une compatibilité environnementale garante d’un paysage «authentique» et de garantir, par la même occasion, une équité intergénérationnelle. Ceci fournit une réponse à la question problématisante – se cache-t-il autre chose derrière le romantisme dans l’expression de la volonté de patrimonialisation ? - qui se rattache à cette hypothèse : le romantisme ressurgissant permet d’atteindre d’autres finalités, dont notamment celles du développement territorial régional et du tourisme. Ainsi, le projet d’inscription du site au Patrimoine mondial ne peut pas uniquement être considéré comme la résultante de la réactualisation du romantisme, mais également comme un élément du développement régional.

Conclusion

Nous allons maintenant procéder à un commentaire conclusif indiquant la pertinence du choix du cadre théorique de même que ses limites, avant de rédiger un bilan sur l'avenir de la région.

Les idées principales : rappel

Au début, les faits se présentaient de la manière suivante : nous avons affaire à une région alpine qui faisait l'objet d'un projet d'inscription sur la Liste du Patrimoine Mondial de l'UNESCO, un projet qui semblait ne pas faire l'unanimité des parties intéressées. C'est ce qui nous a implicitement fourni la question initiale : une inscription s'avérerait-elle souhaitable et bénéfique pour la région ?

Pour ce faire, nous nous sommes donnés les outils suivants :

- analyse du système territorial,
- définition des relations et du pouvoir entre les acteurs et de leurs impacts sur le territoire,
- dans un dernier temps, nous avons eu recours à une analyse évolutive de la région.

Ces trois axes, TERRITOIRE, RELATION et TEMPS, nous ont permis de garder une vue d'ensemble de ce phénomène régional. Finalement enchevêtrés entre eux, une étude unique de l'un ou l'autre de ces axes se serait avérée trop spécifique et n'aurait très certainement pas mis en lumière de manière suffisante les mécanismes régionaux influents à notre avis dans la problématique. De manière synthétique, nous pouvons ainsi formuler ce que nous tirons de la recherche sur le terrain, indépendamment des trois hypothèses :

- *Le territoire* : par son analyse, nous avons pu mettre en évidence que le site uniquement ne forme pas tout à fait un système territorial en soi et qu'il faut englober les communes alentours pour qu'il fonctionne selon la définition que nous lui avons attribué. Il s'agit dès lors de parler plutôt de région.
- *La relation* : nous avons constaté que dans notre cas, les décisions prises aux échelles communales, appuyées par les cantons et la Confédération sont des moteurs d'évolution territoriale régionale. Ces décisions territoriales sont guidées par la manière dont les populations concernées perçoivent, conçoivent, se représentent l'espace et y inscrivent des projets.
- *Le temps* : finalement, cette identification au territoire s'inscrit dans la durée et évolue dans un sens prométhéen ou icarien, s'intensifie ou diminue, selon le contexte social, politique, environnemental et économique.

Réponse à la question de départ

Trois axes de réflexion, trois questions problématiques, trois hypothèses et une conclusion : il est temps désormais de lever le voile sur la manière dont notre recherche nous pousse à répondre à la question générale de départ qui interroge sur la «souhaitabilité» de l'attribution du Label de l'UNESCO au site de la Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn. Pour ce faire, reprenons le cœur de notre problématique : la relation qui met en rapport les partisans d'un développement territorial prométhéen et les partisans d'un développement icarien en faisant appel, **de manière caricaturale**, aux deux mythes auxquels ces développements se réfèrent.

Des mythes...

- Gravier une montagne par la hargne et la colère, braver le roc dur et froid par l'effort surhumain, violer le sacré et profaner, en tant que mortel, l'interdit pour dérober le feu aux dieux et mourir écrasé sous le poids d'une autre montagne, celle de la douleur: être prométhéen.

Ou

- Prisonnier de son dédale, sortir de l'impasse de son propre labyrinthe, se créer ses propres ailes pour s'enfuir et retrouver de nouveaux horizons, voler dans l'air pur et frais, mourir dans les flots pour avoir volé trop près du soleil : être icarien.

Des résultats identiques certes, mais deux manières de mourir différentes. Laquelle faut-il privilégier ?

...à la réalité ?

- Planter des poteaux et tirer des câbles. Construire des bâtiments colossaux dans des endroits et dans un milieu qui ne sont originellement pas faits pour l'homme. Réaliser des efforts extrêmes. Déplorer les victimes et les impacts sur ces constructions lorsqu'une avalanche ou la montagne descend. Crouler sous des infrastructures financièrement lourdes en été qui, de surcroît, ne sont pas forcément belles dans le paysage. Se presser au milieu d'une foule de personnes pour être le premier à jouir de la lumière du soleil le matin tôt. «Consommer» un maximum de paysage. Croire en la quantité pour s'assurer finalement un revenu suffisant : être prométhéen.

Ou

- En rester là avec la construction d'infrastructures. Travailler avec ce qui existe et le rendre plus rentable. Trouver des alternatives supportables et équitables d'un point de vue économique, social et écologique. Promouvoir la qualité,

prévoir et démontrer du respect envers les dangers dans les zones à risques. Apprécier l'environnement naturel et culturel par sa contemplation. S'évader loin des miasmes urbains et contempler un paysage splendide. Respirer l'air pur. «Entendre» la tranquillité montagnarde. Croire en la qualité pour s'assurer finalement un revenu suffisant : être icarien.

Des résultats identiques certes, mais deux manières d'agir différentes. Laquelle faut-il privilégier ?

Nous avons peint - de manière caricaturale nous le rappelons - deux attitudes extrêmes que l'on peut adopter face à l'espace montagnard. Et au cours des entretiens avec différents acteurs, nous avons très bien pu remarquer à quel point le discours prend une tournure émotionnelle quand il s'agit de trancher entre ces deux desseins pour s'assurer un revenu suffisant pour vivre dans la région d'étude – attitude de la commune de Naters face à celle de Ried-Mörel -. Ce phénomène est tout à fait compréhensible, car dans la pratique, chacune de ces philosophies entraîne des impacts différents et une identification nouvelle au territoire, nous l'avons expliqué. Mais l'évolution des connaissances du milieu naturel (écologie, climatologie, etc.) et social poussent inexorablement les acteurs locaux à se diriger vers un développement «icarien» de leur espace montagnard (ont-ils d'ailleurs vraiment le choix ?), vers l'assurance d'une qualité de vie par la préservation qualitative de l'environnement et des paysages particulièrement. C'est également une logique de durabilité émergeant ces dernières années – notion de développement durable de la Commission Brundtland : 1988 -, qui réclame une possibilité de laisser une porte ouverte, un choix possible aux générations qui viendront, pour qu'elles aussi aient les mêmes chances de développement à la base.

Ainsi, pour répondre à la question de départ, le projet d'inscription du site de la Jungfrau-Aletch-Bietschhorn sur la Liste du Patrimoine mondial naturel de l'UNESCO ne peut être que souhaitable pour la région au vu de ce qui vient d'être dit ; bénéfique pour autant que le site soit bien entretenu à terme et qu'il serve de tremplin à une sensibilisation populaire, une initiation à ce milieu et à ce qu'il représente. Si toutefois, les acteurs optent pour un développement «icarien», nous pensons qu'il s'agira de ne pas s'enfoncer trop dans l'idéalisme, car «voler trop près du soleil» n'est pas de bonne augure non plus dans cette logique ! Il conviendra effectivement de garder un pied sur terre, sur la réalité territoriale, car un système territorial vit et s'équilibre en partie suivant ce qu'il reçoit et donne à ses voisins – des problèmes pourraient émerger si l'on n'en tiendrait pas compte. Par ailleurs, par l'inscription du site, la recomposition territoriale pourrait s'accomplir et les différents acteurs auraient une possibilité d'harmoniser leurs stratégies. Ainsi, tous peuvent en tirer des avantages, c'est d'ailleurs ce qui ressort fortement de la partie «sur le terrain», en l'occurrence des entretiens.

L'inscription du site de la Jungfrau-Aletch-Bietschhorn sur la Liste du Patrimoine mondial naturel de l'UNESCO est donc tout à fait souhaitable : elle représente une opportunité unique pour procéder à une recomposition territoriale régionale

harmonisée entre les différents acteurs qui en tireraient très certainement des avantages.

Limites et prolongements

Mais même après la recherche sur le terrain, tout n'est pas forcément aussi évident à affirmer. Il reste un grand nombre de questions en suspens, dont, par exemple, celles concernant le chiffrage des pertes financières de la non réalisation de certains projets et de ce que rapportera effectivement l'inscription. Mais là aussi, à notre avis, il s'agit de considérer d'autres facteurs entrant en ligne de compte, notamment la qualité de vie que peut procurer un entretien et la protection à long terme du site pour les populations locales et les touristes désireux de s'y rendre : le bien-être non-matériel n'est pas chiffrable.

D'autre part, d'un point de vue méthodologique, il convient de rappeler, que nous avons procédé de manière relativement exploratoire. Une étude bien plus exhaustive auprès des populations locales, concernant justement la façon dont le projet d'inscription est accueilli par les habitants de la région, ferait peut-être ressortir d'avantages de nuances en rapport avec le projet et permettrait d'affiner plus encore les commentaires au sujet du système territorial et des relations.

En dernier lieu, il serait peut-être judicieux de retourner ultérieurement dans la région, pour parler avec les différents acteurs afin d'observer les changements stratégiques survenus au fil des années si le projet aboutit et de voir de quelle façon on vit aux abords d'un site de qualité et d'importance mondiale. Affaire à suivre...

Commentaire final

Je pense que tout au long de ce travail, mon écriture m'aura trahi et il aura été perceptible que, même si le projet me paraissait déjà très intéressant au début de la recherche, il m'a désormais convaincu. La volonté, la passion, le cœur et l'énergie que dépensent bien des personnes avec qui j'ai eu des contacts au cours de ce travail en faveur du projet, m'ont impressionné, bien plus qu'ému. Je pense personnellement qu'une inscription du site sur la Liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO est une opportunité unique pour la région, mais aussi pour ses consœurs alpines. Elle pourrait en effet devenir un lieu important de sensibilisation pour une meilleure compréhension du milieu alpin et des problèmes qu'on rencontre dans cet espace, une meilleure compréhension de l'histoire des Alpes et de ses populations, de la réalité dans laquelle elles vivent. Le label de l'UNESCO pourrait devenir un moyen, plus qu'un prétexte pour un développement régional viable à plus longue échéance. Et cela d'autant plus que la région jouirait alors d'un statut impliquant des engagements fédéraux au niveau international.

Je crois effectivement qu'une approche prométhéenne des espaces alpins n'est plus concevable à l'heure actuelle, comme cela a été le cas pendant les trente glorieuses peut-être : les logiques doivent changer. De plus en plus de personnes se battent pour un retour à la réalité, une réalité territoriale (territoire en tant que limite des possibilités) et temporelle (retour aux rythmes journaliers et saisonniers pour certaines activités) aussi. Cependant, je ne pense pas qu'un idéalisme icarien ne suffise pour guider à bon port la barque du développement régional, indécise et hésitante sur les flots houleux des concurrences touristiques, comme soufflée par le vent des politiques qu'elles génèrent. Dans les faits, on a affaire à une situation de concurrences interrégionales dans le cas particulier du tourisme. Dans ce cas, l'attribution d'un label «écolo» où plus aucun développement (sauf une évolution naturelle) n'est possible uniquement au nom d'un idéalisme romantique ressurgissant, n'est pas le moyen pour s'assurer le bien-être social en fin de compte.

Je retiens surtout une chose de cette recherche : dans les choix qu'il incombe de faire lors de la prise de décisions politiques quant au développement territorial régional, il faut désormais penser en termes d'échelle et de temps, en attribuant une importance équitable à l'environnement, la société et l'économie. A l'heure actuelle, on ne s'en sort plus autrement, même si le chemin pour y arriver est long et qu'il implique parfois des sacrifices, d'ordres économiques, sociaux ou environnementaux. Aucune de ces trois logiques n'est plus importante que l'autre : chacune contient sa part de vérité. Le tout est une question de valeurs que nous leurs attribuons... Qui sont peut-être une question de survie !

Bibliographie

Dictionnaires:

- *Dictionnaire Encyclopédique Larousse Illustré 1997*, Larousse, Paris, 1996.
- *Dictionnaire d'aujourd'hui*, Le Robert, Paris, 1997.
- **Mayhew, Susan**, *Oxford Dictionary of Geography*, University Press, Oxford/New York, 1997.
- **Marshall, Gordon**, *Concise Dictionary of Sociology*, University Press, Oxford/New York, 1994.

Ouvrages de référence:

- **Raffestin, Claude**, *Pour une géographie du pouvoir*, Litec, Paris, 1980.
- **Bozonnet, Jean-Paul**, *Des Monts et des Mythes*, Collection Montagne, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, 1992.
- **Grosjean, Georges**, *La Suisse en Cantons: Berne*, Avanti, Neuchâtel, 1979.
- **Krippendorf, Jost**, *Là-haut sur la montagne: pour un développement du tourisme en harmonie avec l'homme et la nature*, Kümmerly-Frey, 1987.
- **Krippendorf, Jost**, *Les dévoreurs de paysages : le tourisme doit-il détruire les sites qui le font vivre ?*, 24heures, Lausanne, 1977.
- **Hussy, Charles**, *La carte, un modèle, un langage*, Université de Genève, Genève, 1999.
- **Lovelock, James E.**, *La Terre est un être vivant*, Editions du Rocher, Monaco, 1990.
- **Küttel, Meinrad**, *Proposition d'inscription du bien "Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn" sur la liste du Patrimoine mondial*, OFEFP, Ittigen/Berne, 15 août 2000.
- **Racine, Jean-bernard et Raffestin, Claude**, *Nouvelle géographie de la Suisse et des Suisses*, Payot, Lausanne, 1990.
- **Knafou, Rémy**, *Les stations intégrées de sports d'hiver des Alpes françaises*, Masson, Paris, 1978.
- Collectif, *Développement territorial et valeur environnementale en haute montagne: l'exemple du massif du mont-Blanc*, CEMAGREF, Université Joseph Fourier, Grenoble, 1994.
- Collectif, *La Montagne : espace délaissé, espace convoité*, Presses universitaires, Grenoble, 1979.
- Collectif, *Schlussberichte zum Schweizerischen MAB-Forschungsprojekt des Schweizerischen National Fonds*, Berne, 1983.
- Collectif, *Finances et territoire: leur place dans la prise de décisions publiques*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 1999.
- Collectif, *Geographica Bernensia, Feldstudienlager Aletsch*, GIUB, Universität Bern, 1980.

- Collectif, Rapport sur l'état de l'environnement en Suisse, OFEFP, Ittigen/Berne, 1990-1993.
- Collectif, Paysages suisses. Réflexion didactique: analyse de l'évolution des paysages-types et des types de développements, GIUB, 1993.

Mémoires de licence:

- **Bornicchia, François**, Le jeu de la ruse dans les relations entre espace local et espace global : le cas du parc national de la Vanoise et de la commune de Bonneval-sur-Arc, Université de Genève, juin 1995.
- **Genoud, Anne-Françoise**, Les faiseurs de patrimoine : vers une meilleure compréhension du phénomène de patrimonialisation : le cas des bisses en Valais, Université de Genève, 1997.
- **Barbet, Julie**, Le tourisme à l'heure du développement durable, Université de Genève, Novembre 1998.
- **Petignat, Fabrice**, La patrimonialisation, agent et produit de transformation du territoire : exemple du village de Vercorin, Université de Genève, 1997.

Articles:

- **Raffestin, Claude**, Territorialisation, déterritorialisation, reterritorialisation et information, Université de Genève, Genève, février 1983
- **LSPN**, Il Parco Nazionale Svizzero, Protezione della natura speciale, Basilea, maggio 1994.
- **Péclet, Jean-Claude**, Aletsch, patrimoine mondial ? Le Valais tergiverse, l'Italie avance, in : *Le Temps*, 3 novembre 1999.
- **Nicolet, Laurent**, A Aletsch, «le glacier fond, la réserve croît», et l'UNESCO attend, in : *Le Temps*, 10 juillet 1999.
- **Inconnu**, «Ich habe Angst, dass Naturschutz zur Etikette verkommt», in : *Berner Zeitung*, 12 septembre 1998
- **Inconnu**, Die Gemeinde Ried-Mörel spielt mit dem Feuer, in : *Berner Zeitung*, 7 mars 2000.
- **Inconnu**, Multipack Kultur-Natur, in : *Berner Zeitung*, 4 mai 2000.

Supports de cours:

- **Créttaz, Bernard**, Etude de Communautés, Cours, Faculté des Sciences économiques et sociales, Université de Genève, Semestre d'hivers 1999.
- **Rüegg, Jean**, Support de cours d'aménagement du territoire, Faculté des Sciences économiques et sociales, Université de Genève, 1999.
- **Lévy, Bertrand**, Cours de géographie humaniste, Faculté des Sciences Economiques et Sociales, Université de Genève, semestre d'hiver 1999.
- **Mironesco, Christine**, Cours d'introduction à la Science Politique 1997-98, Université de Genève, Faculté des Sciences économiques et sociales, Semestre d'hivers 1997.

- **Crivelli, Ruggero**, *Cours de géographie régionale II*, Université de Genève, Faculté des sciences économiques et sociales, semestre d'été 1999.
- **Vernex, Jean-Claude**, *Cours de géographie culturelle*, Université de Genève, semestre d'hivers 1998.

Ressources Internet:

- **CIPRA**, <http://www.cipra.ch/> ,
- **UNESCO**, <http://www.unesco.org/>
- **Administration fédérale**, <http://www.admin.ch/>
- **le Temps**, <http://www.letemps.ch/>
- **Berner Zeitung**, <http://www.bernerzeitung.ch/>
- **Le Nouvelliste**, <http://www.lenouvelliste.ch/>
- **OFEFP**, <http://www.buwal.ch/presse/2000/f0006281.htm> , 28 juin 2000.
- **Nicolet, Laurent**, <http://www.letemps.ch/archives/> , 10 juillet 1999.
- **World Heritage Comisson** <http://www.unesco.org/whc/fr/intro-fr.htm> , 25 mars 1999.
- **World Heritage Information Network**, <http://www.wcmc.org.uk/whin/frindex.htm> , 26 avril 1999.

Cartes:

- **OFT**, *Carte topographique nationale n°264, "Jungfrau"*, échelle 1:50000, Wabern, 1993.
- **OFT**, *Carte topographique nationale n°264T, "Jungfrau"*, échelle 1:50000, Wabern, 1997.
- **OFT**, *Carte topographique nationale n°264S, "Jungfrau"*, échelle 1:50000, Wabern, 1997.
- **OFEFP**, *"Jungfrau-Aletsch Bietschhorn"*, échelle 1:120000, Ittigen/Berne, 2000

Lois:

- *Loi Fédérale sur la Protection de la Nature* du 01.07.1966 (LPN)
- *Ordonnance Fédérale concernant l'Inventaire des Paysages, sites et monuments naturels* (OIFP)
- *Loi Fédérale sur l'aménagement du territoire* du 26.06.1979 (LAT)

Divers:

- *Guide de l'exposition de la Maison du Parc National Suisse à Zerne*
- **Guichonnet, Paul**, *Histoire et civilisation des Alpes*, Toulouse et Lausanne, Privat et Payot, 1980, Vol.II/p.255, in : **Crivelli, Ruggero**, *Cours de géographie régionale II*, Université de Genève, semestre d'été 1999.

Interviews:

- **Küttel, Meinrad**, OFEFP, entretien, Ittigen/Berne, 28.08.2000.
- **Krummer, Hans**, Gemeindepräsident Ried-Mörel, Riederalp, entretien du 05.09.2000.
- **Aymon, Yvan**, Responsable Marketing-Partner, Valais Tourisme, Sion, entretien du 07.09.2000.
- **Nanzer-Hutter, Edith**, Gemeindepräsidentin Naters, Naters, entretien du 08.09.2000.
- **Imboden, Hannes**, Direktor, Berner Oberland Tourismus, Interlaken, entretien du 11.09.2000.
- **Bohren, Godi**, Gemeindepräsident Grindelwald, Grindelwald, entretien du 12.09.2000
- **Henzen, Walter**, Gemeindepräsident Blatten, questionnaire reçu le 12.09.2000

Lexique

Espace :

Support physique tridimensionnel, sur lequel une société inscrit un projet¹³⁶.

Territoire :

Résultat de l'appropriation d'une portion d'espace par un individu ou un groupe. Son étendue spatiale est définie par la territorialité.

Territorialisation :

Processus par lequel l'espace devient territoire et dont résulte la territorialité¹³⁷.

Territorialité :

Résultat de la territorialisation. Système de relations qu'entretient un individu ou une collectivité avec l'extériorité, et/ou l'altérité à l'aide de médiateurs ou instruments dans la perspective de satisfaire ses besoins de manière autonome. La territorialité cherche à traquer, à travers les relations entre un groupe humain et son environnement et à l'aide d'un cadre explicatif rigoureux, les comportements vécus¹³⁸.

Système territorial :

Système qui se met en place sur un territoire où entrent en relation les éléments humains (territorialité) et naturels (phénomènes physiques et biogéochimiques) qui le composent. Tout système territorial est unique, ouvert sur l'extérieur et dynamique par son évolution¹³⁹.

"Anomie territoriale":

Etat instable de la territorialité qui a lieu lorsque les valeurs, par lesquelles une génération a interprété l'espace, puis s'est identifiée à ce dernier, n'ont plus vraiment lieu d'être pour une génération ultérieure et constitue ainsi une perte de valeur territoriale¹⁴⁰ (rappel : anomos, en grec, signifie «sans lois»).

Décomposition territoriale :

Inscription sur le territoire de «l'anomie territoriale».

¹³⁶ D'après Jean Ruegg, *op.cit.*, p.7

¹³⁷ D'après Claude Raffestin, *Nouvelle géographie de la Suisse et des Suisses*, p.173

¹³⁸ D'après Claude Raffestin, *ibidem*

¹³⁹ Définition personnelle, mais basée sur la définition de la CEMAGREF/Université Joseph Fourier, *op.cit.*, p.35

¹⁴⁰ Néologisme personnel.

Réinterprétation :

Phénomène qui a lieu lorsqu'un individu ou un groupe donne un sens nouveau à un objet dont l'acceptation générale était différente pour les générations antérieures¹⁴¹.

Réinterprétation territoriale :

Réinterprétation appliquée au territoire et à son évolution. C'est une nouvelle territorialisation. Temporellement, ce phénomène succède à ce que nous avons appelé «anomie territoriale».

Recomposition territoriale :

Inscription sur le territoire d'une nouvelle territorialité. Résultat de la réinterprétation territoriale, d'une nouvelle territorialisation.

Cybernétique :

Science des communications et de la régulation dans l'être vivant et la machine¹⁴² qui s'attache principalement à l'étude des rétroactions ou feedbacks¹⁴³ : ce qui implique l'adoption d'une démarche systémique dans l'étude d'un phénomène.

Relation :

Sémiotiquement, il s'agit d'un transfert d'énergie (objets matériels) à laquelle est associée une information (utilité ou sens de ces objets) entre un émetteur et un récepteur. La condition pour que le transfert se réalise est que les deux parties, émetteur et récepteur, doivent utiliser le même système d'intercompréhension qui résulte d'un code¹⁴⁴. Mais la relation a quelque chose de politique en ce sens qu'elle est empreinte de pouvoir. Celui-ci s'établit entre deux parties dès qu'elles entrent en relation¹⁴⁵ et prend un caractère tantôt symétrique, si les parties en ressortent avec des gains identiques, tantôt dissymétrique, si une partie remporte un bénéfice au détriment de l'autre¹⁴⁶. En outre, une relation est dite immédiate quand elle met momentanément deux parties en rapport, ou médiate quand la mise en rapport est différée dans le temps.

Acteurs :

Par acteurs, il faut comprendre les parties qui entrent en relation. Il peut s'agir d'individus ou de groupes¹⁴⁷.

Finalité :

But(s) qu'un(des) acteur(s) se propose(nt) d'atteindre. Motivation qui pousse un(les) acteur(s) à agir d'une certaine manière.

¹⁴¹ D'après Anne-Françoise Genoud, *op.cit.*, p.21-22.

¹⁴² Dictionnaire d'aujourd'hui - *Le Robert*, p.248

¹⁴³ D'après Gordon Marshall, *op.cit.*, p.107

¹⁴⁴ D'après Charles Hussy, *op.cit.*, p. 31-32

¹⁴⁵ D'après Claude Raffestin, *op.cit.*, p. 26-32

¹⁴⁶ D'après François Bornicchia, *op.cit.*, p.6

¹⁴⁷ D'après Claude Raffestin, *op.cit.*, p.34

Stratégie :

Programme mis en pratique (par la tactique) par un(des) acteur(s) pour atteindre sa(ses) finalité(s).

Médiat/immédiat :

Synonymes : différé dans le temps/instantané

Pouvoir :

En tant que nom propre, il s'agit d'un «ensemble des institutions et d'appareils qui garantissent la sujétion des citoyens à un Etat».

En tant que nom commun, il faut comprendre ce qui «se cache» derrière le nom propre, son aspect perpétuel, soit les rapports de forces qui ont lieu dès que deux parties entre en relation¹⁴⁸.

Patrimonialisation :

Phénomène par lequel un individu ou un groupe décide de mettre concrètement en valeur son rapport au passé ; construit qui a un lien avec le passé, mais qui se modernise. L'individu ou le groupe en question s'approprie par reconnaissance, par identification l'objet concerné. Ce phénomène permet ainsi de concéder à l'objet un statut et une valeur de patrimoine¹⁴⁹.

Patrimoine :

Conservation en vue d'une transmission¹⁵⁰ : ce qui est considéré comme une propriété transmise par les ancêtres¹⁵¹.

Paysage :

Ensemble des caractéristiques directement observables. En Suisse on a une définition officielle : «le paysage ne recouvre pas seulement la notion visuelle et esthétique d'usage commun en français (image du pays), mais englobe également la notion fonctionnelle du milieu (tissus en relation entre activités humaines et cycles naturels)»¹⁵².

Acculturation:

Processus par lequel un individu ou un groupe s'intègre de manière à se confondre avec les individus d'un groupe dominant par acceptation de nouvelles normes et valeurs qui ne font initialement pas partie des acquis culturels propres à l'individu ou au groupe en question¹⁵³. L'acculturation de détache de la réinterprétation par le fait qu'elle résulte en général de la coercition des faits, et non de l'acceptation générale et volontaire.

¹⁴⁸ D'après Claude Raffestin, *op.cit.*, p.44

¹⁴⁹ Définition personnelle basée sur Anne-Françoise Genoud, *op.cit.*, p.16-21 et Fabrice Petignat, *op.cit.*, p.21-24

¹⁵⁰ D'après Fabrice Petignat, *op.cit.*, p.21-24

¹⁵¹ D'après le dictionnaire d'aujourd'hui, *op.cit.*, p.730-731

¹⁵² D'après François Jeanneret, in: *Paysages Suisses*, p.17

¹⁵³ Gordon Marshall, *op.cit.*, p.20

Romantisme :

Mouvement de libération littéraire et artistique qui s'est développé dans la moitié du XIX^{ème} siècle, par réaction contre le caractère classique et rationaliste des siècles précédents¹⁵⁴. Le romantisme est une invitation au rêve, à l'exaltation, la sensibilité, la sentimentalité, l'idéalisme, etc.

Mythe prométhéen :

Prométhée, Titan de la mythologie grecque, dérobe le feu du ciel afin de le donner aux hommes. Pour sa punition, il se fera enchaîner sur le Caucase et un aigle vient sans répit lui dévorer le foie qui se reforme sans cesse¹⁵⁵.

Mythe icarien :

Fils de Dédale dans la mythologie grecque. Il s'échappe du Labyrinthe au moyen d'ailes constituées de plumes collées avec de la cire. Celle-ci va fondre avec le soleil et il va se noyer¹⁵⁶.

Tourisme dur et doux :

Tourisme découlant essentiellement d'une appréhension prométhéenne (agression) de l'environnement pour le tourisme dur, et icarienne (contemplation) pour le tourisme doux¹⁵⁷.

Paléolithique :

Période qui s'étend depuis il y a 3.000.000 d'années à environ 10.000 ans¹⁵⁸.

Néolithique :

Période qui s'étend depuis il y a environ 10.000 ans à 6.000 ans¹⁵⁹.

Mésolithique :

Cette période correspond à la phase de transition progressive entre le paléo- et le néolithique, le passage entre une économie de prédation vers une orientation en direction de l'économie de production¹⁶⁰.

N.B.

Les définitions de ce lexique ne sont pas forcément exhaustives, le but de ce dernier étant de donner une brève explication synthétique et contextuelle afin de faciliter la compréhension. Lorsqu'une définition est dépourvue d'annotations en bas de page, il s'agit d'une définition comme nous la comprenons dans notre travail.

¹⁵⁴ D'après le dictionnaire d'aujourd'hui, *op.cit.*, p.906

¹⁵⁵ D'après le dictionnaire d'aujourd'hui, *op.cit.*, p.257/partie II

¹⁵⁶ D'après le dictionnaire d'aujourd'hui, *op. cit.*, p.147/Partie II

¹⁵⁷ D'après Jean-Paul Bozonnet, *op.cit.*, p.40-43

¹⁵⁸ Dictionnaire Encyclopédique Larousse 1997, *op.cit.*, p.737

¹⁵⁹ Dictionnaire Encyclopédique Larousse 1997, *op.cit.*, p.695

¹⁶⁰ Dictionnaire Encyclopédique Larousse 1997, *op.cit.*, p.650

Liste des figures

- Figure n°1:** quatre opérations dirigées vers l'espace selon B.Lévy
Source: cours de géographie humaniste, semestre d'hiver1999,
Université de Genève.....p.10
- Figure n°2:** représentation du système territorial
Source: dossier n°14 de la Revue de la Géographie Alpine.....p.11
- Figure n°3:** dynamique et dialectique entre espace et territoire
Source : création personnelle.....p.12
- Figure n°4:** les trois types de relation, analyse sémiologique.
Source : Charles Hussy, La Carte, un modèle, un langage.....p.14
- Figure n°5:** similarité relation/théâtre.
Source: création personnelle.....p.17
- Figure n°6:** le lien relation/territoire.
Source: modification du schéma que nous propose le dossier n°14 de
la Revue Alpine.....p.19
- Figure n°7:** schématisation de la problématique spécifique
Source : création personnelle.....p.27

Annexes

Annexe n°1 : OFEFP, «carte du site de la Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn», échelle 1:120000

Annexe n°2 : «exemple de questions d'entretien communal»

Annexe n°3 : «exemple de déroulement d'entretien retranscrit : Valais Tourisme, Monsieur Yvan Aiman, 07.09.2000»

Annexe n°4 : Service des forêts et du paysage du canton du Valais, «Beilage zu den Protokollen betr. Überprüfung des Grenzverlaufes BLN-Objekt Aletsch-Bietschhorn»

Annexe n°5 : OFEFP, Lettre à la société de remontées mécaniques de Belalp, «UNESCO Weltnaturerbe Jungfrau-Aletsch ; Grenzziehung im Bereich Riederfurka-Belalp»

Annexe n°6 : Communes de Grindelwald et de Lauterbrunnen en collaboration avec Grindelwald Tourismus, Wengen Mürren Tourismus et les Jungfraubahnen, «Lettre adressée à la commune de Ried-Mörel»

Jungfrau - Aletsch - Bietschhorn



UNESCO
BLN 1507/1706



Massstab 1:120000

Kartengrundlage PK100: (c)L+T

INTERVIEW, GEMEINDEN BE

1. GENERELL

- GEMEINDE: GRINDELWALD
- BÜRGERMEISTER:
- SEIT:
- ANZAHL EINWOHNER:
- GESAMTE FLÄCHE:
- FLÄCHE ALS UNESCO WELTERBE: KM²
- WAS IST DIE GRÖSSTE EINNAHME QUELLE DER GEMEINDE (TOURISMUS, ALPEN BAUEREI, ...)?

- IN EINEM SATZ, ODER EIN PAAR WÖRTER, WIE WÜRDEN SIE IHRE GEMEINDE BEZEICHNEN?

1.1 DAS PROJEKT:

1.1.1 BEZEICHNUNG UND BEGRÄNZUNG DER BETROFFENEN ZONE:

- WAS SIND DIE HAUPT QUALITÄTEN DER ZONE, LAUT IHNEN?

1.1.2 ZEITRAUM:

- WER WURDE FÜR EURE GEMEINDE DER HAUPTINITIANT, DER FÜR ODER GEGEN DAS PROJEKT WAR; DASS HEISST, VON WEM KAM DIE GANZE SACHE (KANTON, TOURISMUS, BUWAL, ...) UND WANN FING HIER ALLES AN ?

- WIE IST ES MIT DER ZEIT GESCHEHEN? GING ALLES RELATIV SCHNELL ODER GAB ES ZEIT UM SICH GEGENSEITIG ZU BEFRAGEN (KANTON/GEMEINDE, TOURISMUS MILIEU-GEMEINDE, ...)?

2. SPEZIFISCHE FRAGEN:

- WÜRDEN SIE PERSÖNLICH, DIE AUF IHRER GEMEINDE STEHENDE FLÄCHE DER UNESCO WELTERBE ZONE ALS VERLUST BEZEICHNEN? UND WAS MEINEN DIE BÜRGER DAZU?
-

- WER WAREN DIE VERSCHIEDENEN PARTEIEN DIE DA EIGENTLICH ETWAS ZU SAGEN HATTEN?
-

- WIE WÜRDEN SIE DIE RAPPORTE ZWISCHEN DEN VERSCHIEDENEN PARTEIEN BEZEICHNEN?
-

- STAND IHRE GEMEINDE GANZ ALLEINE DA WÄHREND DEN VERHANDLUNGEN?
-

- GAB ES IN IHRER GEMEINDE WIEDERSTÄNDE? WENN JA VON WEM UND AUS WELCHE GRÜNDE?
-

- WIE HAT MAN DANN DARAUF REAGIERT? WAS GESCHAH DANN?
-

- DENKEN SIE ALSO, MIT DEN AKTUELLEN KENNTNISSEN DES PROJEKTES, DASS DAS TÄGLICHE LEBEN DER EINWOHNERN IHRER GEMEINDE DURCH DAS PROJEKT EINGESCHRÄNGT WERDEN KÖNNTE, DASS DIE LEUTE AUF EINER BESTIMMTE LEBENSQUALITÄT VERZICHTEN WERDEN MÜSSEN?
-

- FALLS DIES JETZT DEN FALL IST, WIRD DA ETWAS VOM BUND ODER VOM KANTON GETAN BEZÜGLICH AUF EINER EVENTUELLE KOMPENSATION?

- GENERELL WIE HAT IHRE GEMEINDE DIE GANZEN VERHANDLUNGEN ERLEBT? WIE WIRD SIE JETZT WEITER LEBEN?

- FALLS DAS PROJEKT SCHEITERN WÜRD, WAS WÜRD DANN MIT DER AUF IHRER GEMEINDE LIEGENDE FLÄCHE DES PROJEKTES PASSIEREN?

- DIE FRAGE DES TOURISMUS SCHEINT SEHR SCHWERWIEGEND ZU SEIN, DA EINEN MASSENTOURISMUS MIT UMWELTSCHUTZ NICHT VEREINBARLICH SIND. WERDEN SIE IN IHRER GEMEINDE EHER EINEN ÖKOTOURISMUS BEFÖRDERN ODER EHER EINE ART VON KONTROLLE DURCHFÜHREN?

- HATTEN SIE EIGENDLICH AUCH PROJEKTE ODER IDEEN, DIE AUF DIESE BESTIMMTE FLÄCHE STATTFINDEN SOLLEN HÄTTEN?

3. ZUM SCHLUSS:

- MAN SAGT: ETWAS ZUM WELTERBE ZU VERWANDELN IST WIE ES ZU TÖTEN, DA MAN DAMIT NICHT MEHR UMGEHEN KANN, WIE DAMALS ALS MAN ES EBEN "VERWELTEBETE". WAS HALTEN SIE PERSÖNNLICH DAVON?

- DENKEN SIE, DAS PROJEKT HAT GROSSE CHANCEN AUF DER WELTERBELISTE AUFGETRAGEN ZU WERDEN (MANCHE ZWEIFFELN DARAN DA DIE KONKURRENZ AUS DEM AUSLAND ZIEMLICH STARK IST)?

- ---

- ES WIRD AUCH GESAGT, DIESE AUFTRAGUNG WÄRE EINE MÖGLICHKEIT SICH ZU REVANGIEREN GEGENÜBER DIE REGION PIEMONTE/GRAN PARADISO, DA DIE DARSTELLUNG WALLIS GEGEN PIEMONT VORLIEGT, WIE DAMALS FÜR DIE WO 2006. WAS DENKEN SIE DAZU?

- ---

- WENN DAS PROJEKT BEI DER UNESCO EFFEKTIV GUT ANKOMMT UND DIE AUFTRAGUNG ENTSEHT, WIE WERDEN DIE AUSWIRKUNGEN SEIN, EHER POS. ODER NEG. FÜR IHRE GEMEINDE, REGION, KANTON, SCHWEIZ? WAS DENKEN SIE?

- ---

- MÖCHTEN SIE VIELEICHT NOCH IRGEND EINEN KOMMENTAR HINZUFÜGEN?

- ---

ICH MÖCHTE MICH BEI IHNEN NOCH BESTENS BEDANKEN !!!

1. GÉNÉRALITÉS

1.1 LA PERSONNE:

- FONCTION: *MARKETING-PARTENAIRES*
- DEPUIS: *2 ANS*

1.2 LE PROJET:

1.2.1 DÉLIMITATION ET DÉFINITION DE LA ZONE DE PATRIMONIALISATION:

- QUELLES SONT, TOURISTIQUEMENT PARLANT, LES QUALITÉS DE LA ZONE CONCERNÉE?
- *C'EST UNE ZONE DE PROTECTION DE LA NATURE, DE PROTECTION PAYSAGÈRE. MAIS LE GENRE DE TOURISME QUI Y A LIEU DÉPEND DE LA SAISON. EN HIVER, ON A PLUTÔT AFFAIRE À UN TOURISME ACTIF, PRATIQUANT JUSTEMENT DES SPORTS D'HIVERS. EN ÉTÉ, LE TOURISTE S'ADONNE PLUS VOLONTIERS À CE QUI RELÈVE DE LA CULTURE. COMME POUR LE CAS DU CERVIN, LA RÉGION D'AËLETSCH PROCURE DE L'AUTHENTICITÉ, C'EST DONC UNE QUALITÉ MAJEURE QUI S'INTÈGRE TOUT À FAIT DANS LE CONCEPT DE PROMOTION TOURISTIQUE EN VALAIS.*
- QUELS SONT ALORS LES POINTS LES PLUS FORTS DE LA RÉGION? ET LES PLUS FAIBLES?
- *LE POINT LE PLUS FORT, TOURISTIQUEMENT PARLANT, SE RETROUVE DANS LES STATIONS SANS VOITURES. PARADOXALEMENT, MÊME SI LE TOURISTE DÉSIRE POUVOIR SE RENDRE JUSQU'À SON LIEU DE SÉJOUR PAR SES PROPRES MOYENS DE LOCOMOTIONS, IL SEMBLE QU'IL APPRÉCIE FORTEMENT LE CALME QUE PROCURENT DE TELLES STATIONS. LE POINT FAIBLE EN CE QUI CONCERNE CETTE RÉGION, NE LUI EST PAS FORCÉMENT TYPIQUE, EN CE SENS QU'IL S'AGIT DE LOURDEURS STRUCTURELLES QUI PEUVENT SE RENCONTRER DÈS LORS QU'ON A AFFAIRE À PLUSIEURS PARTENAIRES: C'EST LE PROBLÈME DE LA COLLABORATION, CELLE-CI N'ALLANT PAS FORCÉMENT DE SOI.*
- QUELLES SONT AINSI LES PRINCIPALES STRATÉGIES DE PROMOTION TOURISTIQUE POUR UN TEL SITE?
- *DE MANIÈRE GÉNÉRALE, DANS UN PREMIER TEMPS, IL S'AGIT DE DONNER ENVIE AU TOURISTE DE SE RENDRE DANS LA RÉGION. DANS UNE SECONDE PHASE, IL S'AGIT DE TRAVAILLER SUR L'OBJET OU LA RÉGION, LUI MAINTENIR UNE ATTRACTIVITÉ. EN VALAIS, CETTE PROMOTION SE FAIT NOTAMMENT PAR UNE OFFRE DE "L'AUTHENTIQUE", DE LA NATURE "À L'ÉTAT PUR.*

1.2.2 TEMPORALITÉ DE LA PATRIMONIALISATION DU SITE:

- "TOURISTIQUEMENT", QUI EN EST À L'ORIGINE? DEPUIS QUAND ET POUR QUELS MOTIFS?
- *IL N'Y A PAS ENCORE DE NOUVEAUX MOTIFS DE PROMOTION DE LA RÉGION, EN CE SENS QUE CELA NE SERAIT PAS HONÊTE ENVERS LE TOURISTE DE DÉJÀ PARLER DE CETTE RÉGION EN TANT QUE PATRIMOINE MONDIAL DE L'UNESCO. IL FAUT D'ABORD UN LABEL, PUIS ON LANCE UNE STRATÉGIE À SON PROPOS, AGIR DIFFÉREMMENT NE SERAIT FINALEMENT QUE DE LA MALHONÊTE.*
- QUEL ÉCHÉANCIER?

- *COMME IL A ÉTÉ DIT AUPARAVANT, IL FAUT D'ABORD ATTENDRE L'ARRIVÉE DU LABEL DE L'UNESCO POUR DÉMARRER QUOI QUE CE SOIT.*
- *ET OÙ EN EST-T-ON ACTUELLEMENT AVEC D'ÉVENTUELS PROJETS TOURISTIQUES RELATIFS À LA PATRIMONIALISATION?*
- *CF. QUESTION PRÉCÉDENTE.*

2. QUESTIONS SPÉCIFIQUES AU PROJET:

- *SI LE PROJET DEVAIT ABOUTIR À UNE INSCRIPTION SUR LA LISTE DU PATRIMOINE MONDIAL DE L'UNESCO, QUELS SERAIENT LES STRATÉGIES À ADOPTER POUR PROMOUVOIR LA RÉGION (RETOUR À UNE IMAGE ROMANTIQUE, ETC...)?*
- *IL VA DE SOI QUE L'IMAGE QUI REFLÈTE LA RÉGION DOIT AVOIR UN GROS IMPACT, L'AUTHENTIQUE EN FAIT, MAIS LE SKI EST PRIORITAIRE, SANS SKI, IL N'Y A PAS DE TOURISME EN VALAIS. IL FAUT DONC TROUVER UN COMPROMIS ENTRE ENVIRONNEMENT ET TOURISME*
- *TOURISTIQUEMENT, PENSEZ-VOUS QU'UNE INSCRIPTION SUR LA LISTE DU PMNU CONSTITUERAIT UNE CONTRAINTE, OU PLUTÔT UNE POSSIBILITÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE?*
- *ELLE CONSTITUERAIT TRÈS CERTAINEMENT UN AVANTAGE, CAR MÊME SI DES ACTIVITÉS TOURISTIQUES DEVAIENT ÊTRE RÉDUITES, VOIRE SUPPRIMÉES, ON POURRAIT IMAGINER UN CONCEPT DE COLLABORATION DANS LA RÉGION AU SENS PLUS LARGE... ON EST VITE À ZERMATT, OU MÊME À MONTANA DEPUIS ALETSCH. CES ACTIVITÉS POURRAIENT ALORS ÊTRE TRANSFÉRÉES D'UNE CERTAINE MANIÈRE. MAIS LÀ DE NOUVEAU, C'EST UNE QUESTION STRUCTURELLE DE COLLABORATION, MAIS QUI EST POSSIBLE CAR ELLE NE SE FAIT PAS AU DÉTRIMENT DE L'UNE OU L'AUTRE STATION; IL S'AGIT DE FAVORISER UNE CONCURRENCE SAINES AUTOUR D'UN MARKETING PROPAGEANT UNE IMAGE FORTE DE L'ENVIRONNEMENT.*
- *AU VU DE VOS CONNAISSANCES ACTUELLES DU PROJET, DOIT-ON S'ATTENDRE À DES CHANGEMENTS MAJEURS DANS LE GENRE DE VIE DES POPULATIONS LOCALES ET/OU DES PERTURBATIONS DANS LEURS HABITUDES QUOTIDIENNES?*
- *CELA DÉPENDRA DES PRODUITS. ON PEUT TRÈS BIEN IMAGINER LA CRÉATION D'ÉCOMUSÉES, OU AUTRES QUI SERAIENT FONCTIONNELS NOTAMMENT EN AUTOMNE ET ÉTÉ. CES DERNIERS CRÉERAIENT DE NOUVELLES PLACES DE TRAVAIL QUI POURRAIENT ÊTRE REPRISES PAR D'ÉVENTUELS PERSONNES DONT LE TRAVAIL AURAIT ÉTÉ SUPPRIMÉ PAR L'ARRIVÉE DU LABEL. MAIS AVANT TOUT, IL FAUT D'ABORD ATTENDRE L'ATTRIBUTION DE CE DERNIER POUR LA RÉGION.*
- *SELON VOUS, LE PROJET EST-IL VIABLE À LONG TERME, C'EST-À-DIRE SOCIALEMENT, ÉCOLOGIQUEMENT ET ÉCONOMIQUEMENT?*
- *VIABLE OUI, CAR LES GENS EN ONT ASSEZ AU BOUT D'UN MOMENT DE CE QUI EST DISNEYLAND ET IRÉEL. C'EST LÀ QU'UNE PROMOTION DE L'AUTHENTIQUE PREND SON SENS ET QUE CETTE RÉGION PRÉSENTE DES ATOUTS. A NOUVEAU, C'EST L'ATTRIBUTION DU LABEL QUI INFLUENCERA LE MARKETING RÉGIONAL.*
- *JE PENSE NOTAMMENT AU GLOBAL CHANGE AVEC SES AUGMENTATIONS DE TEMPÉRATURES QUI TENDENT, POUR LES RÉGIONS ALPINES, À FAIRE RECULER LES GLACIERS ET MODIFIER LA MORPHOLOGIE DES PAYSAGES. DANS L'HYPOTHÈSE DE CHANGEMENTS RELATIVEMENTS*

RAPIDES ET SIGNIFIANT, IL FAUT S'ATTENDRE POUR LE SITE D'UNE PART, À UN PREMIER IMPACT SOUS LA FORME D'UNE PERTE D'ATTRAIT TOURISTIQUE. DE L'AUTRE, LA RÉGION NE RÉPONDRAIT PLUS AUX CRITÈRES POUR LESQUELS ELLE AVAIT ÉTÉ INSCRITE SUR LA LISTE DU PATRIMOINE MONDIAL...EST-CE UN PÉRIL POUR LA RÉGION?

- *PAS FORCÉMENT. LE VALAIS, VU L'ALTITUDE DE SES STATIONS TOURISTIQUES, NE SERA PAS OUTRE MESURE TOUCHÉ PAR UN ÉVENTUEL MANQUE DE NEIGE DÛ AU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE, MÊME EN HIVERS. C'EST PLUTÔT UNE QUESTION DE RACCOURCISSEMENT DE LA DURÉE DES HIVERS QUI EST PRÉOCCUPANTE, PUISQUE LE SKI EST LE MOTEUR DU TOURISME EN VALAIS. L'ATTRIBUTION DU LABEL DE L'UNESCO PERMETTRAIT DE PALIER À CELA PAR DE NOUVELLES ACTIVITÉS, NOTAMMENT CULTURELLES QUI DURERAIENT PLUS LONGTEMPS.*
- *LA QUESTION DU TOURISME SEMBLE DONC ÊTRE PRÉPONDERANTE DANS LA DÉCISION FINALE DU PROJET; UN TOURISME INTENSIF DEVENANT INCOMPATIBLE AVEC LA PROTECTION ENVIRONNEMENTALE NOTAMMENT. VA-T-ON SE LANCER DANS LA PROMOTION D'UN ÉCO-TOURISME AVEC LE RISQUE QU'IL DEVIENNE FINALEMENT MASSIF ET METTE EN PÉRIL LES ÉCOSYSTÈMES PROTÉGÉS OU VA-T-ON PLUTÔT FAVORISER UN TOURISME LIMITÉ ET CONTÔLÉ?*
- *IL N'Y A PAS FORCÉMENT INCOMPATIBILITÉ. IL EXISTE DES MOYENS DE CONCILIATION DANS UNE OPTIQUE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE NOTAMMENT ET C'EST CE QUE NOUS NOUS EFFORÇONS DE METTRE EN PRATIQUE DU POINT DE VUE TOURISTIQUE.*
- *PAR RAPPORT À LA PROMOTION TOURISTIQUE JUSTEMENT. UNE SOURCE, LA CIPRA, CITE TROIS PROJETS QUI RISQUERAIENT DE METTRE À MAL LE PROJET: TÉLÉPHÉRIQUE BELALP-RIEDERALP, TUNEL ENTRE BETTMERALP ET LE BORD DU GLACIER, DOMAINE SKIABLE DE MÄRJELN-STRAHLHORN. QU'EN EST-IL EFFECTIVEMENT DU POINT DE VUE DE LA PROMOTION TOURISTIQUE?*
- *CE SONT DES PROJETS LOCAUX, ÉLABORÉS ET MIS EN ŒUVRE PAR LES COMMUNAUTÉS LOCALES. LA PROMOTION TOURISTIQUE N'ENTRE EN JEU QU'UNE FOIS LES INSTALLATIONS FONCTIONNELLES ET N'ENTRE DONC PAS EN JEU AVANT. CÉPENDANT, LES ORGANES DE PROMOTION TOURISTIQUE PEUVENT ÊTRE CONSULTÉS POUR D'ÉVENTUELS CONSEILS.*
- *QU'EN EST-IL DE L'ACCESSIBILITÉ DU SITE?*
- *IL S'AGIT ICI DE LA RÉALISATION D'UN CONCEPT GLOBAL DE TRANSPORT. LES STATIONS DE L'ALETSCHE SONT RELATIVEMENT BIEN DÉSERVIES, PAR CHEMIN DE FER, ROUTE OU MÊME TÉLÉPHÉRIQUES. LE DÉVELOPPEMENT DES TRANSPORTS PUBLICS DEVRA NOTAMMENT ÊTRE ACCENTUÉ. C'EST POURQUOI L'ARRIVÉE DES NOUVELLES TRANSVERSALES ALPINES, ET PARTICULIÈREMENT LE RENFORCEMENT DE L'AXE SIMPLON-LÖTSCHBERG SONT TANT ATTENDUS DANS LA RÉGION.*

3. EN CONCLUSION:

- ON DIT QUE PATRIMONIALISER UN SITE, C'EST LE TUER EN LE FIGEANT TEL QUEL DANS LE TEMPS, ADHÉREZ-VOUS À CETTE PROPOSITION?
- *CELA DÉPEND DE LA CONCEPTION DE LA PATRIMONIALISATION. UN SITE DOIT POUVOIR SE DÉVELOPPER TOUT DE MÊME, C'EST-À-DIRE POUVOIR ÉVOLUER. LES PRÉOCCUPATIONS CHANGENT.*
- PENSEZ-VOUS PERSONNELLEMENT QUE LE PROJET A DES CHANCES D'ABOUTIR?
- *OUI. LE SITE CONCENÉ PRÉSENTE UN ASPECT NATUREL ORIGINAL, INTACT QUI LUI IMPARTIT UN ATOUT SÛR.*
- BEAUCOUP CONSIDÈRENT CETTE CLASSIFICATION COMME UNE REVANCHE À PRENDRE SUR LA RÉGION DU PIÉMONT/GRAN-PARADISO, PAR RAPPORT AUX J.O. QU'EN PENSEZ VOUS?
- *NOUS N'AVONS RIEN À ENVIER LA RÉGION DE TURIN/PIÉMONT. NOUS AVONS PERDUS LES J.O. PAR K.O. ET IL S'AGIT DE L'ACCEPTER AINSI. LE VALAIS N'A RIEN PERDU, ILO GARDE SON IDENTITÉ.*

N.B. Nous aimerions attirer l'attention du lecteur sur le fait qu'il s'agit de la transcription d'un entretien oral et que les mots utilisés dans cette annexe ne relèvent pas forcément de l'expression de Monsieur Yvan Aymon. Ce pendant, nous avons pris garde à rester le plus fidèle possible aux idées exposées.

Beilage zu den Protokollen betr. Überprüfung des Grenzverlaufes
BLN-Objekt Aletsch-Bietschhorn

1. Bedeutung des BLN-Inventars

Ende der 50^{er} Jahre entstand bei den Natur- und Heimatschutzorganisationen die Idee, die gesamtschweizerisch bedeutenden Gebiete des Natur- und Heimatschutzes in einem Inventar festzuhalten. Der Schweizerische Bund für Naturschutz (SBN), der Schweizer Heimatschutz (SHS) und der Schweizer Alpen-Club (SAC) gründeten daraufhin eine "Kommission für die Inventarisierung schweizerischer Landschaften und Naturdenkmäler von nationaler Bedeutung" (**KLN**). Am 04. Mai 1963 wurde das erste KLN-Inventar dieser privaten Organisationen publiziert; mittlerweile liegt die fünfte, revidierte Auflage von 1988 vor.

Mit Inkrafttreten des Bundesgesetzes über den Natur- und Heimatschutz (**NHG**) vom 01. Juli 1966 erhielt der Bund die Aufgabe, ebenfalls Inventare von Objekten nationaler Bedeutung zu erstellen (Art. 5 NHG). Teilweise in Anlehnung an das bereits vorhandene KLN-Inventar erschien 1977 das erste "**Bundesinventar der Landschaften und Naturdenkmäler von nationaler Bedeutung**" (**BLN**). Dieses enthielt 5 Objekte aus dem Kanton Wallis (Binntal, Lac de Tanay, Val de Bagnes, Mont d'Orge, Valère et Tourbillon). In die 2. Serie des BLN, welche 1983 erschien, wurden 4 weitere Gebiete aus dem Wallis aufgenommen (Aletsch-Bietschhorn, Dent-Blanche-Matterhorn-Monte Rosa, Pyramides d'Euseigne, Erratische Blöcke Monthey und Collombey).

2. Rechtliche Bedeutung des BLN-Inventars

Zweck und Bedeutung des BLN-Inventars sind im NHG beschrieben. Gemäss Art. 6 NHG verdienen die im Inventar aufgeführten Objekte in "besonderem Masse die ungeschmälerte Erhaltung oder jedenfalls den grösstmöglichen Schutz". Dabei wird nicht ein integraler Schutz angestrebt, sondern die Erhaltung grossflächiger, mehr oder weniger stark durch den Menschen geprägter Kultur- und Naturlandschaften. Das Weiterführen der bestehenden, unterschiedlichen Nutzung ist dabei für viele der aufgeführten Objekte auch eine dringende Forderung aus Sicht des Natur- und Landschaftsschutzes.

Rechtliche Konsequenzen ergeben sich allenfalls bei Projekten, welche von Bundesinstanzen überprüft werden. Gemäss Art. 6 NHG "darf bei Erfüllung einer Bundesaufgabe ein Abweichen von der ungeschmälerten Erhaltung im Sinne der Inventare nur in Erwägung gezogen werden, wenn ihr bestimmte gleich- oder höherwertige Interessen von ebenfalls nationaler Bedeutung

entgegenstehen". Zur Sicherstellung dieser Forderung ist bei Projekten, bei welchen Bundesrecht angewendet wird, eine Beurteilung durch die Eidg. Natur- und Heimatschutzkommission (ENHK) oder durch die Bundes-Naturschutzfachstelle (BUWAL) nötig. Auch im Rekursrecht der nationalen Umweltorganisationen (Art. 12 NHG) widerspiegelt sich der Wunsch, BLN-Objekte in ihrer ganzen Vielfalt und Schönheit zu erhalten. Demgegenüber haben diese Organisationen beispielsweise bei der Erarbeitung von Nutzungsplänen oder der Ausscheidung von Bauzonen kein Rekursrecht.

Da in Berggebieten ohnehin eine Reihe verschiedenster Projekte (Tourismus, Erschliessungen, Meliorationen, Energienutzung, usw.) durch Bundesinstanzen beurteilt werden, können sich hier für BLN-Objekte einschränkende Konsequenzen ergeben. Andererseits zeigt die momentane Situation der Landwirtschaft im Hinblick auf EG 92, dass die Produktsubvention allmählich an Bedeutung verliert und je länger je mehr auch in der Landwirtschaft ökologisches Handeln honoriert wird. Die Förderung extensiver Nutzungsformen und dadurch die Erhaltung einer artenreichen, vielfältigen Landschaft wird in Zukunft einer der Trümpfe des Berggebietes sein. Für solch extensiv bewirtschaftete Flächen innerhalb von BLN-Objekten ist mit höheren Subventionen zu rechnen als für andere Gebiete. Eine Ausscheidung solcher Flächen aus BLN-Objekten kann somit auch Nachteile bringen.

3. Aufgaben und Zweck der Studie Zurwerra

Im Rahmen der ersten Revision des BLN-Inventars wurde 1983 auch das Gebiet Aletsch-Bietschhorn als Objekt von nationaler Bedeutung vorgeschlagen. Obwohl der Kanton Wallis damals beim Bund um eine Fristverlängerung für das Vernehmlassungsverfahren bat, wurde die Region ins Inventar aufgenommen. Der Kanton Wallis hat daraufhin beim Bund eine Überprüfung des Grenzverlaufes veranlasst. Die vom Bundesamt für Forstwesen (heute BUWAL) finanzierte Studie unter der Leitung von Dr. A. Zurwerra hatte das Ziel, den Grenzverlauf des BLN-Gebietes Aletsch-Bietschhorn aus Sicht des Natur- und Landschaftsschutzes aufgrund wissenschaftlicher Kriterien zu überprüfen und allfällige Änderungsvorschläge auszuarbeiten. Die Beurteilung des Grenzverlaufes aus wirtschaftlichen, speziell touristischer Sicht und im Rahmen der Raumplanung war nicht Bestandteil des Auftrages. Falls aus dieser Sicht weitere Abklärungen nötig sind, müssen diese von den Gemeinden oder vom Kanton veranlasst werden.

22.10.90/Kp/bi



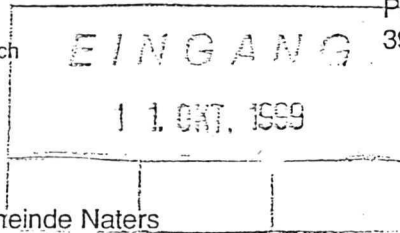
BUWAL Bundesamt für Umwelt, Wald und Landschaft
OFEFP Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage
UFAPF Ufficio federale dell'ambiente, delle foreste e del paesaggio
UFAGC Uffizi federal d'ambient, guaud e cuntrada

Copia

H-3003 Bern, 7. Oktober 1999

Telefon: 031 322 93 24
Telefax: 031 324 75 79
X.400:
E-Mail: meinrad.kuettel@buwal.admin.ch

Belalp Bahnen AG
Direktion
Postfach 30
3914 Blatten b. Naters



Ihr Zeichen

Ihre Nachricht vom 8. September an die Gemeinde Naters

Unser Zeichen

Gegenstand **UNESCO Weltnaturerbe Jungfrau-Aletsch; Grenzziehung im Bereich Riederfurka-Belalp**

Sehr geehrter Herr Pfaffen
Sehr geehrte Damen und Herren

Zu Ihren Ausführungen im Schreiben an die Gemeinde Naters vom 8. September 1999 nehmen wir wie folgt Stellung. Wir verstehen allerdings nicht, wieso Sie uns nicht direkt kontaktiert haben.

Sie greifen u. a. einen Problemkreis auf, zu dem sich auch der Bundesrat und zwar in seiner Antwort auf die Interpellation (98.3489) von Frau Ständerätin Forster geäussert hat. Auf die Anfrage von Frau Forster nach der Beurteilung des Bundesrates der derzeitigen Ausbaupläne der Seilbahnunternehmungen, namentlich der Neuerschliessungen in bislang touristisch unberührten Landschaften, hat er sich folgendermassen geäussert. Im übrigen wurden neben anderen die Verbindung von der Riederfurka zur Belalp und die Südflanke des Aletschgletschers explizit genannt:

1. Eine im Grundsatz generell zurückhaltende Konzessionierungspolitik hat sich bewährt und ist nach wie vor sachgerecht.
2. Eine konzessionspolitisch grosse Zurückhaltung bei zusätzlichen Skigebietserschliessungen besonders bei neuen Erschliessungen im Hochgebirge ist weiterhin angebracht und zwar aus Gründen des gesättigten Marktes und der zunehmenden Konkurrenzierung des Wintersporttourismus.
3. In landschaftlich besonders wertvollen Gebieten (BLN-Objekte und Landschaftsschutzgebiete gemäss den kantonalen Richtplänen) werden keine neuen Erschliessungen bewilligt. Für Hochgebirgserschliessungen gelten darüber hinaus zusätzliche Restriktionen.

Es ist nicht unsere Angelegenheit, diese Konzessionspolitik zu kritisieren noch liegt es an uns, sie in Frage zu stellen. Sie gilt für uns als Leitlinie für die Beurteilung von Projekten oder Projektideen. Im Sinne einer kohärenten Bundespolitik wäre es ebensowenig richtig, dem Bundesrat die Änderung eines Perimeters eines BLN-Objektes - der Bundesrat ist dafür zuständig - vorzuschlagen, nur damit in einem Konzessionsverfahren eine Hürde weniger zu nehmen ist. Dies würde im übrigen auch dem Geist des BLN vollständig widersprechen und gleichzeitig an den vorhandenen Naturwerten überhaupt nichts ändern. Anzufügen ist zudem, dass der Perimeter des BLN-Objektes 1706 Berner Hochalpen-Aletsch-Bietschhorngebiet, auch im Bereich des Gebidem-Stausees, in Absprache mit dem Kanton Wallis überprüft und erst 1998 revidiert wurde.

Das gesamte zur Diskussion stehende Gebiet von der Krone des Gebidem-Stausees weg bis hinauf zur Kantonsgrenze liegt jetzt schon innerhalb des BLN-Objektes. Damit gilt das, was Sie als zukünft-

tige Einschränkung befürchten, jetzt schon. Ohne Änderung der Konzessionspolitik des Bundes – dafür gibt es keine Veranlassung – ist in der Tat eine skitouristische Nutzung des Aletsch-Nordhanges, die Erschliessung des Gebietes Galkina mit touristischen Transportanlagen und die Verbindung Riederalp-Belalp nicht möglich. Selbstverständlich nimmt diese Aussage einen Entscheid des zuständigen Departementes über ein allfälliges Konzessionsgesuch, das aber nicht vorliegt, nicht vorweg, aber sie ist konform mit Aussagen des Bundesrates schon aus den siebziger Jahren. Eine Aufnahme des Gebietes in die Liste der UNESCO-Weltnaturgüter würde an dieser Rechtslage nichts ändern. Sie wäre vor allem eine Bestätigung der zweifellos vorhandenen Naturwerte und somit eine Auszeichnung der Region.

Was den von Ihnen angeführten Verbund von Skigebieten betrifft, so dürfte das wirklich in einigen Fällen sinnvoll sein, in andern aber nicht. Zudem ist zu unterscheiden zwischen einem Tarifverbund und einem Verbund mittels Pisten oder Transportanlagen. Wenn Sie das Beispiel der Jungfrau-Region nehmen, so ist offensichtlich, dass erstens der Tarifverbund wichtig ist, dass die Verbindung der Skigebiete Männlichen-Kleine Scheidegg während eines Tages in Anspruch genommen wird (die Verbindung ist über Pisten und Sesselbahnen möglich), dass aber Wechsel während desselben Tages von den Gebieten First nach der Kleinen Scheidegg oder gar ins Schilthorngebiet nicht vor kommen, andererseits aber in die verschiedenen Gebiete desselben Tarifverbundes an verschiedenen Tagen durchaus gewechselt wird.

Es ist in der Tat auch so, wie Sie schreiben, dass das Gebiet insgesamt nicht frei von technischen Anlagen ist (Jungfrau-Bahn, SAC-Hütten, Wasserfassung Kraftwerk Aletsch). Andererseits kann nicht argumentiert werden, die Beeinträchtigung ist da und eine zusätzliche Beeinträchtigung muss akzeptabel sein. In analogen Fällen hat das Bundesgericht entschieden, dass eine derartige Argumentation nicht greift.

Wenn Sie, respektive die betroffenen Gemeinden, trotz der Rechtslage und der erklärten Konzessionspolitik des Bundes, an der Option der direkten oberirdischen Verbindung Riederalp-Belalp innerhalb des BLN-Perimeters festhalten möchten, dann kann weder ein Vertrag über die Abgeltung von Einbussen der Wasserkraftnutzung (Projekt Oberaletsch) abgeschlossen werden, noch sind wir bereit, dem Bundesrat ein Gesuch zur Aufnahme der Region Jungfrau-Aletsch in die Welterbe-Liste zu unterbreiten, denn dann müsste das Objekt gleichzeitig in die Liste der bedrohten Güter aufgenommen werden. Es liegt an der Region, respektive den einzelnen Gemeinden, zwischen den verschiedenen Optionen zu wählen. Nur ist zu empfehlen, auch die Realisierungswahrscheinlichkeiten aus rechtlicher und wirtschaftlicher Sicht rational einzuschätzen.

In der Hoffnung, dass Ihnen diese Ausführungen dienlich sind, verbleibt

mit freundlichen Grüßen



Meinrad Küttel
Chef Sektion Schutzgebiete

Kopie: Gemeinde Naters, Dienst Wald und Landschaft VS

Kopie

An die
Gemeinde
3986 Ried-Mörel

Interlaken, 29. Februar 2000
DA/cs

UNESCO World Heritage List

Sehr geehrter Herr Gemeindepräsident
Sehr geehrte Bürgerinnen und Bürger von Ried-Mörel

Mit Ihnen teilen wir die Begeisterung für die Schönheit der Natur im wunderbaren Jungfrau - Aletschgebiet. Mit Ihnen sind wir darauf angewiesen, diese Region touristisch nutzen zu können. Mit Ihnen teilen wir deshalb die grosse Skepsis, wenn uns in Sachen Naturschutz Dritte sagen wollen, was gut und richtig sei. Zu oft machen wir mit den selbsternannten „Schützern der Umwelt“ unsere einschlägigen Erfahrungen. Wir haben deshalb Verständnis, wenn Sie betreffend des UNESCO Inventars mit Skepsis reagieren und die Sache genau prüfen; wir haben dies nicht anders gemacht.

Weil wir Ihre Zurückhaltung verstehen, erlauben wir uns, Ihnen darzulegen, was uns schliesslich trotz allem dazu bewogen hat, die Eintragung in die World Heritage List zu befürworten:

1. Wir sind stolz auf das Jungfrau - Aletschgebiet und würden eine Aufnahme in die Liste der UNESCO als eine Ehre und als eine grosse Anerkennung empfinden.
2. Die World Heritage List findet weltweit sehr grosse Beachtung – im Ausland noch weit mehr als in der Schweiz. Der Eintrag wird deshalb ohne weiteren Werbeaufwand die Bekanntheit unserer Region um ein Vielfaches steigern. Nicht im unmittelbar betroffenen Gebiet selbst (dieses ist bekanntlich bereits heute durch strenge eidgenössische Vorschriften geschützt) aber in seinem direkten Umfeld wird dies neue Entwicklungsmöglichkeiten bringen.
3. Die wirklich visionären Projekte – auch wir haben solche – werden durch die Eintragung in die UNESCO Liste kaum tangiert. Es bestehen andere Machbarkeitsgrenzen, die weit gewichtiger sind. Wir denken da an die Beschaffung von finanziellen Mitteln, an die überaus komplizierten Bewilligungs- und Konzessionsverfahren und insbesondere an die derzeitige umweltpolitische Haltung

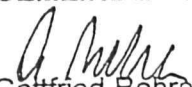
in unserem Land. Um solche Hürden nehmen zu können muss derart viel bewegt werden, dass der Bestand einer Eintragung in die World Heritage List kaum mehr ins Gewicht fallen würde. Im Gegenteil: Die Eintragung wird das (wirtschaftliche) Umfeld verbessern, und damit möglicherweise die Realisierung eines ausgereiften Projektes erst ermöglichen.

Sie setzen sich derzeit für die Option „Verbindung Riederalp- Belalp“ ein. Sie befinden sich dabei offenbar in einem umweltpolitischen „Seilziehen“. Diese Sache kann sich möglicherweise noch jahrelang hinziehen. Wenn wir die Berichte in der Presse richtig verstanden haben, wird eine Ablehnung der Eintragung in die World Heritage List die Ausgangslage für ihre Projekte nicht direkt verbessern. Das Nein wäre lediglich Ausdruck ihres Unwillens betreffend der heute geltenden Grenzen des BLN Schutzgebietes. Sie werden nun abwägen müssen, ob dieser Schritt so wichtig ist, dass Sie deswegen auf die Vorteile, die eine Eintragung UNESCO Liste mit sich brächte, verzichten wollen.

Es steht uns nicht zu, uns in diese – für Ihre Gemeinde so wichtige – Abstimmung einzumischen. Wir sind jedoch vom Ausgang der Sache stark mitbetroffen. Wir bitten Sie daher, den Argumenten, die uns bewogen haben, für die Eintragung zu votieren, ebenfalls Ihre Aufmerksamkeit zu schenken. Wir verbleiben mit dem Wunsch und der Hoffnung, dass sich das Projekt „World Heritage List“ gemeinsam, gleichsam die hohen Gipfel überspannend, doch noch realisieren lässt.

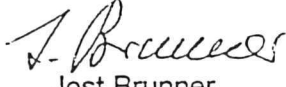
Mit freundlichen Grüßen

GEMEINDE GRINDELWALD


Gottfried Bohren
Gemeindepräsident

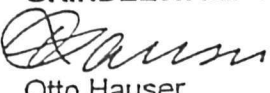

Fritz Lohner
Gemeindeschreiber


GEMEINDE LAUTERBRUNNEN


Jost Brunner
Gemeindepräsident

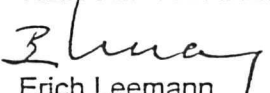

Anton Grat
Gemeindeschreiber


GRINDELWALD TOURISMUS


Otto Hauser
Präsident

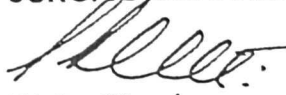

Sepp Luggen
Direktor

WENGEN MÜRREN TOURISMUS AG


Erich Leemann
Präsident


Peter Lehner
Geschäftsführer

JUNGFRAUBAHNEN


Walter Steuri
Direktor


Christoph Schläppi
Vizedirektor
Leiter Direktionsabt.